

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LE
RISQUE PROFESSIONNEL
AGRICOLE

Dans la Loi du 30 Juin 1899

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue publiquement dans la salle des Actes de
la Faculté de Droit*

Le 18 Novembre 1905, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

R. DE FONTAINE DE RESBECQ

AVOCAT AU BARREAU DE LISIEUX

LAURÉAT DES FACULTÉS DE DROIT DE PARIS ET DE CAEN

JURY

MM. GUILLOUARD, Professeur, *Président.*

CABOUAT, Professeur.

ASTOUL, Professeur.

LISIEUX

Imprimerie Typ. et Lith. EMILE MORIÈRE, 22, rue du Bouteillier

1905

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

LE
RISQUE PROFESSIONNEL
AGRICOLE

Dans la Loi du 30 Juin 1899

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Soutenue publiquement dans la salle des Actes de
la Faculté de Droit*

Le 18 Novembre 1905, à 3 heures 1/2 de l'après-midi

PAR

R. DE FONTAINE DE RESBECQ

AVOCAT AU BARREAU DE LISIEUX

LAURÉAT DES FACULTÉS DE DROIT DE PARIS ET DE CAEN

JURY

MM. GUILLOUARD, Professeur, *Président*.

CABOUAT, Professeur.

ASTOUL, Professeur.

LISIEUX

Imprimerie Typ. et Lith. EMILE MORIÈRE, 22, rue du Bouteillier

1905



UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1905 - 1906

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. Q), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. Q), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. Q), prof. d'*Economie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (Q, A. Q), professeur de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. Q), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET, (I. Q), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. Q), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. Q), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. Q), professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

AGRÉGÉS :

MM. GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Economie politique* (doctorat), d'*Histoire des doctrines économiques*, et de *Législation financière*.

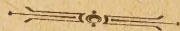
SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. Q), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. GUILLOUARD, Professeur, *Président*.
CABOUAT, Professeur.
ASTOUL, Professeur.



AVERTISSEMENT

1. — Le but que nous nous sommes proposé en écrivant les lignes qui vont suivre, n'a pas été de faire une étude sociale, mais un exposé pratique, et, si possible juridique, des règles nouvelles de la loi du 30 juin 1899, qui a formulé la théorie du risque professionnel applicable à l'agriculture. Nous avons désiré éclairer les principes proposés par cette loi, par l'application qu'en fait chaque jour la jurisprudence : Nous nous sommes confiné d'ailleurs volontairement, dans l'étude de la loi du 30 juin 1899, et n'avons dit de la loi du 9 avril 1898 que ce qui était nécessaire pour la compréhension des principes posés par celle de 1899. Cette dernière n'étant qu'une filiale, un rameau de la loi de 1898 avec certains caractères propres, nous ne pouvions ne pas parler du tronc même sur lequel elle est venue se greffer, mais nous n'avons eu, ni la prétention, ni l'esprit d'exposer complètement les théories et les différentes règles du risque professionnel tel qu'il fonctionne aujourd'hui dans l'industrie.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548417_0003

LE
RISQUE PROFESSIONNEL AGRICOLE

Dans la Loi du 30 Juin 1899

INTRODUCTION

2. — Le 29 Octobre 1904, M. Glasson, l'éminent doyen de la Faculté de droit de Paris, disait en terminant le beau discours qu'il prononçait aux fêtes du centenaire du Code civil :

« J'aime mieux convier tous les hommes de science
« et de pratique, amis du bien, pénétrés de l'esprit
« de justice, désireux d'assurer la paix sociale, à une
« œuvre déjà commencée, mais non achevée, et qui
« pour être menée à bonne fin demande autant
« d'activité que de dévouement.

« On a vu de notre temps surgir tout un peuple,
« celui des travailleurs. Les lois de la Révolution
« avaient supprimé les anciennes corporations ; puis
« les interminables guerres de la République et de
« l'Empire avaient suspendu le commerce et l'indus-
« trie ; les hommes étaient aux armées et non dans les
« ateliers.

« La paix rétablie, le travail reparut ; les rapports

« entre patrons et ouvriers se multiplièrent, se com-
« pliquèrent, se transformèrent. On repoussait désor-
« mais le patronage pour se placer exclusivement
« sur le terrain du droit, mais où se trouvait ce droit
« des travailleurs ? On l'aurait cherché en vain dans
« le code civil, une législation nouvelle s'imposait, on
« s'est mis à la tâche, tâche particulièrement lourde
« et difficile.

« Dans la lutte pour la vie, l'enjeu n'a jamais été
« aussi formidable : il y va de la fortune publique,
« de la liberté des citoyens, du progrès de l'humanité.
« Il nous faut un second code, il est déjà préparé en
« partie par un certain nombre de lois.

« Ce code du travail doit être inspiré par le même
« esprit que le code civil, je veux dire par l'esprit de
« justice, de sorte que ces deux codes, loin d'entrer
« en conflit l'un avec l'autre, se complèteraient réci-
« proquement et se joindraient comme les deux
« mains du corps social pour apprendre à tous leurs
« devoirs et assurer le respect de leurs droits. »

On ne saurait résumer en termes meilleurs com-
ment et pourquoi une grave lacune s'était produite
dans notre législation depuis la publication du code
civil, quel besoin il y avait de la combler, et dans
quel esprit la réforme devait s'opérer.

C'est en vain que l'on chercherait dans les articles
du code civil quelque disposition spéciale sur la
responsabilité découlant du contrat de travail ; les
conditions dans lesquelles ce contrat était passé et
exécuté en 1804, font qu'il n'est pas apparu au

législateur du jour comme comportant des règles et des principes particuliers.

Il lui a semblé que rien ne devait le différencier des autres contrats, qu'il n'emportait aucun élément propre devant modifier le droit commun formulé dans les articles 1382 et suivants du code civil.

3. — Lorsque naquit l'industrie moderne, lorsqu'elle se développa, la jurisprudence chercha purement et simplement à résoudre les questions nouvelles qui se posèrent alors par une adaptation pure et simple des articles 1382 et suivants aux rapports entre patrons et ouvriers.

Cependant l'expérience mit bientôt en évidence la rigueur excessive de ces règles de responsabilité, valables entre personnes contractuellement étrangères l'une à l'autre, mais d'une insuffisance manifeste dans leur application aux conséquences d'un accident survenu à l'occasion de l'exécution du contrat de travail.

C'est ainsi qu'après les tâtonnements du début, la jurisprudence dut, tout en persistant à maintenir l'autorité des articles 1382 et suivants, se préoccuper d'en assouplir les rigueurs par une conception toujours plus large des obligations dérivant pour les chefs d'industrie de leur autorité même, et du pouvoir de direction qui leur appartient tant en l'exécution du travail, que sur l'organisation qu'il doit nécessairement recevoir (1).

(1) Cabouat. — Exposé du système de responsabilité et d'indemnisation établi par la loi du 9 avril 1898, n° 29.

De quasi délictuelle, la responsabilité du patron tendit à devenir contractuelle.

Il serait injuste en effet de méconnaître que la jurisprudence, antérieurement aux lois ouvrières élaborées de nos jours, ait beaucoup fait pour indemniser l'ouvrier des accidents qui pouvaient lui survenir dans l'exercice de sa profession.

Pour cela, elle partit de ce principe exact que l'employeur, celui qui commande le travail, en assure en même temps la direction et la surveillance. En même temps ce principe délimitait nettement la sphère d'action dérivant pour le patron du contrat de travail.

« La responsabilité devient très logiquement cor-
« relative à l'autorité et c'est en vertu de ce principe
« que l'obligation d'indemniser les ouvriers des
« accidents dont ils peuvent être victimes au cours
« de leur travail, s'est trouvée strictement limitée
« aux chefs d'industrie, aux patrons proprement dit,
« les seuls en effet qui organisent l'entreprise, amé-
« nagent l'atelier, choisissent l'outillage, règlent la
« discipline et répartissent souverainement entre les
« travailleurs les tâches particulières dont l'exécu-
« tion régulière assure le fonctionnement normal de
« l'entreprise. Par contre, étant donné ce point de
« départ, cette même responsabilité devient sans
« application à l'égard de simples particuliers qui
« ne recourent qu'accidentellement aux services d'un
« ouvrier et se bornent à convenir du travail à

« exécuter sans veiller aucunement aux détails de son exécution... (1) »

Les bases du système une fois établies, les conséquences en étaient faciles à déduire.

Notez d'ailleurs qu'elles le furent toujours dans l'esprit le plus libéral pour l'ouvrier.

Envisageant d'abord le fait personnel du patron, la jurisprudence décida, conformément au droit commun, que celui-ci était responsable de sa faute positive ou négative, même légère.

Elle en tira notamment cette conséquence dont on trouve de fréquentes applications, que le patron devait prendre toutes les mesures inspirées par la prudence, pour protéger son ouvrier même contre sa propre imprudence : ainsi elle déclara responsable de l'accident dû à une machine le patron qui n'avait pas muni la dite machine de l'appareil protecteur.

Le patron, dans ce système, a la stricte obligation de protéger l'ouvrier contre les accidents qui peuvent être la conséquence de son travail, et par suite doit prévoir les causes non pas seulement habituelles, mais même simplement possibles d'accidents, et prendre les mesures propres à les écarter, quelque coûteuses et inusitées qu'elles puissent être. (Caen, 17 mars 1800, S. 80, 2, 176. — Amiens, 16 nov. 1883, S. 84, 2, 26. — Cas., 7 mars 1893, S. 93, 2, 192).

Aussi bien cette responsabilité comporte-t-elle des

(1) Cabouat, op. cit. n° 30,

degrés : elle pèse plus rigoureusement sur le patron vis-à-vis d'un enfant que vis-à-vis d'un adulte.

En ce qui concerne l'article 1385, la jurisprudence la plus générale admettait que le patron était responsable, de plein droit, de ses animaux vis-à-vis de ses préposés comme vis-à-vis d'un tiers quelconque.

Les cours et tribunaux ne se montrèrent pas moins larges vis-à-vis de l'ouvrier dans l'application de l'article 1386.

Dans le discours qu'il prononçait dernièrement lors des fêtes du centenaire du Code civil, M. Ballot-Beaupré, premier président de la Cour de Cassation, disait que l'on doit interpréter les lois non pas tant d'après l'esprit qui a présidé à leur confection qu'en se demandant quelle eût été la pensée du législateur en rédigeant le texte à examiner s'il l'avait écrit de nos jours.

C'est ainsi que la jurisprudence comprenait déjà son rôle.

Le patron est responsable de plein droit des choses qui lui appartiennent, notamment de son outillage.

Pour dégager sa responsabilité, le patron doit démontrer le cas fortuit ou la force majeure. Et même récemment, un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 16 juin 1896 (D. 97, 1, 440), a-t-il fait un pas de plus dans cette voie.

On peut, en effet, entendre le cas fortuit de deux façons : au sens strict et au sens large.

Au sens strict, il s'agirait des causes provenant du dehors, n'ayant aucun rapport d'origine avec le

manièrement d'outillage et le fonctionnement de la machine.

Le cas fortuit peut aussi s'entendre plus largement de toute cause inconnue, que le patron n'a pu moralement ni prévoir ni éviter.

C'est à la première de ces conceptions du cas fortuit que s'est ralliée la Cour de Cassation dans l'arrêt précité. Elle a considéré que le patron était responsable même d'un vice de construction de la machine.

ADMISSION DE LA THÉORIE DU RISQUE PROFESSIONNEL

4. — Malgré cette interprétation extensive donnée par la jurisprudence aux articles 1382 et suivants du Code civil, l'ouvrier victime d'un accident restait trop souvent désarmé, soit qu'aucune faute ne fût imputable au patron, soit qu'il lui fût impossible d'administrer cette preuve, soit qu'il eût commis lui-même une faute, même légère, anéantissant ou diminuant la responsabilité pécuniaire de l'employeur.

L'accroissement du machinisme moderne et des dangers qui y sont inhérents, d'une part, et d'autre part, le développement des idées humanitaires faisaient sentir vivement le besoin d'un changement dans la situation juridique ainsi faite.

On crut tout d'abord qu'il suffirait de renverser la preuve, et dans tous les cas d'en imposer le fardeau

au patron, ce dernier étant de plein droit responsable, sauf à établir un fait libératoire.

Le remède était insuffisant et ne corrigeait qu'une partie du mal.

A un état de choses nouveau il fallait une théorie nouvelle. C'est à M. Félix Faure que revient l'honneur d'en avoir le premier trouvé la formule.

L'article 1^{er} de sa proposition de loi déposée le 11 février 1882 était ainsi conçu :

« Le chef de toute entreprise industrielle, commer-
« ciale ou agricole, est responsable dans les limites
« de la présente loi du dommage causé à tout ouvrier
« ou employé tué ou blessé dans le travail, soit que
« l'accident qui a amené la mort ou les blessures
« provienne du bâtiment, de l'installation, de l'entre-
« prise, ou de l'outillage employé, soit qu'il pro-
« vienne du travail même. »

Le principe du risque professionnel était trouvé.

Mais il fallut plusieurs années pour que le germe s'en épanouît et donnât des fruits. C'est, en effet, seulement le 9 avril 1898 que fut définitivement votée la loi qui soumet l'industrie au risque professionnel.

Nous n'avons pas à entrer dans l'historique de cette loi. Notre tâche doit se borner à rechercher dans les travaux préparatoires auxquels se livrèrent alors la Chambre et le Sénat, les différentes particularités de la confection de la loi du 30 juin 1899 qui, seule, fait l'objet de cette étude.

HISTORIQUE DE LA LOI DU 30 JUIN 1899

5. — Dans le cours des travaux préparatoires de la loi du 9 Avril 1898, le Parlement se trouva profondément divisé sur la question de savoir si l'agriculture serait assujettie au nouveau principe de responsabilité des accidents. Un parti très important qui comptait notamment dans son sein M. Léon Say, demandait que les exploitations rurales fussent soustraites d'une façon absolue au risque professionnel. Un autre prétendait que seuls, les travaux agricoles offrant des dangers spéciaux par suite de l'emploi de moteurs mécaniques, devaient être assimilés aux travaux industriels. Enfin, un troisième soutenait qu'il était injuste de ne pas accorder aux ouvriers des champs la même protection qu'à ceux de l'industrie, c'était, comme on l'a vu, l'opinion de M. Félix Faure dont la première et la troisième proposition étaient ainsi conçues :

« Le chef de toute entreprise industrielle, commerciale ou agricole est responsable... (1) »

C'est le second de ces systèmes qui devait l'emporter.

Les considérations de pratique qui amenèrent l'application du risque professionnel avec la portée restrictive que lui a donné la loi du 9 Avril 1898, conduisaient logiquement à cette solution.

Si en effet les agriculteurs sont la classe la

(1) V. *supra* P. 14.

plus importante des travailleurs (1), il faut convenir qu'ils ne sont pas comme les employés industriels exposés gravement à des dangers spéciaux, alors qu'il n'est pas fait usage dans l'exploitation de force élémentaire. MM. Girard et Martin Nadaud disaient avec raison, dès le 16 février 1886, dans leur rapport à la Chambre des députés : « Les conditions du
« travail agricole proprement dit sont demeurées ce
« qu'elles étaient lors de la promulgation du Code.
« Aujourd'hui comme alors, l'ouvrier agricole échappe
« aux éventualités qui menacent l'ouvrier des usines,
« obligé, celui-ci, de se mouvoir, soit au milieu des
« machines, soit au milieu d'une agglomération de
« travailleurs. Toutefois cela n'est vrai qu'au regard
« du travail agricole proprement dit. Là où, sur l'en-
« treprise agricole, on greffe une entreprise manu-
« facturière, distillerie, sucrerie, etc., et même
« seulement là où l'exploitation purement agricole
« s'exerce par le moyen de machines à vapeur,
« batteuses, moissonneuses, etc., l'ouvrier agricole
« est exposé aux mêmes risques que l'ouvrier des
« manufactures. Il doit également être protégé (2). »

Exclue en principe du bénéfice de la loi du 9 Avril 1898, l'agriculture s'y trouvait donc excep-

(1) De récentes statistiques donnent les chiffres suivants :

Agriculteurs	8.504.685
Industriels	5.605.486
Commerçants	2.286.420
Professions libérales	389.476
Domestiques	946.970
Fonctionnaires	689.093

(2) *Journal officiel*, Chambre du parl. an. 2.634.

tionnellement soumise pour certains travaux par l'article premier du projet élaboré par la Commission. « Tout accident survenu aux ouvriers et
« employés occupés dans les usines, manufactures,
« chantiers, entreprises de transports, mines,
« minières, carrières et en outre *dans toutes exploi-*
« *tations où il est fait usage d'un outillage à moteur*
« *mécanique* ». Ce texte atteignait incontestablement l'agriculture dans les exploitations employant des machines à moteur mécanique et englobait, même par sa généralité, l'exploitation tout entière.

Jusqu'à la veille de l'entrée en vigueur de la loi du 9 Avril 1898, aucune disposition spéciale relative à l'agriculture n'avait été votée; l'agriculture était soumise à cette loi dans les termes que nous venons d'indiquer, et qui découlaient de son texte même. A ce moment, les agriculteurs qui sont généralement, par profession, assez lents à s'émouvoir, commencèrent à s'inquiéter. Ils se demandèrent quelle allait être la répercussion de la nouvelle loi sur les travaux agricoles, et lorsqu'ils apprirent qu'elle embrassait toute exploitation ou partie d'exploitation où il est fait usage de moteurs inanimés ou d'explosifs, ils élevèrent de vives protestations.

Leurs inquiétudes trouvèrent une occasion de se manifester devant la Chambre des députés, dans le cours de la discussion d'une proposition de la loi de M. Gervais, portant résiliation de tous les contrats d'assurances contre les accidents du travail souscrits avant la mise en application de la loi du 9 Avril 1898.

M. Julien Goujon demanda si la proposition s'étendait aussi aux assurances agricoles et soutint, à ce propos, que si le risque professionnel était applicable aux industries agricoles, aux distilleries, par exemple, il n'en était pas de même des exploitations rurales proprement dites, où l'agriculture n'emploie qu'accidentellement un moteur inanimé ! Une discussion assez confuse s'engagea alors entre M. Goujon, M. Audiffred, rapporteur de la Commission de prévoyance et d'assurance sociales, qui partagea la même opinion, et d'autre part MM. Millerand, Delombre, ministre du Commerce, Louis Ricard et Mirman. Cette discussion ne tarda pas à démontrer la nécessité d'une disposition spéciale relative à l'agriculture. Une question de M. Mirman sur le point de savoir quelle serait la personne responsable de l'accident acheva de dissiper les dernières hésitations de nos législateurs : « Qui paiera ? disait le député de Reims ; qui, en vue de cette responsabilité, aura le devoir de s'assurer ? Est-ce le cultivateur à qui appartient le blé qu'on vient de battre ou est-ce, au contraire, l'exploitant de la machine qu'on a apportée dans la ferme et au moyen de laquelle on bat la récolte ? »

Telle était, en effet, la question à résoudre en présence des doutes que la loi de 1898 laissait planer sur ce point. Pour mettre fin à cette incertitude, M. Mirman présenta la motion suivante : « Tous les accidents dus au fait de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont seront victimes

les personnes employées à la conduite ou au service de ces machines sont à la charge du chef d'entreprise des dits moteurs dans les conditions de la loi de 1898 (1). »

La Commission saisie de cet amendement décida d'en faire l'objet d'une proposition de loi spéciale et chargea M. Mirman d'en présenter le rapport à la Chambre. En fin de compte après quelques discussions, le rapporteur proposa à la Chambre le texte suivant :

« Les accidents occasionnés par l'emploi de
« machines agricoles mues par des moteurs in-
« nimés et dont sont victimes, par le fait où à
« l'occasion du travail, les personnes quelles qu'elles
« soient, occupées à la conduite ou au service de ces
« moteurs ou machines, sont à la charge de l'explo-
« tant dudit moteur.

« Est considéré comme exploitant l'individu ou
« la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger
« par ses préposés.

« Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un
« salaire fixe, l'indemnité est calculée selon le tarif
« de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen
« des ouvriers agricoles de la commune ».

Mais alors M. Sauzet demanda si le texte en discussion, une fois voté, serait seul applicable aux accidents survenus dans les travaux agricoles ou bien si l'article premier de la loi du 9 avril 1898 continuerait à être applicable à ces accidents. Au

(1) *Journal Officiel*, 2 Juin 1899.

nom de la *Société des Agriculteurs de France*, M de Saint-Quentin insista dans le même sens, et demanda que le texte s'expliquât nettement sur ce point. C'est dans cet esprit que la Commission du Sénat fit précéder le projet voté par la Chambre d'un premier alinéa ainsi conçu :

« La loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'Agriculture. »

La formule était mauvaise, voire même incompréhensible ; dans tous les cas, elle devait être changée pour s'harmoniser avec le but poursuivi. La Commission le comprit et la modifia ainsi : « En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture ».

Le texte fut, dans cet état, voté par le Sénat dans la séance du 20 juin 1899 et revint ensuite à la Chambre. M. Mirman, rapporteur, s'expliqua sur l'addition du dernier paragraphe et ajouta : « Il est « bien entendu pour tous que le mot « agricul-
« ture » doit être pris dans son sens exact et limité.
« Il s'agit expressément de l'agriculture proprement
« dite ; il ne peut pas s'agir des entreprises indus-
« trielles annexées parfois à l'agriculture, telles que
« distilleries, sucreries, etc. Je ne me hasarderais
« pas à en faire une énumération complète.

« Personne n'a jamais eu la pensée, pas plus au
« Sénat qu'à la Chambre, de soustraire aux charges
« de la loi ces industries agricoles annexes et de
« priver ainsi ceux qui y sont occupés du bénéfice de
« la loi du 9 avril 1898. »

La loi fut enfin votée dans ces conditions le 30 juin 1899 et le lendemain 1^{er} juillet elle était promulguée. Le même jour, entrait en vigueur la loi du 9 avril 1898 dont la mise à exécution avait été jusqu'alors retardée.

DIVISION GÉNÉRALE

6. — La rubrique et le texte de la loi du 30 juin 1899 nous tracent le cadre de notre travail.

La loi s'intitule : « Loi concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par des machines mues par des moteurs inanimés. »

Il nous faut donc rechercher tout d'abord : ce que l'on doit entendre par exploitation agricole, à quelles sortes de travaux peut s'appliquer ce qualificatif de « agricoles », voir quelles sont les différentes espèces d'exploitations agricoles. Ce sera l'objet de notre premier chapitre : « Les entreprises assujetties ».

L'article unique de la loi débute ainsi : « Les accidents occasionnés par l'emploi des machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant dudit moteur ».

Ainsi donc tous les accidents qui se produisent dans les exploitations agricoles assujetties ne tombent pas sous le coup de la loi de 1899, tous les ouvriers

occupés dans ces entreprises ne peuvent pas prétendre avoir droit à l'indemnité forfaitaire qu'elle attribue. De là, notre second chapitre : « Des accidents garantis et des bénéficiaires de l'indemnité ».

Par voie de corollaire nous serons amenés à parler dans un troisième chapitre « Des personnes responsables ». La loi du 30 juin 1899 dit un mot, dans son avant-dernier paragraphe, du salaire qui devra servir de base à la fixation de l'indemnité accordée à l'ouvrier, ce qui nous conduira à parler avec elle dans un quatrième chapitre « Du salaire de base et de la fixation de l'indemnité ». Nous devons traiter aussi des garanties accordées à l'ouvrier pour le recouvrement de cette indemnité, et indiquer dans quelle mesure et sur quels points la loi du 30 juin 1899 devra être complétée par la loi du 9 avril 1898.

Enfin nous passerons en revue les différentes législations étrangères.

CHAPITRE PREMIER

Des Exploitations assujetties

La loi du 30 juin 1899 est applicable aux exploitations agricoles. Ces exploitations se trouvent ainsi tout au moins au point de vue de l'étendue du risque professionnel, à la fois en dehors du droit commun et de la loi du 9 avril 1898. Elles sont régies par une loi spéciale qui a son caractère propre, ses règles particulières.

A côté du risque professionnel industriel, prend place le risque professionnel agricole qui est soumis à d'autres principes.

Mais qu'est-ce au juste, et d'une façon générale, qu'une exploitation agricole ?

Qu'est-ce que l'agriculture ?

SECTION PREMIÈRE

De l'Exploitation agricole en général

7. — Au sens strict et étymologique du terme, l'agriculture serait l'art de cultiver la terre. Cela suppose donc deux opérations principales : l'ensemencement qui est l'opération primordiale, et la récolte des produits. A coup sûr, voilà deux opérations agricoles au premier chef. Mais ces produits sont tantôt conservés tels qu'ils sont sortis des entrailles de la terre, tantôt façonnés, travaillés, transformés. Cette troi-

sième opération, de transformation, pourra constituer, elle aussi, sous certaines conditions que nous aurons à préciser, un travail agricole. Enfin ces produits peuvent ou non être conservés pendant un certain temps et ensuite mis en vente.

La culture du bétail est également une des branches de l'agriculture. Scientifiquement, on peut dire que le bétail est produit par le sol, bien qu'il le soit de façon indirecte et par l'intermédiaire des végétaux dont il tire sa subsistance. Ce bétail donnera lui-même des produits qui seront de véritables sous-produits du sol, et qui, eux aussi, pourront soit être consommés tels qu'ils auront été fournis, soit subir un travail de transformation.

Notre seconde section où nous traiterons en détail des différentes entreprises assujetties comprendra ainsi deux subdivisions :

- 1^o Ensemencement et récolte des produits ;
- 2^o Culture du bétail ;
- 3^o Transformation des produits ;
- 4^o Conservation et mise en vente.

SECTION DEUXIÈME

Des différentes exploitations assujetties

§ 1.

Ensemencement et Récoltes

Les terres cultivées sont : soit des champs, soit des jardins, soit des bois. De là : culture champêtre, horticulture et sylviculture.

A. — *Culture Champêtre.*

8. — Avant même d'être ensemencée, la terre demande à être préparée par les labours et les engrais.

Les labours sont faits, soit par des instruments maniés à la main, tels que pelles, pioches, houx, etc., soit par des instruments plus perfectionnés tels que charrues, herse, défonceuses, etc. Si ces instruments sont maniés uniquement par l'homme ou avec le concours des animaux, la loi du 30 juin 1899 ne sera pas applicable. Elle ne le sera que si ces outils sont mûs par la vapeur, le pétrole, l'électricité ou tout autre moteur inanimé.

9. — Les engrais que l'agriculteur répand sur la terre pour la féconder peuvent être soit achetés, soit préparés par lui. Nous n'avons pas à nous occuper du premier cas. Il est clair que l'individu qui fait profession de marchand d'engrais, ne se livre pas à un travail agricole, il travaille pour l'agriculture, mais son travail qui consiste à manipuler, mélanger, brasser diverses substances est un travail industriel au premier chef, parce qu'il est un travail de transformation.

10. — Mais quid, dans le second cas, où il s'agit d'un agriculteur qui fabrique lui-même les engrais nécessaires à la fumure de ses terres ? On pourrait soutenir qu'il ne s'agit pas là d'un travail industriel, puisque l'agriculteur ne fabrique que pour ses besoins personnels, sans esprit de lucre, sans idée de revente. C'est là pourrait-on dire, un travail agricole, puisqu'il est destiné uniquement à rendre plus fécondes

les terres de celui qui s'y livre, c'est un travail agricole, comme l'opération du labourage, puisqu'il est exécuté dans le même but, et qui par conséquent n'expose son auteur au risque professionnel que s'il est fait par des machines mues par des moteurs inanimés.

Nous pensons que cette théorie serait erronée et ce, en vertu d'une idée très féconde, dont nous aurons à faire maintes applications par la suite.

Il est incontestable que, en soi, l'opération qui consiste à manipuler, à changer, à transformer diverses substances pour en faire des engrais n'est pas une opération d'agriculture, c'est une opération d'industrie, de fabrication de produits chimiques. Si l'agriculteur s'y livre, ce ne peut être que par accident, mais alors il se substitue à l'industriel, et ce faisant, il perd sa qualité propre, pour prendre celle de l'homme dont il tient le lieu et la place.

Le caractère industriel ou agricole réside dans la nature du travail, beaucoup plus que dans sa destination. Aussi bien l'agriculteur sera-t-il obligé, dans ce cas, d'avoir des locaux spéciaux où il exécutera les mêmes combinaisons que l'industriel de profession ; ses ouvriers seront exposés aux mêmes dangers que ceux de ce dernier ; il est juste qu'ils participent aux mêmes avantages, et que la loi du 9 avril 1898 leur soit applicable.

11. -- Il va de soi, d'ailleurs que ce raisonnement ne s'applique qu'aux engrais chimiques qui comportent une transformation de matières ou qu'il faut extraire

de la terre, comme les sulfates d'ammoniaque, les nitrates de potasse, les chlorures de potassium, les sulfates de potasse, les nitrates de soude. La manipulation, la confection du fumier de ferme provenant de la litière des animaux est une opération essentiellement agricole, exclusive de la loi du 9 avril 1898. Partant, il n'y aurait lieu qu'à l'application de la loi du 30 juin 1899, dans le cas par exemple où, comme dans les grandes exploitations rurales anglaises, les fumiers sont rassemblés dans de vastes citernes et élevés au moyen de pompes foulantes qui les répandent en pluie fine sur le sol.

12. — Voici un propriétaire qui a trouvé dans ses terres un gisement de phosphate, il l'utilise comme engrais, quelle sera sa situation au point de vue du risque professionnel ? La réponse nous paraît découler naturellement du principe que nous avons posé lorsque nous nous sommes occupés de l'agriculteur-fabricant d'engrais pour la fumure de ses terres. Comme celui-ci, le propriétaire dont s'agit se substituera à un industriel, l'extracteur de phosphate, qui comme tout extracteur de carrières, est assujetti à la loi du 9 avril 1898 ; il y sera soumis comme lui, mais il ne le sera que dans les limites de cette substitution. L'ouvrier qui serait uniquement chargé d'épandre le phosphate sur les terres ne pourrait se prévaloir de la loi de 1898.

13. — Les vidanges des fosses d'aisances donnent un fumier dont beaucoup de cultivateurs tirent parti en l'épandant sur leurs terres ; si l'agriculteur se

borne à extraire les vidanges de sa maison ou d'établissements lui appartenant, il ne fera pas œuvre industrielle et il ne sera exposé au risque professionnel que dans les termes de la loi du 30 juin 1899.

Quid s'il recueille les vidanges d'autres établissements : maisons particulières, écoles, casernes de gendarmerie, se livrera-t-il à un travail agricole ? Il nous paraît certain qu'il s'agit là d'un véritable travail industriel et que l'agriculteur qui s'y livre doit être assimilé à l'entrepreneur de vidanges auquel il se substitue. Partant, si dans ce travail il fait usage d'une force autre que celle de l'homme ou des animaux, il sera assujéti au risque professionnel général parce que, dans ce cas, l'entrepreneur serait assujéti aux termes même de l'art. 1^{er} de la loi de 1898, *infine* « Exploitation dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une autre force que celle de l'homme ou des animaux ».

Mais que décider s'il ne procède pas au moyen d'une pareille force, s'il se sert par exemple d'une pompe à bras ?

La solution de cette question dépend du parti que l'on prendra sur la question de savoir si une entreprise de vidange serait, dans ce cas, assujéti ou non à la loi de 1898. Si on se range à l'avis du ministre du commerce qui, dans sa circulaire du 8 juin 1881 (1) place ces entreprises dans les professions assujéties, l'agriculteur sera soumis au risque

(1) *Journal Officiel* du 43 juin 1901.

professionnel comme l'entrepreneur qu'il substitue. Au contraire, il ne le sera pas si l'on admet avec un jugement du Tribunal civil de Pontoise du 21 mars 1900 (1) que l'entrepreneur y échapperait lui-même (2).

14. — L'agriculteur ne travaille pas toujours dans un sol relativement friable, pour le défrichement duquel suffisent les instruments ordinaires de culture, il se heurte parfois à des obstacles qu'il est obligé de

(1) Recueil de documents sur les accidents du travail réunis par le ministère du commerce, mars 1902 p. 200.

(2) Nous n'avons pas à solutionner ici le point de savoir si une entreprise de vidanges où il n'est fait usage que de la force de l'homme et des animaux est entreprise assujettie. Elle ne nous paraît pas rentrer expressément dans l'énumération de la loi du 9 avril 1898. Nous ne pouvons en effet admettre l'idée de M. Loubat qui la fait rentrer dans l'entreprise de transports (Loubat, des accidents agricoles n° 80). Le but d'une pareille entreprise n'est pas le transport, c'en est peut-être, la plupart du temps, une des opérations, mais ce n'en est pas un des éléments indispensables. Il faudrait donc se demander, pour prendre parti sur la question, si l'énumération de la loi de 1898 est limitative ou simplement énonciative, c'est-à-dire si la loi s'applique à toutes les industries visées ou non expressément. Ceci nous entraînerait loin du cadre de notre sujet. Bornons nous à dire que cette seconde opinion qui nous semble mieux répondre aux tendances modernes et à l'esprit qui anime nos institutions et notre état social gagne chaque jour du terrain. V. en ce sens Loubat. Des accidents du travail, loi du 9 avril 1898. Circulaire du ministre du commerce et de l'industrie du 25 août 1899. Circulaire du garde des sceaux aux procureurs généraux du 22 août 1901. Instruction de l'administration des contributions directes du 40 octobre 1899, n° 954, contenant nomenclature des professions passibles de la taxe additionnelle — Paulet. Rapport sur la loi française contre les accidents présenté au Congrès international des accidents du travail et des assurances sociales tenu à l'occasion de l'exposition de 1900. Avis du Comité consultatif des assurances du 24 juin 1900, D. 1900. 4. 18, du 7 mars 1900, D. 1900. 4. 71. ; du 4 avril 1900, D. 1900. 4. 77, Tribunal de paix de Limoges, 24 février 1900 ; Tribunal civil d'Aix, 13 mars 1900. Tribunal de paix de Courbevoie, 6 mai 1900 ; Tribunal de paix de Montauban, 23 juillet 1900. D. 1902. 2. 66-71. Note dans Dall. 1902. 2. 17. — Cas. (Chambre civ.), 5 juillet 1904, 3 arrêts, D. 1. 1904, 557 et 558.

V. Contra, circulaire du ministre de la justice, du 40 avril 1899. — Sachet des accidents du travail, n° 80 et suivants. 2 arrêts du Conseil d'Etat du 28 février 1902. D. 1902. 3. 47.

faire disparaître par des moyens plus énergiques, c'est par exemple un quartier de roche qu'il faudra faire sauter à la dynamite avant d'en planter ou d'en cultiver l'emplacement. Quelle sera la situation de l'agriculteur qui se livrera à un semblable travail, au point de vue du risque professionnel ?

M. Sachet (1) répond à cette question en faisant une distinction. Il faudra, dit-il, considérer quel aura été le but poursuivi. Ainsi « dans une exploitation « rurale, le cultivateur fait jouer la mine pour défon-
« cer une partie de son terrain en vue d'une planta-
« tion de vignes, il ne sort pas de ses attributions
« agricoles et par suite, malgré la mise en œuvre de
« substances explosives, il ne saurait être soumis
« aux règles de la nouvelle législation. Etablit-il au
« contraire sur son fonds une carrière pour en vendre
« les pierres, il cesse de faire acte d'agriculteur et
« devient accidentellement un industriel, car la
« pierre n'est pas un produit périodique du sol. La loi
« du 9 avril 1898 lui est dès lors applicable. La
« circonstance qu'il emploierait les pierres de sa
« carrière à la construction d'un bâtiment rural ou
« d'un mur de soutènement ne changerait pas la
« solution, il ne rentre pas, en effet, dans le rôle de
« l'agriculteur de faire la maçonnerie afférente à
« l'exploitation de la ferme. »

La solution dans les secondes espèces que vise M. Sachet n'est pas douteuse. Il est certain que

(1) Op. cit. n° 414 *ter*.

l'agriculteur qui ouvre une carrière sur son terrain ne fait pas œuvre d'agriculteur, mais œuvre d'industriel et que comme tel il est soumis à la loi du 9 avril 1898. Mais même dans les premières hypothèses, nous croyons, avec M. Loubat (1), que l'agriculteur sera assujetti à cette loi.

Pour nous aussi ce travail n'a pas plus le caractère agricole que la démolition d'un mur « ou d'une « maison sur un terrain qu'on se proposerait de « cultiver; il n'entre pas plus, dans les attributions « de l'agriculteur de creuser des mines, d'employer « la poudre ou la dynamite que de démolir des « constructions. En se livrant à ces travaux l'agriculteur se substitue au carrier ou au maçon dont « les professions sont expressément visées par la loi « du 9 avril 1898 ».

Observons d'ailleurs en passant que conformément au texte même de la loi du 9 avril 1898, le simple usage de matières explosibles ne suffirait pas pour assujettir le cultivateur, tels l'usage du gaz ou de l'acétylène pour l'éclairage, il faut selon l'expression très juste de M. Sachet (2), qu'il y ait « emploi en « vue de produire un but explosif ». Il faut d'après les propres termes de la loi de 1898, « la fabrication ou la mise en œuvre ».

15. — Le cultivateur peut désirer rendre sa terre plus fertile en y amenant de l'eau. C'est le système

(1) Loubat, op. cit. n° 84.

(2) Sachet, op. cit. n° 124 bis.

des prairies de baignage employé fréquemment et utilement en Normandie, et qui fait en grande partie la fortune de notre pays. Faut-il dire que l'agriculteur fait dans ce cas œuvre d'entrepreneur, directeur de chantier ou de patron terrassier, et que, comme tel, il est assujetti à la loi du 9 avril 1898 ? Nous ferions volontiers ici une distinction suivant l'importance du travail exécuté.

Si le propriétaire se borne, comme il arrivera souvent, à creuser dans son pré quelques rigoles, à pratiquer quelques saignées faciles à la rivière voisine, et cela au moyen de ses instruments de travail usuels : pelles, pioches, louchets, etc..., seul, ou avec le concours de ses domestiques ordinaires, nous estimons qu'il ne sortira pas de son rôle d'agriculteur. Si, au contraire, il est obligé de se livrer à de plus grands travaux, de combler des terrains, de déblayer ici, de remblayer là, de poser des conduites, des tuyaux de drainage, d'avoir recours pour cela à un personnel nombreux et spécial, alors il sera soumis à la loi de 1898, ce sera une question de fait à résoudre par les Tribunaux (1). Dans tous les cas, il est bien certain que si l'agriculteur vendait et distribuait l'eau ainsi canalisée, il ferait œuvre industrielle qui l'assujettirait.

Enfin, l'agriculteur qui se livrerait au forage d'un puits ferait également un travail ayant un caractère industriel.

(1) Contra, Suchet, n° 114 *ter*.

16. — L'ensemencement ou la plantation se font généralement dans nos pays par la main de l'homme. C'est dans tous les cas, une opération essentiellement agricole, qui n'entraînerait par conséquent assujettissement que dans les termes de la loi du 30 juin 1899, c'est-à-dire, s'il était fait usage de machines mues par des moteurs, comme cela a lieu avec succès en Amérique pour les semences ; la semeuse mécanique fournissant paraît-il un travail plus régulier que la main de l'homme.

17. — La récolte une fois en terre germe, mais ne parvient à maturité qu'après un temps plus ou moins long. Pendant ce temps, l'agriculteur sera souvent obligé de la diriger et de la protéger, de l'entourer de soins divers pour qu'elle parvienne à bonne fin. Dans notre pays normand si plantureux, ces soins ne sont ordinairement ni laborieux, ni coûteux. Le gentilhomme *farmer* ou le paysan n'ont guère à jouer à ce moment qu'un rôle passif de spectateur. Il n'est pas rare d'ailleurs de le leur voir jouer avec trop de facilité. Volontiers le paysan normand se lamentera en face de ses pommiers qu'infectent les insectes, sans se résoudre à les écheniller, volontiers il espérera que sa récolte de foin ou de blé suppléera à la disette, toujours relative du reste, de ses pommes.

Il en va autrement dans d'autres régions. Dans les sols rocailleux où pousse la vigne, elle est généralement la seule ressource de son propriétaire, et celui-ci est obligé, à cause de cela, et aussi parce que la plante est plus délicate, de l'entourer de plus de

soins. C'est ainsi que le viticulteur est obligé de souffrir sa vigne ou de combattre le phylloxera au moyen du sulfure de carbone. Sans avoir à rechercher si ces mesures peuvent constituer ou non la « mise en œuvre » d'engins explosifs, nous dirons que le viticulteur qui y recourra ne sera pas assujéti à la loi de 1898, parce que ce sont là des travaux qui rentrent nécessairement et indispensablement dans sa fonction de viticulteur, et partant, que ce sont des travaux agricoles. Pour la même raison, la submersion des vignes ne donnera ouverture qu'au risque professionnel agricole, l'agriculteur sera assujéti si la submersion ou l'élévation de l'eau se fait par une machine actionnée par la vapeur, le vent, le gaz, en un mot par tout moteur inanimé.

18. — Pour sauvegarder leurs récoltes, les viticulteurs ont imaginé de protéger leurs vignobles contre la grêle en tirant des coups de canon sur les nuages grêlifères. « On emploie généralement à cet effet, « dit M. Loubat, des canons munis d'un pavillon « conique et vertical de 2 mètres de hauteur, rece-
« vant une charge de poudre, l'explosion est provo-
« quée soit par l'allumage d'une mèche, soit par
« une amorce avec percuteur. Un nouveau type de
« canon, présenté au Congrès de Palerme en 1900,
« permet de remplacer la poudre par un mélange
« d'acétylène et d'air qui détonne au contact d'une
« étincelle électrique. On obtient ainsi, à la
« minute, le nombre de détonations jugé néces-
« saire ».

Que penser de l'usage de semblables engins relativement à l'application de la loi législative nouvelle ?

Pour nous qui avons admis que l'agriculteur ne fait pas œuvre agricole lorsque pour planter son terrain, il fait sauter une roche qui le gêne, il nous semble difficile de voir dans de semblables exercices un travail ayant un caractère agricole. « Cultiver la « terre, récolter et conserver ses produits, tel est « l'apanage suffisamment vaste de l'agriculteur. « Mais exécuter des feux de salve contre les nuages « est évidemment en dehors de ses attributions « ordinaires, c'est le propre d'un artilleur (ou d'un « artificier) non d'un vigneron. Le tir grêlifuge sera « donc, à nos yeux, une partie d'exploitation non « agricole, où des matières explosives sont mises en « œuvre, et qui comme tel se trouvera soumis au « risque professionnel général ».

Voulût-on reconnaître à ce tir un caractère agricole, il faudrait, dans tous les cas, voir dans le canon employé une machine qui serait mue par un moteur inanimé, l'explosif employé, gaz ou électricité, qui imprime le mouvement. Le viticulteur qui aurait recours à ce procédé, serait donc, à tout le moins assujetti à la loi du 30 juin 1899.

19. — Nous appliquerons les mêmes idées à la production de nuages artificiels destinés à protéger les récoltes.

20. — Voici notre récolte levée et parvenue à maturité, il faut maintenant la recueillir. Ce sera là une opération essentiellement agricole. Pour les fruits

proprement dits, ce sera au moyen de la cueillette et rarement là nous verrons l'usage de machines. Il en sera différemment pour les autres biens, telles par exemple que les céréales. L'emploi de machines mues par une force inanimée va sans cesse se développant dans cette branche ; l'on voit de plus en plus dans nos campagnes des instruments de ce genre : faucheuses, moissonneuses, faneuses, arracheuses, rateaux, lieuses, etc. Il ne peut y avoir de difficultés dans tous ces cas sur l'application de la loi du 30 juin 1899.

La même solution va également de soi si on procède de la même façon pour engranger les récoltes.

Souvent le travail de l'agriculteur ne s'arrête pas là. Le plus souvent il ne vend pas sa récolte telle qu'elle a été recueillie, mais il dégage le fruit de la gerbe qui le porte et de son enveloppe. Ainsi, pour le blé, le seigle, le maïs. Ici nous sommes en présence d'un travail purement agricole. Nous étudierons plus tard le point de savoir si l'agriculteur fait œuvre d'industriel, se substitue à ce dernier, lorsqu'il transforme ses produits ; mais dans l'hypothèse qui nous occupe actuellement, la question ne peut même pas se poser, parce qu'il ne s'agit pas là d'un travail de transformation à proprement parler ; le grain épuré de l'épi, sorti de son enveloppe, ne change pas de nature. C'est toujours le même grain de blé, d'avoine, de maïs, le travail effectué est donc un travail agricole au même titre que celui des semailles de la récolte.

Le risque professionnel agricole sera par conséquent seulement applicable lorsqu'il sera fait usage de batteuses, trieurs, tarares, cribleurs ou autres instruments analogues mus par une force élémentaire.

B. — *Horticulture*

21. — L'horticulture est la culture des jardins, elle s'exerce généralement dans un espace relativement restreint. On peut y rattacher aussi la culture maraîchère et l'arboriculture fruitière ou d'ornement.

L'horticulteur est évidemment un agriculteur, et le Tribunal de St-Etienne n'a fait que consacrer un véritable axiome en adoptant cette solution (1). L'ensemencement en cette matière ne prête pas à d'autres développements que ceux que nous avons donnés en étudiant la culture champêtre.

22. — Pour arriver à donner aux arbres leur maximum de rendement, il importe de les débarrasser des branches mortes et de réduire le nombre des branches productrices ; c'est l'élagage usité également lorsque l'on veut donner à un arbre une forme déterminée. L'élagage est évidemment une opération agricole. La chambre des requêtes de la Cour de cassation l'a admis et devait l'admettre sans difficultés, le 8 mai 1904, sur pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Rouen confirmant lui-même un jugement du Tribunal civil d'Evreux (2).

(1) Trib. civil de St-Etienne. Recueil de documents de jur. sur les accidents du travail (mars 1902), p. 580.

(2) Trib. civ. d'Evreux, 9 fév. 1900. C. de Rouen, 11 avril 1900. Cass. 8 mai 1904, D. 1904, 4, 272.

23. — Souvent, afin de rendre les plantes plus belles, afin aussi de hâter la maturité des fruits, l'horticulteur se sert de serres. Ce mode de culture ne peut évidemment rien changer au fonctionnement du risque professionnel agricole. L'horticulteur sera donc assujetti, seulement s'il use pour chauffer ses serres d'une machine mûe par un moteur inanimé.

24. — Même solution pour l'arrosage des plantes fait avec l'aide d'une machine élévatoire ou de tonneaux d'arrosage.

25. — Quelle est la situation du propriétaire qui cultive des plantes dans des jardins ou dans un parc, uniquement pour son agrément ?

Nous ne voyons pas de raison de ne pas le soumettre à la loi du 30 juin 1899 comme l'horticulteur de profession, parce que comme lui il fait œuvre agricole, ce qui nous semble le critérium le plus sûr en la matière. Ceci nous permettra d'apprécier facilement les différentes hypothèses qui peuvent se présenter. C'est ainsi que si un particulier possède une machine uniquement destinée à faire monter l'eau chez lui pour les besoins domestiques, il ne saurait être assujetti.

Même solutions naturellement si le propriétaire, au lieu d'être un particulier, se trouve être l'Etat, le département, la commune, un établissement public, ou une société quelconque (1).

(1) Comp. jugem. trib. com. Seine, 7 février 1902. Gaz. Trib. 1902, 1^{er} sem. 2.423.

c. — *Sylviculture*

26. — La sylviculture est l'exploitation des arbres forestiers. On s'est demandé si la sylviculture était bien une branche de l'agriculture. L'intérêt de la question est évident. Si en effet, la sylviculture est une industrie, elle sera soumise tout entière et pour tous ses travaux au risque professionnel général : bûcherons, scieurs, terrassiers, charretiers, gardes eux-mêmes, bénéficieront de la loi du 9 avril 1898. Si, au contraire, la sylviculture n'est qu'une exploitation agricole, le risque professionnel se trouvera singulièrement réduit par la loi du 30 juin 1899. Il nous semble impossible d'admettre sur ce point l'opinion de M. Leroy-Beaulieu. Le savant économiste range la sylviculture parmi les industries extractives qui puisent au sein de la nature, sans les modifier essentiellement, les substances utiles à l'homme, à l'instar de la pêche, de la chasse, de l'exploitation des mines et carrières (1).

La raison même que donne M. Leroy-Beaulieu nous conduit à penser que la sylviculture se rattache à l'agriculture. Pour faire de la sylviculture, il faut cultiver la terre, tout comme si l'on veut faire pousser du blé, de l'avoine ou du seigle.

Pour que l'une ou l'autre culture donne quelques résultats, soit digne de ce nom, il faut de toute nécessité que l'homme surveille, dirige, modifie même l'œuvre de la nature.

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, t. I, p. 459.

Certes la terre laissée à elle-même produit des forêts vierges admirables, mais elle donnerait aussi bien de l'orge ou du maïs si d'aventure le vent avait chassé de ces grains sur le sol.

Pour avoir une forêt bien exploitée, bien aménagée, qui donne un rendement véritable, le travail de l'homme devra modifier l'œuvre de la nature aussi « essentiellement », que s'il s'agit de produire du froment ; le travail sera différent, mais il sera aussi considérable.

Nous écartons donc sans hésitation l'opinion de M. Leroy-Beaulieu pour nous ranger très résolument à celle de M. Léon Say qui considère la sylviculture comme une branche de l'agriculture (1).

Aussi bien cette théorie a-t-elle été presque unanimement admise aux cours des travaux préparatoires des lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899. M. Ch. Ricard, rapporteur à la Chambre, et M. Poirrier, rapporteur au Sénat de la loi de 1898 l'ont l'un et l'autre exposée sans qu'elle ait rencontré d'objections sérieuses.

« En ce qui concerne les exploitations agricoles ou
« forestières, disait ce dernier, elles ne rentrent dans
« la loi que pour la partie des travaux ayant un
« caractère industriel, seuls les ouvriers employés à
« ces travaux sont appelés à bénéficier des droits
« nouveaux (2) ».

La même idée se retrouve dans les travaux

(1) Léon Say, Dict. d'économie politique, v^e agriculture, V. aussi le nouveau Larousse, cod. v^e.

(2) Dall. ann. 1898, 4 p. 64, 1^{re} colonne.

préparatoires de la loi du 30 juin 1899. Dans la séance de la Chambre des députés du 8 juin 1899, M. Marc Sauzet a fait la même assimilation entre les exploitations agricoles et les exploitations des bois, en insistant sur le caractère assurément « agricole de ces dernières (1) ».

Telle est aussi la doctrine appliquée par la jurisprudence. « En admettant même, dit la Cour de Nancy, « confirmant un jugement du Tribunal civil de Saint-Dié, du premier juin 1900, que les parterres de « coupe puissent être considérés comme des chantiers, la loi du 9 avril 1898 ne leur serait pas applicable ; ils seraient, en ce cas, des chantiers forestiers ayant, par conséquent, un caractère essentiellement agricole, qui les excluerait de l'application « de la loi nouvelle ;

« Attendu en effet que les exploitations forestières « ne sont qu'une variété des exploitations agricoles, « — qu'elles sont de même nature, puisqu'elles ont, « comme elles, pour objet, la mise en valeur ou « l'utilisation des produits du sol, que le législateur « a certainement voulu que les exploitations qui, « comme elles, se rapportent à l'agriculture ne soient « soumises aux dispositions de la loi sur les accidents « du travail, qu'au cas, qui ne se présente pas dans « l'espèce, où il serait fait usage soit d'explosifs, « soit de moteurs inanimés (2).

(1) Dall. Travaux préparatoires de la loi du 9 avril 1898, 4, p. 64, 2^e col. V. aussi Journ. Off., Cham. 1898, p. 301 et suiv. Journ. Off., Chambre 8 juin 1899, p. 1397.

(2) C. de Nancy, Rec. de documents sur les acc. du trav. réunis par le Min. du com. N° 3, p. 698. V. également un autre jugem. du Trib. de St-Dié du 10 juin 1900, *côd. op.* Déc. 1900, p. 301.

« Attendu, dit également un jugement du Tribunal
« civil de Grenoble, qu'à la suite d'un procès-
« verbal de non conciliation, Bussi a fait assigner
« Gipponi, maître bucheron à St-Laurent-du-Pont,
« chargé de l'exploitation de la coupe où l'accident
« s'est produit, en qualité de patron pour le compte
« et sous la direction duquel il travaillait à ce
« moment, à l'effet de s'entendre condamner à lui
« payer une indemnité temporaire de 1 fr. 70 c. par
« jour et une rente annuelle et viagère de 300 fr.

« Attendu que l'opération d'abattage d'arbres
« pratiquée dans une coupe de bois constitue incon-
« testablement une exploitation forestière ; que
« Gipponi, s'il était encore à la tête de l'exploitation,
« agissait pour le propriétaire de la forêt, lequel est
« agriculteur, que par suite, le caractère de cette
« exploitation est essentiellement agricole, l'art
« forestier n'étant que l'une des branches de l'art
« agricole (4) ».

27. — Si cette opinion qui rattache l'exploitation forestière à l'agriculture est admise sans difficulté dans la pratique, lorsqu'il s'agit d'un propriétaire qui exploite lui-même ses bois, il n'en va pas de même lorsque l'exploitant est un individu qui en fait sa profession : « un acheteur de coupes ». Les plus graves divergences se sont fait jour, et la jurisprudence est partagée en deux camps à peu près égaux. Dans une première opinion, l'on soutient

(4) Trib. civ. de Grenoble. Rec. de doc. sur les acc. du trav., février 1901, p. 147.

qu'il faut s'attacher avant tout à la nature du travail, que celle-ci ne change pas, que l'exploitation soit faite par le propriétaire ou un autre que lui, qu'elle existe en soi et qu'en conséquence, dans les deux cas, la loi du 30 juin 1899 est seule applicable.

En ce sens, aux décisions que nous venons de citer, il convient d'ajouter deux arrêts du Conseil d'Etat du 28 fév. 1902 (D. 1902, 3, 18), et un autre du 17 mars 1902 (D. 1902, 3, 49), une décision du Conseil de préfecture d'Eure-et-Loir du 29 décembre 1900 et une autre du Conseil de préfecture de l'Yonne du 15 décembre 1901 (D. 1901, 3, 69), un arrêt de la Cour de Caen du 30 janvier 1901 (Gaz. trib., 1^{er} sem., 2, 492), un jugement du Trib. de paix de St-Fargeau du 21 sept. 1900 (jurisprud. des accidents du travail, t. 3, p. 74).

Un second système admet que lorsque l'abattage des arbres est fait par un acheteur de coupes, la loi du 9 avril 1898 devra recevoir son application. V. notamment, Trib. de Bagnères, 18 janv. 1901 (Gaz. trib. 1901, 1^{er} sem., 2, 404) C. de Pau, 17 mai 1901 (Rec. de documents sur les accidents du trav., mars 1902, p. 816), C. de Paris, 2 avril 1901, eod. op. p. 785; Limoges, 7 nov. 1900 confirmant un jugement du trib. de Tulle du 29 mai 1900. Avis du 12 juillet 1899 du Comité consultatif d'assurances (Dall. 1900, 4, 18). Loubat, op. cit. n° 148 et suivants.

Cette opinion prétend tout d'abord s'appuyer sur les travaux préparatoires. Elle argumente de ce que le paragraphe 4 de l'art. unique de la loi du 30 juin 1899,

portant en termes généraux l'exclusion de l'agriculture, fut introduit au Sénat en considération, notamment d'observations présentées à la Chambre dans la séance du 8 juin 1899 par M. Marc Sauzet.

On fait valoir que ces observations visaient le cas d'un petit propriétaire ou d'un petit fermier n'ayant point à proprement parler d'exploitation forestière, coupant des bois, les utilisant normalement pour son usage personnel, les vendant exceptionnellement et les transportant alors pour livraison à la gare la plus voisine.

« Dans tous les pays forestiers que voit-on ? Un
« petit cultivateur acheter une coupe et se charger
« en même temps de l'abattage et du transport jusqu'à
« la gare voisine : entrepreneur de transport, peut-on
« dire ! Un accident se produit, l'exploitant qui sera
« peut-être le propriétaire lui-même abattant ses
« bois et les transportant à la station de chemin de
« fer où ils sont livrables, sera-t-il exposé au risque
« de la loi de 1898 pour les ouvriers qu'il a employés ?

« C'est là une exploitation assurément agricole
« dans laquelle on ne se sert d'aucun moteur mù par
« une force inanimée. Eh bien ! est-ce que dans ce
« cas vous allez soumettre l'agriculteur à la respon-
« sabilité de l'article 1^{er} ? »

Outre que de nos jours il ne faut pas trop, pour interpréter les lois, s'attacher aux travaux préparatoires, forcément très confus ou obscurs, les paroles de M. Sauzet ne nous semblent pas avoir la portée qu'on leur attribue.

L'honorable député a semblé parler plus spécialement du petit exploitant, soit ! Mais il n'a pas pour cela exclu l'exploitant de plus grande envergure. Rien dans ses paroles ne révèle cette intention. Il a cité des exemples et non voulu délimiter de façon absolue le champ d'application de la loi de 1899.

Aussi bien, le petit exploitant qui achète une coupe, car c'est l'hypothèse qu'envisage M. Sauzet, n'est-il pas lui aussi un industriel tout comme celui qui a une exploitation plus grande et mieux outillée ? C'est un industriel moins important, mais c'est là la seule nuance qui les sépare. Ce fait que le paragraphe 4 de l'article unique de la loi du 30 juin 1899 a été inséré à la suite des observations de M. Sauzet donnerait donc bien plutôt à penser que le législateur a entendu faire rentrer dans l'agriculture l'exploitation des forêts de quelque façon et par quelque personne qu'elle soit faite, et ainsi les travaux préparatoires se retourneraient contre ceux qui les invoquent.

En dehors des travaux préparatoires la raison la plus puissante qu'invoque cette doctrine, c'est qu'un acheteur de coupes n'est pas un agriculteur, c'est un industriel. Les produits qu'il exploite ne sont ni le résultat de son travail, ni le produit de son fonds, il les a achetés comme une marchandise et son but n'est autre qu'une spéculation industrielle et commerciale.

Cet argument ne nous semble pas décisif. Nous avons admis plus haut l'opinion que l'agriculteur qui se substitue à l'industriel tombe sous le coup, non pas de la loi de 1899, mais de celle de 1898, parce que,

avons-nous dit, il faut plus s'attacher à la nature du travail en soi, qu'à sa destination. Par contre, il nous semble logique d'admettre que l'industriel qui fera œuvre agricole sera assujetti à la loi de 1899. Cette loi est faite pour « l'agriculture », elle s'applique aux entreprises agricoles, et je ne sache pas que la nature d'un travail varie selon la profession de celui qui s'y livre. Or nous avons admis, et ceci n'est guère discuté en jurisprudence, que les exploitations forestières ne sont qu'une variété des exploitations agricoles. Donnez à l'exploitant si vous le voulez le titre d'industriel, c'est un industriel qui fait une œuvre agricole, son œuvre n'en reste pas moins en soi et indépendamment de celui qui s'y livre, une entreprise agricole.

Que l'on n'objecte pas que les exploitations forestières tombent sous le coup de la loi de 1898, parce qu'elles constituent des chantiers. Cette question a été diversement résolue par la jurisprudence, mais il semble que point n'est même besoin de s'en préoccuper(1). Que les exploitations forestières constituent ou non des chantiers, elles sont dans tous les cas des entreprises agricoles, qui comme telles, échappent à la loi du 9 avril 1898. Nous avons déjà eu l'occasion de le faire remarquer; tout au moins en ce qui concerne les entreprises assujetties, la loi de 1899 est une loi complète en elle-même qui a son existence propre, son champ d'application indépendant de celle de 1898, et ce serait en méconnaître la portée que de vouloir y juxtaposer les règles de cette der-

(1) Sur le sens du mot « chantier », v. infra p. 62 et suiv.

nière. Le texte est formel : « En dehors du cas ci-dessus déterminé », c'est-à-dire de machines agricoles mues par des moteurs inanimés, « la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture ». Le risque professionnel agricole est donc bien distinct et doit rester nettement séparé du risque professionnel industriel. Ainsi l'a voulu le législateur et il n'appartient pas à l'interprète de combiner deux textes absolument différents dans leur esprit et dans leur but (1).

28. — Des décisions récentes de la chambre civile de la Cour de cassation vont mettre fin, semble-t-il, à cette controverse. Le 4 août et le 26 octobre 1903, la Cour suprême a rendu deux arrêts sur ce point :

Par le premier, elle a confirmé un arrêt de la Cour de Caen du 30 janvier 1901 ; par le second elle a cassé un arrêt de la Cour de Paris du 30 juillet 1901. « Attendu, dit la Cour, dans le second de ces arrêts, « que l'exploitation d'une coupe forestière, lorsqu'elle se borne à l'abattage des arbres, à leur sciage en permettant l'enlèvement ou l'empilage des bûches, est, par elle-même, un travail agricole, sans qu'il y ait à rechercher s'il y est procédé pour le compte du propriétaire du bois ou pour le compte d'un tiers acquéreur de la coupe ». Le 19 avril 1904 un nouvel arrêt de la Chambre civile a

(1) On concevrait parfaitement, et il en existe d'ailleurs à notre époque, un acheteur de coupes de blé ou de maïs, seigle, etc... Je crois que dans cette espèce qui rend peut-être le raisonnement plus évident, mais qui n'en change pas le fond, les partisans de l'opinion que nous combattons se résoudraient difficilement à soutenir que l'opération ainsi pratiquée est non agricole, mais industrielle. Ceci ne démontre-t-il pas, par surcroît, le vice de leur système.

été rendu dans des termes identiques (Le Droit du 28 avril 1904 et Dall. 1904, 1, 556). C'est à cette solution que nous nous rallions.

29. — Nous ne parlons ici bien entendu, et conformément au plan que nous avons adopté, que des travaux d'exploitation proprement dits : abattage, tronçonnage, écorçage, sciage, empilage, etc , et des travaux accessoires de ceux-là tels que chargement, déchargement des bois, leur placement ou leur entrepôt sur le terrain exploité ou à proximité, mais dans tous les cas, dans le rayon de l'exploitation forestière proprement dite (1). Ces diverses opérations font en effet partie de l'exploitation comme le chargement et le déchargement des matières destinées à une usine sont l'accessoire inséparable et indispensable de l'industrie de cette usine. Il faut en dire autant des transports, et nous ne verrions pas à cet égard pourquoi l'on établirait une distinction, par exemple, entre le transport du bois et celui du blé, et cela, quelqu'en soit d'ailleurs le mode, soit par voiture, soit par flottage. La diversité du procédé n'influe pas sur la nature de l'opération.

30. — Les solutions que nous venons d'adopter ne s'appliqueraient pas à un entrepôt de bois d'un acheteur de coupes existant en ville où la clientèle viendrait s'approvisionner.

Ceci toujours pour la même raison qui nous sert de guide; nous nous attachons avant tout à la nature de l'opération. Or, entreposer du bois pour la vente

(1) Conf. Cons. d'Et. 17 mars 1902, arrêt cité.

est une opération non pas agricole mais industrielle ou commerciale. Le marchand de bois sera donc assujetti pour son magasin, si on peut lui donner le nom de chantier, dans le sens de la loi du 9 avril 1898 (v. sur ce point p. 62 et suiv.), c'est-à-dire d'après la jurisprudence la plus récente, si l'on y fait autre qu'une chose simple travail de manutention.

Que si le marchand de bois est en même temps exploitant de coupe forestière, il sera assujetti à la loi du 9 avril 1898 pour l'entrepôt en ville, si l'on peut dire que cet entrepôt est un chantier, et tombera seulement sous le coup de la loi du 30 juin 1899 pour l'exploitation en forêt (Cons. d'Et., arrêt du 28 février 1902, cité. Remiremont, 29 janv. 1903, Journ. la Loi, 10 fév. 1903).

Nous ne parlons pas davantage ici du cas où le bois est travaillé après son abattage. La question de savoir de quelle loi doivent bénéficier les ouvriers qui sont occupés à cette transformation trouvera sa place toute naturelle dans la section suivante.

§ II

Elevage et exploitation des animaux

31. — Nous avons admis que les animaux sont un produit tout au moins indirect du sol. Il n'est pas douteux que leur élevage et leur exploitation seront assujettis à la loi du 30 juin 1899. Mais si les accidents qui surviennent dans cette branche de l'agriculture sont nombreux et parfois graves, rares

seront les cas où la loi recevra son application. Les accidents sont en effet causés la plupart du temps par les animaux eux-mêmes, bien peu se produisent par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés. Il en est ainsi, soit dans la culture pastorale proprement dite, c'est-à-dire l'exploitation des animaux de ferme et de basse-cour, soit dans l'apiculture, la sériculture, la pisciculture. Parfois seulement, on emploie des machines mues par des moteurs inanimés pour élever l'eau, faire cuire les aliments des animaux, chauffer les appartements, comme dans les manganeries. A propos de ces manganeries, disons en passant que pour nous elles seraient toujours assujetties à la loi du 30 juin 1899 et non à celle du 9 avril 1898, qu'elles appartiennent à un agriculteur proprement dit ou à un marchand de coton, parce que l'exploitation conserve toujours en soi le caractère agricole. De même pour l'ostréiculture, pour laquelle certains auteurs ont voulu établir la même distinction, suivant qu'elle serait exploitée industriellement ou non (1). Outre que cette distinction serait souvent difficilement applicable, elle est contraire au principe que nous avons adopté.

(1) Conf. Loubat, op. cit. n° 205. Le 24 janvier 1900, le Comité consultatif des assurances a émis l'avis que les ostréiculteurs, lorsqu'ils n'exploitent pas la fabrication des boîtes ou paniers d'emballage, ou bien toute autre fabrication annexe, ne paraissent pas assujettis à la loi sus visée (9 avril 1898). Nous croyons que même, dans ce cas, l'ostréiculteur ne serait pas assujetti, tout au moins en tant qu'exerçant cette profession, il le serait comme fabricant de caisses, mais seulement dans les limites de cette industrie et les lieux de son exploitation.

§ III

Transformation des produits agricoles

32. — Souvent le produit agricole n'est pas livré à la consommation tel qu'il sort du sol, et cela, soit pour en tirer un bénéfice plus grand, soit parce que en cet état de nature, l'on ne trouverait pas acheteur. L'agriculteur le transforme, il en fait un produit différent : du grain, il fait la farine ; du lait, le beurre et le fromage ; il tire le vin du raisin, le cidre de la pomme, l'huile de l'olive, la bière du houblon, l'alcool des marcs ou des fruits. Il nous faut maintenant parler de ce travail de transformation ; nous le ferons *in globo*, c'est-à-dire en réunissant dans une même étude les transformations des produits divers du sol ou des animaux ; les principes au point de vue qui nous occupe étant sensiblement les mêmes pour tous.

Qu'est-ce au juste que ce travail de transformation ? Quelle est sa nature : agricole ou industrielle ?

L'intérêt de la question est évident : si c'est un travail industriel, la loi du 9 avril 1898 sera applicable avec toutes ses conséquences. S'il s'agit d'un travail agricole, le risque professionnel ne le sera que dans les limites de la loi du 30 juin 1899. Nous considérons que, a priori, toute transformation est une œuvre industrielle. La transformation, mais c'est la définition même de l'industrie !

Qu'est-ce en effet que l'industrie, si ce n'est l'art de transformer la matière première en un produit

différent, la spéculation sur la transformation ? L'industrie, dit la Chambre civile de la Cour de Cassation (arrêt de la Ch. civ. 5 juillet 1904. D. 1904, 1, 557), transforme l'objet auquel elle s'applique à la différence du commerce où ne se font que des échanges.

Qu'importe dès lors l'objet de ce changement, la matière première ? Qu'importe qu'elle appartienne au règne végétal ou au règne minéral ; plante ou pierre, pomme ou minerai de fer, l'opération n'est-elle pas toujours la même ?

Quelle différence si grande existe donc entre le fait de chauffer le cidre dans l'alambic pour en tirer l'eau-de-vie et celui de fondre le minerai dans un haut fourneau jusqu'à ce qu'il s'écoule en fleuve de feu ? Au fond, en soi, n'est-ce pas la même opération, y a-t-il d'autre différence que des différences de méthode de fabrication qui n'en changent pas la nature ? Celui qui transforme la matière première, blé, houblon, pomme ou lait, fait donc, à nos yeux, en principe, œuvre industrielle. Son entreprise n'est pas une entreprise agricole, elle n'aura cette nature que dans un certain nombre de cas relativement limités qui ne constitueront en définitive que l'exception à la règle. Il est incontestable en effet qu'il rentre normalement dans la fonction du cultivateur de transformer ses produits au moins en une certaine matière. Cette transformation est le corollaire, l'accessoire obligé de son exploitation. L'exploitation de la terre, telle a été le but de l'agriculteur pendant l'année qui vient

de s'écouler, c'est la terre qui est son exploitation à lui. Mais cette terre cultivée par lui a donné des produits qu'il va se trouver dans l'obligation de transformer et par ce que cela rentre dans la nature même de ses produits, le travail qui aura ce résultat sera nécessairement celui de l'agriculteur. S'il ne le faisait pas, il devrait renoncer à la culture même de la terre ; pour lui, l'opération sera donc en elle-même une œuvre agricole, parce que, encore une fois, elle est l'accessoire obligé de sa culture. La fermière qui après la traite, réunira le lait de ses vaches dans la baratte pour en faire le beurre qu'elle vendra le lendemain à la ville voisine, fera une œuvre agricole ; c'est là un travail naturel, normal de la ferme ; de même, la ménagère qui dans le four de la maison, chauffé de genêts, cuit le pain nécessaire à la famille pour la semaine ; le petit producteur qui bout quelques litres d'eau-de-vie pour sa consommation personnelle et celle des siens.

Nier que dans ces hypothèses ces travaux soient agricoles, ce serait enlever à l'agriculture une large partie de son rôle et de sa fonction ; mais parce que ce sont là des exceptions, parce qu'en principe la transformation est une œuvre industrielle, il faut renfermer l'exception dans ses limites qui devront être forcément assez étroites et la raison qui nous a conduit à admettre l'exception va nous fournir le criterium, la ligne de démarcation entre celle-ci et ce qui doit rester la règle.

33. — Pour que le travail de transformation

demeure un travail agricole, il faut que ce ne soit pas l'objet principal de l'exploitation, qu'il reste l'accessoire obligé de la culture elle-même de la terre. Il faut qu'il n'en soit que la conséquence et non le but, que la véritable exploitation soit celle de la terre et non de ses produits. Telle était bien la pensée de M. Mirman dans son rapport verbal à la Chambre des députés. « Il a été bien entendu pour tous que « le mot « *agriculture* » qui a été employé dans « l'adjonction que je viens de lire devait être pris « dans un sens exact et limité. Il s'agit expressément « de l'agriculture proprement dite, il ne peut pas « s'agir des entreprises industrielles annexées parfois « à l'agriculture, telle que distilleries, sucreries, etc. « Je ne me hasarderai pas à en faire une énumération complète. Personne n'a jamais eu la pensée, « pas plus au Sénat qu'à la Chambre, de soustraire « aux charges de la loi ces industries agricoles « annexes, de priver ainsi ceux qui y sont occupés du « bénéfice de la loi du 9 avril 1898 (1) ».

M. Mirman parle ici spécialement des industries annexées à l'agriculture, comme si à côté de son domaine planté de betteraves ou de pommes de terres le propriétaire a installé une sucrerie¹ ou une féculerie. Il est clair que la même idée devrait recevoir son application dans tous les cas analogues, et voici dès lors quelques exemples qui préciseront notre règle et le criterium admis par nous.

(1) Journ. off. publ. 30 juin 1899, p. 475.

Le paysan qui transforme son lait en beurre fera en thèse générale œuvre agricole ; il en serait autrement d'un propriétaire possédant une beurrerie bien outillée, susceptible de donner chaque jour de grandes quantités de ce produit, et qui élèverait des vaches pour alimenter de leur lait son établissement. Celui qui dans son moulin ne mout que de la farine extraite de son froment et destinée à la subsistance de sa famille, fera œuvre agricole ; celui au contraire qui ne possédera des champs de froment que pour pouvoir alimenter son moulin et fabriquer soit de la farine, soit du pain qu'il vendra ensuite au dehors, fera œuvre industrielle.

Le petit producteur fera œuvre agricole s'il ne bout que quelques litres d'eau-de-vie destinés à la consommation familiale ou à une vente peu considérable ; le distillateur qui dans son usine pratiquera la même opération sur de grandes quantités, quand bien même les fruits ne proviendraient que de sa récolte, fera œuvre industrielle.

Le propriétaire de forêt qui, non content de faire scier ou tronçonner ses bois, les débite en planches, fera œuvre agricole si ce travail n'a lieu que dans un cercle restreint ; ce sera un industriel s'il possède une scierie importante, mécanique ou non, dont l'entrepôt en ville sera bien souvent l'amorce. Si accidentellement, à la suite d'une coupe, un propriétaire transforme du bois en charbon, le chantier sera agricole ; il deviendra industriel si c'est là une opération courante pratiquée par le propriétaire qui

spécule de la sorte sur ses bois. (En ce sens, Cas., arrêt de la Ch. civ., 19 août 1904, D. 04, 1,556). Le viticulteur qui possède un domaine de grande étendue, qui vend ses vins dans le public et lance pour cela des prospectus, des circulaires, qui est représenté par des commis voyageurs, qui possède des dépôts dans différentes localités sera un véritable industriel et devra être traité comme tel pour tous ses travaux de fabrication de vin. Le petit vigneron qui ne possède que quelques arpents de vigne dont il tire bon an mal an un petit nombre de tonneaux ne sera soumis qu'au risque professionnel agricole.

34. — Jusqu'ici nous n'avons parlé que du cas qui offre le plus de difficultés au point de vue de la nature de l'opération, celui où le producteur ne transforme que des produits de son fonds. Il est clair que s'il ne se borne pas là et achète en plus des produits au dehors, l'on devra décider à fortiori des raisons que nous venons d'indiquer qu'il fait œuvre industrielle. L'esprit de lucre apparaît ici clairement, et il s'agit d'une véritable entreprise de manufacture tombant nommément sous le coup de la loi du 9 avril 1898. Encore ne faudrait-il pas exagérer. Dans certaines hypothèses, rares il est vrai, l'agriculteur qui ajoutera à sa récolte des produits étrangers ne cessera pas de faire œuvre agricole : ce sera lorsque ces achats accidentels n'auront d'autre but que de compléter les faibles manquants de la récolte ; ainsi du paysan qui achètera quelques hectolitres de pommes pour parfaire un tonneau de cidre.

Il y aura là autant de questions de fait qui devront être résolues par la jurisprudence suivant les divers éléments de chacune des espèces qui lui seront soumises. Dans tous les cas, il importera pour leur solution de ne pas perdre de vue que la règle en matière de transformation de produits agricoles est que l'on se trouve en face d'une entreprise industrielle, l'exception qu'il s'agit d'une entreprise agricole, et comme toute exception, celle-ci devra être renfermée dans les limites que nous lui avons assignées en s'inspirant du but et de la nature de l'exploitation.

35. — Il ne semble pas que la question de l'application de la loi du 9 avril 1898 ou de celle du 30 juin 1899 à une entreprise donnée de transformations de produits agricoles ait été fréquemment soumise à la jurisprudence. Celle-ci paraît surtout avoir eu à résoudre le problème classique de l'application de la patente ou de l'impôt au producteur qui transforme lui-même les produits de son fonds. C'est ainsi que prenant pour base l'art. 17 de la loi du 15 juillet 1880, portant que : « Ne sont pas assujettis à la patente...
« 3° les laboureurs et cultivateurs seulement pour la
« vente et la manipulation de récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par
« eux exploités... » Le Conseil d'Etat a décidé que... le cultivateur qui fabrique des objets de vannerie avec des osiers exclusivement récoltés sur ses propriétés jouit de l'exemption de la patente (16 mars 1850, D. 52, 5, 403) ; Que la patente de marchand de fromages ne peut être imposée à celui

qui se borne à vendre les fromages par lui préparés avec le lait de son troupeau (13 août 1852, D. 53, 3, 41); tandis que le particulier qui vend des fromages qu'il fabrique avec le lait d'un troupeau entretenu, non sur son propre fonds, mais sur des fonds cultivés par autrui et avec des fourrages qu'il achète doit payer l'impôt (5 août 1848, D. 53, 3, 41); Que n'est pas davantage assujetti à la patente l'agriculteur qui emploie une scierie mécanique pour convertir en planches le bois de sa propriété (29 juill. 1858, D. 58, 3, 28); La société anonyme ayant pour but la culture et la production sous des serres ou à l'air libre des fruits ou fleurs provenant d'arbres, d'arbustes ou de plantes implantées dans le sol même ou à demeure, lorsque cette société ne vend que les produits des terrains lui appartenant (Cons. d'Etat, 15 janvier 1904. Le Droit du 28 avril 1904. — V. aussi l'arrêt Cordonnier, 25 mai, 15 juin 1903. Le Droit du 4 juillet 1903).

36. — Cette jurisprudence conduirait-elle nécessairement et logiquement à décider, et c'est là une opinion assez soutenue sur la question qui nous occupe, que dans tous les cas, le propriétaire qui se borne à transformer les produits de son fonds n'est assujetti qu'à la loi du 30 juin 1899, tandis que celui qui y ajoutera des produits venant du dehors tombera forcément sous le coup de la loi du 9 avril 1898? Nous ne le pensons pas. Le Conseil d'Etat dans les arrêts que nous venons de citer s'est appuyé sur une loi écrite pour une matière spéciale : les patentes, et

sur un article de cette loi relatif à l'exemption de la patente. Partant de là et prenant les termes de cet article, il a été amené à décider que dans tels et tels cas il y aurait exemption de la patente, mais cela ne veut pas dire qu'il appliquerait la même idée au problème absolument différent qui nous préoccupe. Autre chose en effet est d'exempter le cultivateur de la patente pour la vente et la manipulation de ses produits et autre chose de dire que dans cette manipulation il fera toujours œuvre agricole.

Il est si vrai que ces deux ordres d'idées sont absolument différents, que la loi précitée elle-même exempte de la patente certaines classes d'individus auxquels, dans bien des cas, on devra à coup sûr reconnaître la qualité d'industriels et par conséquent assujettir.

Voyez plutôt le 6^e alinéa du 5^e paragraphe de l'art. 13 exemptant de la patente « la veuve qui continue « avec l'aide d'un seul ouvrier ou d'un seul apprenti « la profession précédemment exercée par le mari » ; le deuxième et le troisième alinéa du 3^e paragraphe faisant bénéficier de la même exemption « les concessionnaires de mines, pour le seul fait de l'extraction « et de la vente des matériaux par eux extraits, les « propriétaires ou fermiers de marais salants ».

Aussi bien, au point de vue rationnel paraît-il impossible d'admettre que la transformation n'est un travail industriel que lorsqu'elle porte non seulement sur les récoltes du fonds exploité par l'agriculteur, mais encore sur d'autres produits pro-

venant du dehors ; à ce compte les sucreries installées pour la distillation des betteraves provenant d'un grand domaine, seraient des exploitations agricoles. Or, des établissements de ce genre, comportant de vastes installations, un matériel compliqué et très coûteux, sont incontestablement des usines ou fabriques qu'on ne saurait soustraire au risque professionnel intégral sous le prétexte qu'elles servent exclusivement à travailler les produits du domaine. Instinctivement, le plus élémentaire bon sens nous conduit à leur donner le nom d'établissements industriels qui est bien le leur parce que seul il correspond à la réalité des choses. Enfin ne serait-il pas injuste que l'ouvrier qui travaille dans une fabrique où sont seuls transformés les produits agricoles du propriétaire soit traité moins favorablement que celui qui travaille dans une usine dont le possesseur achète au dehors ces mêmes produits ? Toutes choses égales d'ailleurs, ne courent-ils pas les mêmes risques, ne sont-ils pas exposés aux mêmes dangers ?

En persistant donc dans l'opinion que nous avons émise, nous inclinons à penser et espérons que, le cas échéant, elle serait admise par la jurisprudence ; elle ne serait nullement incompatible avec les arrêts du Conseil d'Etat que nous avons cités plus haut.

§ IV

Conservation des Produits. — Vente

37. — Ce que nous avons dit jusqu'ici, notamment lorsque nous avons parlé de la transformation des

produits, va nous permettre d'être fixés rapidement sur la nature de l'opération que fait l'agriculteur en conservant ses produits et en les mettant en vente, partant sur le point de savoir à quel risque professionnel il est assujéti.

Le transport des produits est un acte normal, la plupart du temps même indispensable, du métier d'agriculteur.

Dans ce transport l'agriculteur n'encourra la responsabilité spéciale édictée par la loi du 30 juin 1899 que s'il fait usage de machines mues par un moteur inanimé, tels qu'automobiles, et seulement pour les accidents arrivés par ces machines. Il en sera de même si l'agriculteur possède en ville un magasin ou entrepôt où il dépose ses produits avant de les livrer à la consommation.

Les accidents survenus dans ce magasin, à supposer même qu'il puisse être considéré comme un chantier dans le sens de la loi du 9 avril 1898, ce qui n'est pas la jurisprudence de la Cour de cassation, (V. infra P. 62 et suiv.) ne tomberont pas sous le coup de la loi du 9 avril 1898, c'est là une dépendance de l'exploitation agricole (Cons. d'Et., 28 fév. 1902, D. 1902, 3, 18). Bien entendu nous ne parlons ici que de l'entreprise à laquelle nous avons reconnu le caractère agricole.

38. — Quid du propriétaire qui après avoir emmagasiné dans ses magasins et avec ses produits, d'autres provenant du dehors, livre les uns et les autres à la consommation ?

La question s'est posée surtout pour les viticulteurs qui possèdent de vastes chais ou entrepôts.

La solution dépend avant tout de l'opinion que l'on adopte sur le point de savoir si les marchands de vins en gros sont assujettis à la loi du 9 avril 1898.

Or, cette question est très vivement controversée.

La Cour de Dijon, dans un arrêt du 13 juin 1900 (D. 1904, 2, 254), confirmant une ordonnance du président du Tribunal de Chalons-sur-Saône (27 février 1900, D. 1904, 2, 253), a admis que les marchands de vins en gros ne sont pas assujettis, que leurs entrepôts ne sont pas des chantiers dans le sens de la loi du 9 avril 1898. Différents tribunaux et Cours d'appel se sont également prononcés en ce sens (V. notamment Trib. civ. de Perpignan, du 4 déc. 1900. D. 1904, 2, 254 et Gaz. des trib. 1904, 4^{er} sem., 2, 279. Trib. com. de Troyes, 19 mars 1900. Gaz. Pal. 1900, 1, 811, Trib. com. Seine, 19 mars 1900 et Trib. de Chartres, 8 août 1900. Recueil de doc. sur les accidents du travail, mars 1902, P. 254 et 406). Plus récemment la Cour de cassation, appelée à trancher la question s'est prononcée dans le même sens. (V. notamment Cass. 27 oct 1903, le Droit du 3 déc. 1903 avec un rapport de M. le conseiller Raynaud, — Cas. 21 déc. 1903; le Droit du 2 mai 1904, — Cass. 4 janv. 1904, D. 04, 1, 73). Le mot chantier, employé dans l'art. 1 de la loi du 9 avril 1898 ne doit pas être séparé des mots « usine et manufacture » qui le précèdent et en précisent le sens, en conséquence, ce mot désigne l'endroit où des ouvriers travaillent

ensemble, soit à des terrassements, soit à la préparation industrielle de matériaux et ne saurait s'appliquer aux magasins ou entrepôts, quelque considérables qu'ils soient, dans lesquels le commerçant dépose des marchandises qui doivent sortir sans y avoir subi aucune transformation. Tel était le sens de la circulaire du garde des sceaux du 10 juin 1899. Parlant du mot chantiers, « il s'agit ici, dit la circulaire, du groupement dans un emplacement déterminé d'un certain nombre d'ouvriers employés à la préparation de matériaux, à des terrassements ou à des travaux quelconques, en vue de la construction d'édifices, de ponts, de canaux, de routes ». Cette définition est adoptée par M. Sachet (Op. cit. n° 96) et par M. Loubat (op. cit. n° 100). Il y a lieu de penser que la jurisprudence des Cours et tribunaux se ralliera à celle de la Chambre civile.

Mais, personnellement, nous préférons la jurisprudence qui donne au mot chantier un sens plus large, plus en harmonie, semble-t'il avec le but de la loi et l'idée qu'on se fait communément d'un chantier. Cette doctrine qui trouve un appui dans un avis du Comité consultatif des assurances du 4 avril 1900 (Journ. off. du 25 avril 1900 et Dall. 1900, 4, 72), a été adoptée entre autres par le trib. civil de la Seine (Rec. de doct. sur les accidents du trav., mars 1902, p. 292), et par le trib. de com. de la Seine (prés. de M. Roux, 17 avr. 1900, D. 1901, 2, 255, et par la Cour de Paris (5 janv. 1901, rec. cité p. 716, et 12 janv. 1901, D. 1901, 2, 254, et Pand. fr.

1901, 2, 211), et par la Cour de Besançon (Besançon, 13 août 1902. — Gaz. trib. 4 déc. 1902). Elle a été soutenue par M. Paulet, chef de division de l'assurance et de prévoyance sociales au ministère du commerce, au congrès international des accidents du travail tenu à l'occasion de l'exposition universelle de 1900. « Cette rubrique « chantiers », disait-il, s'applique aux autres agglomérations de « matériaux ou d'approvisionnement qui, par leur « importance, leur disposition, leur manutention, « présentent des conditions d'exploitation et de « risques analogues à celles des chantiers du bâtiment, tels : les chantiers de marchands de bois, de « charbon, les approvisionnements commerciaux en « gros, de fers, de vins, etc. ».

Ce système admet que le marchand de vins en gros est assujetti chaque fois, et c'est l'immense majorité des cas, que son magasin constitue un chantier, c'est-à-dire chaque fois que les manutentions effectuées pour « la réception, l'emmagasinement, les « réparations, les coupages et les livraisons de fûts « de vin, exposent les ouvriers qui y sont employés « à un ensemble de risques professionnels de la « même nature que ceux qui se rencontrent à la fois « dans les chantiers, les entreprises de chargement et de déchargement, les magasins publics « figurant dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi « du 9 avril 1898 (Cour de Paris arrêt cité) », chaque fois que tous ces travaux nécessitent un déploiement de force humaine qui expose les ouvriers

chargés des dits travaux, à un risque professionnel souvent dangereux.

Plus récemment, par un arrêt du 4 mars 1904 (Le Droit du 30 mai 1904), la Cour de Paris a persisté dans sa jurisprudence, malgré les arrêts contraires antérieurs de la Cour de Cassation. Le Conseil d'Etat admet la même façon de voir. Après avoir posé en principe dans un arrêt du 26 février 1902 (1^{re} espèce, D. 1902, 3, 18) que le travail d'exploitation sans machine, auquel se livre l'acheteur de coupes, est un travail agricole auquel n'est pas applicable la loi du 9 avril 1898, le Conseil, dans un second arrêt du même jour, a décidé que cet exploitant est imposable à la taxe de garantie pour le terrain qu'il possède en ville, lorsqu'il y entepose les bois provenant des coupes qu'il exploite et destine à la vente, ce terrain constituant un chantier dans le sens de la loi du 9 avril 1898 (V. aussi Cons. d'Etat, 23 juil. 1902. D. 1903, 5, 534-535). Le Conseil a très logiquement appliqué la même solution à un marchand de vins en gros (29 mai 1903, D. 1904, 3, 73. V. toutefois en sens contraire de ces décisions un arrêt de la sect. tempor. du Cons. d'Etat du 17 mars 1902. Aff. Ministre des finances contre Bernard).

Si l'on admet avec cette jurisprudence que les marchands de vins en gros sont assujettis, toutes les fois que leur commerce comporte des agglomérations de liquides pouvant être qualifiés de chantiers, il est logique de conclure que l'agriculteur qui achète une certaine quantité de vin pour le vendre avec celui

qui provient de sa récolte, devient un véritable marchand de vin et doit être assujetti, comme tel, si ses chais peuvent être assimilés à des chantiers par leur importance et les manipulations qu'ils comportent. Si, au contraire, l'agriculteur se contente d'emmagasiner les vins de ses récoltes, il fera là une œuvre qui rentrera nécessairement dans son rôle et ne sera assujetti qu'à la loi du 30 juin 1899.

Il est clair que ces solutions admises pour les viticulteurs devraient l'être également pour tout individu se livrant à des opérations analogues, par exemple, en Normandie, au cultivateur qui achèterait du cidre, l'emmagasinerait dans ses caves, le mélangerait à celui de sa propre récolte et livrerait ensuite l'un et l'autre à la consommation pourvu d'ailleurs que ces diverses opérations se fassent dans de telles conditions que la cave puisse être considérée comme un chantier. C'est également dans le même esprit qu'il faudrait envisager la situation du marchand de bois relativement à son entrepôt. Ce serait une question de fait à résoudre par les tribunaux au moyen des divers éléments que nous avons proposés.

CHAPITRE II

Des bénéficiaires de l'indemnité et des accidents garantis

39. — La loi du 30 juin 1899 indique dans les termes suivants quels sont les bénéficiaires de l'indemnité forfaitaire du risque professionnel agricole et dans quels cas ils peuvent s'en prévaloir.

« Les accidents occasionnés par l'emploi des machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant du dit moteur ».

Il ressort de ce texte qu'un certain nombre de conditions sont strictement exigées pour que l'on puisse revendiquer le bénéfice du risque professionnel agricole. A fin d'examen, on peut les diviser en trois principales :

1^o Etre occupé au service ou à la conduite des moteurs ou des machines agricoles mues par des moteurs inanimés.

2^o Etre victime d'accidents par l'emploi des dits moteurs ou machines.

3^o Que cet accident se produise par le fait ou à l'occasion du travail.

SECTION PREMIÈRE

Personnes occupées à la conduite ou au service des moteurs inanimés ou des machines agricoles mues par un moteur inanimé.

40 — Pour bénéficier des dispositions de la loi du 30 juin 1899, il faut en premier lieu être occupé à la conduite ou au service des moteurs ou des machines mues par un moteur inanimé.

Le bénéfice de la loi de 1899 apparaît ainsi singulièrement moins étendu que celui de la loi de 1898.

Alors que cette dernière milite au profit de tout ouvrier ou employé occupé dans les industries qu'elle énumère, pourvu que l'accident dont il est victime se soit produit par le fait ou à l'occasion du travail, la loi du 30 juin 1899 ne favorise de ses dispositions qu'un très petit nombre d'individus adonnés aux travaux agricoles : seulement ceux qui s'occupent de la conduite ou du service de moteurs ou des machines agricoles ; encore faut-il qu'il s'agisse de moteurs inanimés, c'est-à-dire mus par une force autre que celle de l'homme ou des animaux : vapeur, gaz, alcool, électricité, etc.

Et déjà de ce chef il est facile de se rendre compte qu'un très grand nombre d'accidents qui se produisent dans nos campagnes demeureront hors du domaine de la loi spéciale et resteront comme par le passé régis par le droit commun contenu dans les articles 1382 et suivants du Cod. civil. L'on peut hardiment poser en principe que tandis que le risque professionnel industriel sera la règle, le risque

professionnel agricole ne constituera que l'exception. Du moins ne faudrait-il pas restreindre la portée du texte. Il n'est pas nécessaire que l'ouvrier soit occupé au service ou à la conduite du moteur *et* de la machine, il suffit qu'il soit employé au service ou à la conduite, soit du moteur soit de la machine.

Ceci est la lettre même de la loi et ne saurait faire difficulté.

41. — Un mot maintenant sur la portée de ces termes « Conduite », « Service ».

La conduite d'une machine consiste dans le travail technique de la production de la force. Conduire une machine, c'est la mettre en mouvement, la diriger, surveiller son travail.

L'ingénieur, le mécanicien, le chauffeur, le watmann, sont des conducteurs de machines.

Le service est l'utilisation de la force produite. Or l'utilisation d'une force suppose d'une part qu'on lui fournit des aliments et d'autre part qu'on en retire ce qu'elle a produit.

Servir quelqu'un, dit fort bien M. Loubat « C'est « lui présenter ce dont il a besoin et l'en débarrasser « après usage (1) ».

Il en est de même des machines. La conduite et le service d'un moteur ou d'une machine impliquent donc un rapport direct, un contact immédiat avec ce moteur ou cette machine.

Il n'est pas inutile de rappeler à cet égard les

(1) Op. cit. n° 380.

paroles prononcées par M. Mirman dans son rapport à la Chambre des députés le 8 juin 1899 : « Nous
« disons dans le texte que nous vous présentons :
« Les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la
« conduite ou au service de ces moteurs ou ma-
« chines. Ce texte nous paraît répondre de façon
« précise à deux préoccupations légitimes. Il indique
« d'abord que les bénéficiaires de la loi ne sont pas
« seulement les ouvriers peu nombreux, tels que
« mécaniciens, chauffeurs, qui participent à la
« direction et à la conduite du moteur, mais tous les
« travailleurs qui, à des titres divers et parfois très
« variables, au cours d'une même opération, contri-
« buent à servir la machine, lui offrant, dans le cas
« d'une batteuse, les matières à transformer, retirant
« les matières une fois cette transformation accom-
« plie ; en un mot, tout le groupe des travailleurs
« collaborant de façon directe, d'un commun effort,
« à l'opération qui s'exécute. » (Dal. 1899, 4, 93.)

M. Legludic, rapporteur au Sénat, s'exprimait en des termes analogues.

« Pour bénéficier de la loi il faudra, dit le texte,
« que ces personnes soient occupées au service des
« moteurs ou des machines. C'est le mécanicien,
« c'est le chauffeur, ce sont les travailleurs, hommes
« ou femmes, qui offrent à la batteuse par exemple
« les matières à transformer, c'est tout ce monde
« qui s'agite autour de la machine agricole ou du
« moteur dans le « champ », ou dans le rayon
« d'action de ce moteur et de cette machine. Votre

« commission insiste sur ce point, et rien que ceux
« qui sont dans ce *champ* d'action (1) ».

Ainsi le principe est facile à établir : il faut être occupé à la conduite ou au service du moteur ou de la machine agricole.

42. — La jurisprudence a eu fréquemment à faire application de ces principes. Il faut d'ailleurs reconnaître qu'elle a une tendance de plus en plus marquée à les appliquer dans un sens restrictif, influencée sans doute par cette idée d'ailleurs exacte qu'à l'inverse de la loi du 9 avril 1898, où le risque professionnel est la règle générale, le risque spécial de la loi du 30 juin 1899 n'est en somme, d'après cette loi même, qu'une exception, la responsabilité du droit commun devant rester le principe.

Il faut pour bénéficier des dispositions de la loi être véritablement au service de la machine, ce qui ne peut guère s'entendre que du service immédiat, direct de la machine, être en contact avec elle. Dans ce cas seulement la machine fait courir à l'ouvrier agricole des dangers spéciaux et par suite, dans ce cas seulement, celui-ci doit être protégé. Ainsi on répute directement occupé au battage, non seulement le chauffeur du moteur, mais encore les ouvriers employés sur la batteuse soit à présenter les gerbes à battre, soit à évacuer les pailles après le battage. (Trib. Civ., Soissons, 28 novembre 1900, D. 1902, 2, 40).

(1) Dal. 99, 4, 93.

Au contraire, on considère comme n'étant pas occupés au service de la machine les ouvriers, qui à une distance plus ou moins grande ont pour fonction soit d'approvisionner les pourvoyeurs de la batteuse. (Trib. civ. des Andelys, 19 mars 1901, D. 1902, 2, 39). C. de Bordeaux, 17 avril 1902, et sur pourvoi rejet, 15 déc. 1902. (D. 1903, 1, 179). Cour de Riom 3 déc. 1900 (D. 1901, 2, 61. Rec. des assurances, tome 4, page 265), et sur pourvoi rejet, 24 déc. 1902, D. 1903, 1, 179), soit de recueillir, mais en seconde ou troisième main les pailles sortant de la machine ou de les mettre en tas ou en meules (C. de Poitiers, 4 mars 1901, réformant un jug. du Trib. de Bressuire, D. 1902, 2, 37. C. de Rennes, 26 juillet 1900, réformant un jugement du trib. de Nantes du 7 mai 1900, D. 1902, 2, 38. — Cour de Limoges, 13 fév. 1900, confirmant un jugement du trib. de Limoges du 29 déc. 1899. D. 1900, 2, 88. Trib. civ. Senlis, 1^{er} août 1900. Rec. des assur., tome 4, page 414. Contra. Trib. civ. Rochechouart, 15 nov. 1900. (Rec. des assurances 1902, p. 446). Mais il nous semble que la Cour de Caen (31 juillet 1900, D. 1902, 2, 39) a été trop loin lorsqu'elle a refusé de faire bénéficier de la loi du 30 juin 1899, un ouvrier occupé à jeter d'une barge sur le plancher d'une machine les gerbes destinées à être battues et qui s'était tué en tombant sur ce plancher. Il semble bien en effet que cet ouvrier fût au service direct, immédiat de la machine. La Cour de cassation a, il est vrai, rejeté le pourvoi formé contre cet arrêt (Cas.

civ., 5 fév. 1902, D. 1902, 1, 231, et Rec. des assurances 1902, page 864), mais en s'appuyant uniquement, il est bon de le remarquer, sur ce point, qui avait été le second argument de la Cour de Caen, que l'accident n'était pas dû à l'emploi de la machine ou du moteur. C'est là un ordre d'idée différent dont nous aurons à nous occuper tout à l'heure.

43. — Peu importe d'ailleurs la qualité de la personne blessée. La victime quelle qu'elle soit, profite du risque professionnel agricole, et c'est là une différence capitale avec la loi du 9 avril 1898.

A cet égard, celle-ci est singulièrement moins large que la loi du 30 juin 1899.

Elle ne protège que les ouvriers ou les employés liés à l'employeur par un contrat de travail. Sauf le cas de l'apprenti, la loi du 9 avril 1898 ne s'applique qu'à des salariés. La portée de la loi du 30 juin 1899 est autrement compréhensive, elle embrasse non seulement les ouvriers ou employés agricoles liés à leur employeur par le contrat de travail, mais encore tous ceux qui, à un titre quelconque, pour une raison quelconque et pour quelque cause que ce soit, sont occupés à la conduite et au service du moteur ou de la machine agricole.

C'est ce qu'a nettement indiqué M. Mirman dans son rapport à la Chambre des Députés, en même temps qu'il donnait les raisons de cette extension.

Notre texte par ces mots : « Les personnes « quelles qu'elles soient occupées... », indique que « ces personnes travaillant en commun, seront, au

« même titre, bénéficiaires de la loi, quel que soit
« d'ailleurs leur état social. Une telle extension nous
« paraît absolument nécessaire. En effet, quand
« l'opération dont il s'agit a lieu dans une exploita-
« tion agricole très importante, sur un riche domaine,
« chez un grand propriétaire tous les travailleurs
« qui y prennent part sont, au sens exact de ce
« terme, des ouvriers, des salariés agricoles. Il n'en
« va pas de même dans le cas de beaucoup le plus
« général et peut-on dire le plus intéressant où la
« machine sert, par exemple, à battre la récolte d'un
« petit propriétaire.

« Comment les choses ici se passent-elles ?

« L'entrepreneur de battage vient avec sa machine,
« accompagné d'un petit nombre d'aides qui sont
« ses propres salariés. Le cultivateur intéressé fait
« appel au concours de quelques amis et voisins,
« ceux-ci le lui accordent gracieusement et à charge
« de revanche ; parmi les personnes occupées à l'opé-
« ration se trouvent donc le plus souvent des
« petits propriétaires non salariés, au sens exact de
« ce mot, mais indiscutablement travailleurs, de
« ressources infiniment modestes, gagnant leur vie
« par l'effort quotidien de leurs bras.

« Il serait souverainement injuste en droit, et
« funeste au point de vue social, d'établir une diffé-
« rence entre les uns et les autres, de n'accorder
« le bénéfice de la loi qu'à une partie seulement
« de ce groupe d'hommes, camarades de labeur,

« besognant en commun et d'en priver arbitrairement les autres.

« Nous avons, en conséquence, mis dans notre texte ces mots : Les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service...

« Nous estimons que cette précision est légitime, nécessaire et nous espérons qu'elle sera ratifiée par le vote unanime de la Chambre. » (Dal. 99, 4, 93).

L'agriculteur lui-même pour le compte duquel est mise en mouvement la machine agricole, bénéficierait des dispositions de la loi de 1899 s'il n'était pas en même temps l'exploitant du moteur ou de la machine.

Lui aussi fait partie des personnes occupées au service de la machine, il est donc protégé comme les autres et l'accident dont il sera victime sera à la charge de l'exploitant du moteur.

A fortiori, en serait-il de même des membres de sa famille.

44. — Peu importe aussi que les ouvriers, employés à la conduite ou au service du moteur ou de la machine, soient à la solde du cultivateur ou bien de l'exploitant du moteur. Les uns et les autres sont également protégés. Ces solutions ne sauraient faire de doute et ne sont pas contestées.

45. — Une difficulté se présente lorsque l'on se trouve en présence non d'un fermier ordinaire, mais d'un métayer.

Certes si le métayer n'est pas l'exploitant du

moteur, l'accident dont il sera victime sera à la charge de l'exploitant, mais quid lorsque le métayer lui-même dirige le moteur ? M. Sachet (op. cit. n° 117 *bis*) admet que même dans ce cas, il aura droit à une indemnité qui sera supportée moitié par la victime et moitié par le bailleur, ou répartie entre eux, suivant les conditions du bail, et voici comment raisonne l'éminent président du Tribunal de Vienne. Le métayage, dit-il, participe à la fois du louage et de la société. Le propriétaire fournit la terre, une partie du capital, quelquefois aussi une partie du matériel et, dans une mesure variable, l'intelligence directrice. Le métayer procure la main d'œuvre, l'autre partie du capital et généralement le matériel, tout en conservant une certaine initiative et une assez grande indépendance pour l'exécution des travaux de culture. L'article 5 de la loi du 18 juillet 1889 concède au bailleur la surveillance des travaux et la direction générale de l'exploitation, soit pour le mode de culture, soit pour l'achat et la vente des bestiaux, mais il a soin d'ajouter que l'exercice de ce droit est déterminé quant à son étendue par la convention ou à défaut de convention par l'usage des lieux. Le métayage repose donc sur l'idée d'association, partant de là, n'est-il pas juste d'admettre que les conséquences de l'accident survenu au colon seront supportées par lui et son bailleur suivant les conditions du contrat qui les unit ?

La question d'équité peut être douteuse, mais non

la question de droit, et c'est pour cela que nous n'hésitons pas à préférer à l'opinion de M. Sachet, celle de M. Loubat.

Si le métayer dirige le moteur, il en est l'exploitant, d'après le texte même du paragraphe 2 de l'article unique de la loi du 30 juin 1899 ; s'il en est l'exploitant, il ne saurait être bénéficiaire de l'indemnité, car ce sont là deux qualités qui s'excluent l'une l'autre ; le métayer ne serait donc protégé que si le moteur était dirigé par un tiers qui pourrait, du reste, être le bailleur lui-même.

Et puisque M. Sachet a parlé d'association, disons que la situation serait absolument la même s'il s'agissait de véritables associés pour l'exploitation d'un moteur. Si ces associés dirigent le moteur ils en seront les exploitants et ils ne sauraient être en même temps bénéficiaires de l'indemnité. Au surplus, ainsi que le fait judicieusement remarquer le Procureur général de Grenoble, l'indemnité due à la victime ne peut dans aucun cas souffrir de réduction. Comment dès lors concilier cette impossibilité avec la diminution de moitié que devrait subir le métayer ?

(En ce sens, Trib. de Carcassonne, 14 novemb. 1900, Recueil de mars 1900, P. 445).

46. — Peu importerait aussi le gain de la victime : ce pourrait être un non salarié, comme aussi (les termes généraux de la loi nous conduisent à cette solution) un employé gagnant plus de 2,400 fr., sans que cette circonstance puisse faire diminuer au delà de cette somme, la rente qui lui est due.

L'article 2 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 27 mars 1902, est tout à fait spécial à cette loi. Il déclare en effet que les ouvriers et employés désignés à l'article précédent (qui contient l'énumération des professions assujetties), dont le salaire annuel dépasse 2,400 fr., ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3. La loi du 30 juin 1899 ne fait pas cette distinction et l'on ne saurait l'appliquer ici sans abus.

47. — On s'est posé la question de savoir si les ouvriers employés au service d'entrepreneurs de travaux agricoles devaient bénéficier de la loi du 9 avril 1898, ou de celle du 30 juin 1899.

La loi de 1899, pourrait-on dire, a été faite pour l'agriculture. Se plaçant en face des travaux agricoles, le législateur n'a entendu en protéger qu'une partie, qui, à tort ou à raison, lui est apparue comme la plus dangereuse : les travaux exécutés au moyen de machines agricoles mues par des moteurs inanimés. C'est seulement lorsque le cultivateur serait occupé à ces travaux qu'il lui a paru intéressant de le protéger. Les auteurs de la loi ont pensé à l'agriculteur, mais ils n'ont pas songé au professionnel qui vient avec ses machines pour couper les récoltes ou les battre et qui, lui, est non pas un agriculteur, mais un industriel.

Certes, dans les travaux préparatoires, il semble bien que l'on s'occupe beaucoup plus des agriculteurs

que d'entrepreneurs de travaux agricoles. Mais outre que cette interprétation nous paraît contraire à la lettre du texte qui est général, elle conduirait dans la pratique à des conséquences peu satisfaisantes.

La loi s'occupe en effet d'exploitations agricoles, elle dit que seules bénéficieront de l'indemnité forfaitaire les victimes d'accidents survenus par suite de l'emploi des machines agricoles mues par des moteurs inanimés. Mais de pareils termes sont aussi extensifs que possible ! Le battage du blé, la récolte du foin, le vannage des grains cesseront-ils d'être pratiqués dans une exploitation agricole parce que la machine qui mettra en mouvement les divers organes nécessaires à ces opérations n'appartiendra pas au propriétaire récoltant, mais à un locateur d'appareils de ce genre ? Non assurément, pas plus que, d'après nous, la sylviculture ne cesse d'être travail agricole dans un cas analogue.

Eh bien alors ! Pourquoi ne pas appliquer la loi du 30 juin 1899, puisque son texte le commande ? Cela vaudra d'autant mieux que l'on évitera ainsi de graves conséquences

Ainsi l'ouvrier agricole serait plus ou moins protégé suivant qu'il serait à la solde, même temporairement, d'un entrepreneur ou bien d'un agriculteur. Loi de 1898 dans le premier cas, du 30 juin 1899 dans le second, à moins que l'on n'admette, mais ceci nous paraît difficile à soutenir en droit, et, dans tous les cas, serait encore plus bizarre en fait, que l'ouvrier attitré de l'entrepreneur, le professionnel,

bénéficie seul de la première loi, tandis que l'ouvrier agricole au service, il est vrai, de la machine dirigée par l'entrepreneur, mais à la solde de l'agriculteur, doit se contenter des dispositions de la seconde. Puis, quelle serait la situation de l'ouvrier au service d'un cultivateur qui, lorsqu'il n'en a plus besoin pour son usage personnel, loue sa machine à des voisins et prête en même temps le personnel nécessaire à sa conduite ?

M. Loubat, partisan cependant du premier système que nous avons exposé, croit que dans ce cas spécial il faudra appliquer la loi du 30 juin 1899; mais le cultivateur ne se substitue-t-il pas dans ce cas à l'entrepreneur, et à cause de cela ne paraît-il pas plus logique de lui faire subir la même loi.

On voit à quelles bizarreries, à quelles conséquences et à quelles difficultés aboutirait cette doctrine. La Cour d'appel de Poitiers, dans un arrêt du 12 mars 1901 (D. 1903, 1, 180) confirmant un jugement rendu le 18 décembre 1900 par le Tribunal civil de Parthenay, a admis la théorie que nous préconisons.

« Attendu dit l'arrêt qu'il s'agit de savoir si un
« ouvrier, mécanicien ou chauffeur, lorsqu'il donne
« son concours à l'agriculture, perd en vertu de la
« loi du 30 juin 1899 une partie des avantages qu'il
« retire de celle du 9 avril 1898 dans un milieu pure-
« ment industriel ..

« Attendu que si les rapports de l'ouvrier avec le
« patron conservent le caractère industriel, lorsqu'ils

« ont trait à l'usage d'un moteur inanimé affecté aux
« travaux agricoles, les accidents qui se produisent
« dans ce cas spécial sont régis non par la loi du
« 9 avril 1898 mais par celle du 30 juin 1899, toutes
« deux du reste « lois d'exception. »

Un pourvoi a été formé contre cet arrêt, mais la chambre civile de la Cour de cassation, par arrêt du 6 janvier 1903 (D. 1903, 1, 180) a décidé « qu'en
« faisant l'application à la cause des dispositions de
« la loi du 30 juin 1899, l'arrêt entrepris n'avait
« violé aucun des articles visés au pourvoi. »

Les arrêts que nous avons cités plus haut lorsque nous nous sommes préoccupé d'établir la portée que donne la jurisprudence au mot « service de la machine » ne font non plus aucune distinction entre l'entrepreneur et le cultivateur.

Deux arrêts de la chambre civile de la Cour de Cassation du 4 août et du 26 octobre 1903 (Dalloz 1904, 1, 46), et un autre du 19 avril 1904 (Le Droit, du 28 avril 1904), rendus dans le même sens semblent avoir fixé la jurisprudence de la Cour Suprême sur ce point.

Ainsi donc, quels qu'ils soient, ceux qui travaillent dans une exploitation agricole seront protégés par la loi du 30 juin 1899 et uniquement par elle.

Que si certains de ces ouvriers sont au service d'un patron dont l'entreprise tombe par ailleurs sur le coup de la loi du 9 avril 1898, ils seront protégés par cette dernière loi dans le reste de l'entreprise; mais là seulement, et en dehors du chantier agricole.

48. — Quelque large interprétation que commandent les mots : « les personnes quelles qu'elles soient, « occupées à la conduite ou au service des moteurs ou « machines », nous pensons qu'encore faut-il que ces personnes soient employées du gré, au moins tacite de l'exploitant du moteur, sans qu'il soit besoin d'ailleurs, ainsi que nous l'avons dit, qu'elles lui soient liées par un contrat de louage de services, ainsi en serait-il du fils de la maison, du voisin obligeant. Mais supposons qu'un tiers vienne spontanément, et sans le consentement de l'exploitant, par jeu ou autrement, remplacer le mécanicien à sa machine et soit blessé à cette occasion, ce tiers ne bénéficiera pas de la loi de 1899 parce qu'il n'est pas occupé par l'exploitant ou ses préposés ayant qualité pour l'embaucher, parce qu'il est intervenu sans raison ni nécessité, dans un travail qui ne le regardait pas et qu'on ne l'avait pas invité à faire. (Compar. Trib. Angers, 12 décemb. 1899, D. 1900, 2, 79, jugement réformé par C. d'Angers, D. 1900, 2, 117 et sur pourvoi, rejet 6 août 1902, D. 1902, 1, 580).

49. — Comme on le voit, les diverses questions, qui se présentent relativement aux bénéficiaires de la loi de 1899, sont, en somme, assez simples à résoudre lorsqu'on se trouve en présence du cas le plus général d'une exploitation agricole, grande ou petite, à la tête de laquelle se trouve un particulier ou une personne morale qui désire y trouver une rémunération légitime. L'exploitant prend à son service

un préposé quelconque, celui-ci bénéficie de la loi de 1899. Ce préposé peut être un ouvrier, un employé ordinaire, ce peut être aussi un prisonnier, un soldat mis à sa disposition dans des cas déterminés par l'autorité compétente. Le texte compréhensif de la loi de 1899 commande de ne faire aucune distinction entre ces deux catégories de travailleurs.

Quid lorsqu'il ne s'agit pas d'une pareille situation, mais, par exemple, d'un établissement de fous, qui pour occuper ses pensionnaires, les fait travailler dans les champs, d'une maison de correction ou de détention où les détenus sont occupés à des travaux agricoles, d'établissements municipaux d'assistance par le travail, d'institutions de bienfaisance où l'on recueille des infirmes? Sous l'empire de la loi de 1898, la question, qui semble d'ailleurs s'être présentée rarement dans la pratique, est controversée. Le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail saisi d'une demande tendant à l'interprétation de l'article 1^{er} de la loi de 1898, en ce qui concerne les établissements municipaux d'assistance par le travail, a émis, le 20 décembre 1899, l'avis que ces établissements étaient soumis à la loi toutes les fois que les chefs d'entreprises faisant exécuter les mêmes travaux y seraient eux-mêmes assujettis. (Journ. Off. du 6 janvier 1900 et Dal. 1900, 4, 19). C'est en somme à cet avis que s'est rangé le Tribunal de la Seine, le 14 janvier 1904. Dans l'espèce soumise au Tribunal, il s'agissait d'un ouvrier occupé dans un atelier d'aveugles à des travaux de broserie et qui

avait été blessé dans son travail. Après avoir entendu, les intéressantes plaidoiries de M^e Albert Foucault pour la Société et de M^e Emmanuel Massé pour la victime, le Tribunal a rendu le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte des documents de la cause
« que si cette société (la société défenderesse) est
« une œuvre charitable en ce sens qu'elle facilite à
« des aveugles l'apprentissage d'un métier, moyennant
« d'ailleurs rémunération de leur travail quotidien,
« il n'en est pas moins constant que pour arriver à
« ce résultat elle se livre à une importante fabrication
« et à la vente d'articles de brosserie et de sparterie,
« qui constitue une véritable manufacture ayant
« un caractère commercial et industriel, qu'elle
« occupe un certain nombre d'employés et d'ouvriers
« qui tels, que Magy (le demandeur) ne sont pas
« aveugles, et qu'elle a même un magasin de vente
« installé rue de l'Echelle, à Paris ; qu'elle recom-
« mande au public, dont elle sollicite les achats et les
« commandes, la qualité de ses produits et leurs
« prix modérés, qu'elle fait ainsi concurrence aux
« fabriques similaires auxquelles il y a lieu de l'assi-
« miler également quant à l'application de la loi
« de 1898. — Par ces motifs : Dit que cette société
« possède et dirige une manufacture de brosserie et de
« sparterie ayant un caractère commercial et indus-
« triel, et qu'à ce titre, elle est assujettie aux pres-
« criptions de loi de 1898. »

Nous pensons que le Tribunal a bien jugé : un établissement même charitable sera assujetti à la loi

de 1898, les ouvriers ou employés qui y travaillent bénéficieront des dispositions de cette loi, à la double condition qu'ils en eussent bénéficié s'ils avaient effectué le même travail sous la direction d'un chef d'entreprise, et que l'établissement présente le caractère industriel dans le sens de la loi, c'est-à-dire se propose au moins pour partie une idée de lucre. (Conf. pour l'Allemagne, décisions du 27 fév. 1886 et du 12 mars 1888.)

La loi du 30 juin 1899 n'exige pas pour son application l'accomplissement de cette seconde condition. Il suffit de se trouver en présence d'une exploitation agricole. Or, ainsi que nous l'avons définie, on doit entendre par exploitation d'une chose la mise en œuvre de cette chose; exploiter c'est tirer parti. L'exploitation sera généralement dirigée par un particulier ou une collectivité qui se propose d'en tirer profit, mais une société de bienfaisance, le service des prisons, un hospice, une école d'agriculture peuvent avoir une exploitation agricole. Le mécanicien ou le chauffeur hospitalisé ou détenu, voire l'élève de l'école préposé temporairement à la conduite ou au service de la machine auront droit de se réclamer de la loi de 1899, tout comme le professionnel, l'homme de métier. « Les personnes « *quelles qu'elles soient occupées*, disait M. Mir-
« man, dans un premier rapport à la Chambre des
« députés, indique que ces personnes travaillant
« en commun, seront, au même titre, bénéficiaires
« de la loi quelque soit d'ailleurs leur état social. »

Vainement pourrait-on objecter, notamment à propos des élèves d'une école d'agriculture, qu'il serait singulier que la loi de 1899 qui, comme celle de 1898, a été faite surtout pour les travailleurs, les ouvriers, bénéficie à des gens de situation aisée.

Cette hypothèse n'a sans doute pas été prévue par le législateur, mais les termes de la loi ne permettent pas d'apporter une distinction qu'elle n'a pas faite ; et d'ailleurs, il est bon de le remarquer, outre que la rente ne sera vraisemblablement pas réclamée par quelqu'un qui n'en a pas besoin, beaucoup d'élèves des écoles d'agriculture sont des fils de petits cultivateurs qui viennent là pour acquérir des notions techniques, et auxquels on n'aurait pu incontestablement refuser le bénéfice de la loi si un accident semblable à celui qui leur est arrivé à l'école leur était survenu chez eux. A quoi bon dès lors faire en dehors du texte une distinction qui de toute façon conduit à l'arbitraire.

Inutilement, ce nous semble, M. Loubat objecte qu'il n'y a pas, dans ce cas, d'exploitant du moteur parce qu'il n'y a pas d'exploitation, et qu'il n'y a pas d'exploitation parce que celle-ci implique une idée de lucre, et que d'autre part les élèves ne sont liés envers personne par un contrat de travail (1). Outre qu'il est au moins discutable, ainsi que nous venons de le dire, que l'exploitation implique par elle-même et forcément l'idée de lucre, il est bon de

(1) Loubat, *op. cit.* n° 430.

remarquer que l'exploitation agricole tourne au bénéfice de l'école dont elle dépend, puisqu'elle est justement destinée à montrer aux élèves comment on tire parti du sol.

Quant à la seconde partie de l'objection, s'il est vrai que rigoureusement les élèves ne sont pas engagés dans les liens d'un contrat de travail proprement dit, tout au moins le sont-ils par une sorte de quasi contrat de travail, aux termes duquel l'employé, l'élève, fournit son travail, et l'employeur, l'administration donne la redevance, paie les salaires de ce travail sous forme de connaissances inculquées à l'élève.

SECTION DEUXIÈME

Etre victime de l'accident par suite de l'emploi des moteurs ou des machines

50. — Il ne suffit pas d'être occupé à la conduite au service d'un moteur ou d'une machine agricole pour bénéficier de la loi de 1899, il faut encore que l'accident dont on est victime se soit produit par l'*emploi* du moteur ou de cette machine.

La jurisprudence a une tendance de plus en plus marquée à entendre ce mot « emploi » dans son sens restrictif, c'est-à-dire d'usage, de mise en œuvre, de fonctionnement de la machine ou du moteur ; elle s'appuie sur la portée de la loi de 1899, « dont il est inutile de rappeler le caractère d'exception (1) ». Elle rapproche en outre le mot « emploi » des expres-

(1) Trib. civil de Montauban, 22 mars 1900, D. 1900, 2, 21.

sions « par le fait du travail ou à l'occasion du travail » et « machines mues par des moteurs inanimés » dont se sert la loi. Le législateur, disent les Cours et Tribunaux, a ainsi précisé nettement son intention. Il faut que l'accident se soit produit par le fait de la machine, alors qu'elle était en travail, qu'à ce moment elle ait été mue, mise en mouvement, en service, en activité.

Nous nous rallions à cette solution pour ces diverses raisons. On peut, du reste, ajouter qu'elle est fondée en équité, car une machine destinée à être mue par une force élémentaire n'est pas plus dangereuse à l'état de repos qu'une machine à bras ou à animaux, et l'intention du législateur a été évidemment de ne protéger les ouvriers agricoles que contre le danger particulier et spécial résultant de la force élémentaire.

On a plaidé à tort devant la Cour de Poitiers que le législateur n'a pu subordonner l'étendue de sa protection au regard de l'ouvrier chargé de la direction ou du service d'un moteur inanimé, à l'emploi de la force produite, c'est-à-dire à un élément sans influence sur le risque auquel est exposé cet ouvrier, que le poids d'une machine constitue un danger tout autant que son mécanisme.

C'est, au contraire, l'emploi de la force produite qui constitue tout le danger extraordinaire de ces machines, supprimez-le et vous ne vous trouverez plus qu'en présence du danger que présente toute machine quelconque, et que comme tel il est naturel

de voir régi par le droit commun. (Cour de Poitiers, 12 mars 1901, et sur pourvoi rejet de la ch. civile le 6 janvier 1903, D. 1903, 1, 180. Cas., 4 août 1902. Gaz. des Tribunaux, 7 août 1902. Tribunal de Montauban, jug. cité. — Tribunal civil de Coutances, 25 mars 1902. Gaz. Trib., 27 juin 1902.)

Et cela est si vrai que si on consulte les travaux préparatoires de la loi de 1899, on voit que le législateur, pour faire supporter la charge du risque professionnel, n'a balancé qu'entre deux personnes : l'exploitant du moteur et l'agriculteur. S'il avait pensé que même alors que les organes mécaniques sont au repos l'individu dût être protégé, il aurait été immédiatement amené à envisager la possibilité d'une troisième catégorie de responsables : le propriétaire de la machine.

La solution serait différente et l'employé serait protégé par la loi de 1899 si la machine était encore ou déjà sous pression au moment où l'accident s'est produit

Outre que les raisons d'équité que nous venons d'indiquer ne s'appliqueraient plus dans cette hypothèse, il serait juste de dire dans ce cas que la machine est en travail, en activité.

51. — Sous l'empire de la loi de 1898, on admet généralement que le patron est responsable des accidents survenus à ses ouvriers par les forces de la nature, lorsque l'effet de ses forces a été provoqué ou aggravé par les conditions dans lesquelles l'ouvrier avait dû accomplir le travail dont il avait été chargé.

(Cas., 10 déc. 1902, Dal. 1903, 1, 331. Bordeaux, 30 avril 1901, D. 1902, 2, 245. Trib. de Bayonne, jurispr. des accidents du travail, t. 3, p. 152 Trib. de Rennes, 23 mars 1900. *Ibid.* t. 3, p. 169. Lyon, 7 août 1902, Sir. 1902, 2, 292. Conf., Angers, 5 mai 1900, Sir. 1901, 2, 199.)

Nous pensons que l'on doit appliquer la même théorie aux exploitations agricoles, à la condition que ce soit l'emploi de la machine ou du moteur qui ait provoqué ou aggravé l'effet des forces naturelles. Ainsi le mécanicien d'une batteuse mue par l'électricité sur laquelle est tombée la foudre et qui a été électrocuté, bénéficiera de la loi de 1899, parce que l'emploi du moteur qu'il a été chargé de faire fonctionner a aggravé pour lui le risque naturel provenant du jeu de cette force de la nature.

L'insolation devra être considérée en principe comme un cas de force majeure. Toutefois, s'il était démontré que le patron aurait pu prendre certaines précautions pour en préserver ses ouvriers et qu'il ne l'a pas fait, que le travail effectué dans ces conditions a aggravé le danger que faisait courir la température, la loi du 30 juin 1899 devrait recevoir son application. (Comp. Cas., 2 mars 1904, D. 1904, 1, 554.)

SECTION TROISIÈME

Accident produit par le fait du travail ou à l'occasion du travail

La loi de 1899 réédite ici les expressions mêmes de la loi de 1898. Comme pour le risque professionnel

général, on conçoit que l'exploitant ne puisse être rendu responsable que des accidents qui ont été le résultat du travail, et qu'il serait injuste de lui faire supporter les conséquences d'événements dans lesquelles son industrie n'est pour rien.

Recherchons donc quelle est la portée de ces expressions « par le fait du travail ou à l'occasion du travail ».

a) Par le fait du travail

52. — Cette formule s'explique d'elle-même : il s'agit du mécanicien qui est blessé par la défonceuse à vapeur fouillant les entrailles du sol, de l'engrenneur dont la main est broyée par la batteuse, du chauffeur brûlé par l'alambic à vapeur, de l'électricien électrocuté par un court circuit survenu dans l'appareil qu'il dirige. Tous ces accidents sont produits par l'exécution du travail, par le fait même du travail des ouvriers.

b) A l'occasion du travail

53. — Si le législateur s'était borné à protéger les ouvriers contre les accidents produits par le fait du travail, son œuvre eût été bien imparfaite, car il est des accidents qui, tout en n'ayant pas leur cause dans le travail lui-même, ont une relation directe avec lui. Par exemple, un ouvrier qui, en prenant un repas sur le lieu du travail, est victime d'une explosion, n'est pas blessé par son travail, mais à l'occasion de son travail.

Cette solution consacrée sans contestation pour les accidents industriels, doit l'être également pour les accidents agricoles.

Aussi, M. Loubat (Op. cit. nos 312 et 313) admet-il, avec juste raison, au bénéfice de la loi de 1899 le travailleur qui s'endort auprès de la machine où il est blessé par une explosion, par un jet de vapeur ou par le feu.

Faut-il entendre ces mots « à l'occasion du travail » dans un sens plus large et l'étendre aux accidents survenus non seulement à l'occasion du travail de la victime, mais encore à l'occasion du travail des autres employés, et même des machines ou des moteurs.

La question s'est posée maintes fois en ce qui concerne les ouvriers de l'industrie. Une opinion, qui comptait de nombreux appuis en doctrine et était assez suivie en jurisprudence, a soutenu pendant longtemps que le risque professionnel devait cesser dès que l'ouvrier se trouvant dans le lieu même du travail, au milieu des machines, se détournait de son travail, fût-ce pour un instant, ce seul fait supprimant le risque et le plaçant en dehors des dispositions de la loi. On a invoqué à l'appui de cette assertion les travaux préparatoires de la loi de 1898 en comparant le projet élaboré par la Chambre des Députés en 1888, et les observations échangées au cours de la discussion (1).

(1) Trib. de Pontoise, 21 mars 1900. Gaz. du Pal. 1900, 1, 569. Trib. civil du Havre, 18 janv. 1900. Gaz. du Pal. 1900, 1, 414. Trib. de Brives, 24 mai 1900. Gaz. du Pal. 1900, 2, 22. Nancy, 27 fév. 1901. Gaz. du Pal. 1901, 1, 395. Trib. civil du Havre, 9 mars 1901. Dal. 1901, 2, 310. Lyon, 18 mars 1901. Dal. 1901, 2, 310. Sachet, op. cit. n° 230.

Je m'étais élevé moi-même, mais sans succès, contre cette opinion dans une affaire Laloy contre Le Goff que je plaçais devant le Tribunal civil de Lisieux. La chambre civile de la Cour de cassation n'a pas admis ce système, et dans un arrêt du 17 février 1902 (Gaz. Pal., du 22 février 1902), a très nettement posé le principe que « dans les industries « visées à l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, l'on « doit considérer comme survenu par le fait du tra- « vail ou à l'occasion du travail tout accident causé « par l'outillage ou par les forces qui l'actionnent, et « arrivé dans les lieux et pendant le temps où l'ou- « vrier victime était soumis à cette direction, que « la faute inexcusable de l'ouvrier quelle qu'elle « soit permet seulement au tribunal de diminuer la « pension fixée au titre 1^{er} de la loi, que seule la « victime qui a intentionnellement provoqué l'acci- « dent perd droit à toute indemnité ».

Quelques jours après, sur ma plaidoirie, le Tribunal civil de Lisieux, dans une affaire Feuillet contre Bois de Normandie, est revenu sur son ancienne jurisprudence pour se rallier à celle de la Cour suprême. Il y a tout lieu de penser que cet exemple sera suivi par les autres Tribunaux et les Cours qui avaient admis jusque là la thèse contraire.

Il n'y a pas de raison pour ne pas appliquer à la loi de 1899 la théorie admise par la Cour de Cassation lorsqu'il s'agit de la loi de 1898. Nous avons en effet fait déjà observer que les termes employés à cet égard par ces deux lois sont identiquement les

mêmes « par le fait du travail ou à l'occasion du travail ». L'employé agricole bénéficiera donc des dispositions de la loi de 1899, même si c'est en jouant ou à la suite d'une rixe qu'il a été blessé par la machine ou le moteur, et cela à supposer que le jeu ou la rixe n'ait eu aucune relation quelconque avec son travail, le tout, bien entendu, à la condition que les autres conditions d'application de la loi que nous avons énumérées se trouvent réunies.

Dans le même ordre d'idées, et pour les mêmes raisons, si l'ouvrier agricole est blessé par la machine en s'employant à une partie du travail à laquelle il n'avait pas été préposé, nous pensons qu'il bénéficiera de la loi de 1899. La Cour d'Orléans, dans un arrêt du 18 juillet 1903, avait décidé le contraire, mais la Chambre des requêtes au rapport de M. le conseiller Zeys, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat général Mérillon, a admis le pourvoi formé contre cet arrêt (Le Droit, du 11 juin 1904) et il y a tout lieu de croire qu'il sera cassé par la Chambre civile.

CHAPITRE III

Personnes responsables

54. — Qui est responsable des accidents tombant sous le coup de la loi de 1899, vis-à-vis des bénéficiaires de cette loi ?

Lorsque la loi plus générale, du 9 avril 1898 sur le risque professionnel est venue en discussion à la Chambre et au Sénat, la question de savoir si le

chef d'entreprise serait seul responsable des accidents survenus à ses ouvriers fut vivement discutée. A la Chambre, le comte de Mun et M. de Lamarzelle, au Sénat, M. Lacombe et M. Colain préconisaient dans des mesures différentes le système allemand de la participation au moins partielle de l'ouvrier dans la réparation du préjudice causé par l'accident professionnel.

D'après eux, le risque professionnel devait être supporté par la profession, c'est-à-dire « par l'association des maîtres et des ouvriers ». Un autre parti se ralliait à l'opinion des deux rapporteurs qui mettaient le risque quel qu'il fut et qu'elles qu'en fussent les conséquences, à la charge du chef d'entreprise seul. On sait comment ce système l'emporta.

Lors de la discussion de la loi de 1899, les partisans de la responsabilité partagée ne tentèrent pas un nouvel effort. Aussi bien est-il certain que cet effort eût été inutile, les arguments en faveur des deux systèmes avaient été complètement produits lors de la discussion de la loi de 1898 et la loi de 1899 ne pouvait sur ce point être moins libérale que sa devancière qui avait posé les principes. Il demeura donc acquis, sans que la chose ait été discutée, et pour ainsi dire d'emblée et par un accord tacite de tous, que le risque défini par la loi de 1899 devait être à la charge du chef de l'entreprise.

55. — Mais que doit-on entendre ici par chef de l'entreprise ? La question se solutionne d'elle-même dans l'industrie ; il en va autrement dans l'exploita-

tion agricole. Devra-t-on réputer chef de l'entreprise l'agriculteur qui utilise le moteur d'un tiers, ou au contraire le véritable chef de l'entreprise n'est-il pas ce dernier ? Quid encore si la machine et le moteur appartiennent à des personnes différentes ?

C'est au système de la responsabilité de l'exploitant du moteur que s'est rallié le législateur.

En réalité, ainsi que l'a fait d'ailleurs remarquer M. Mirman dans son premier rapport à la Chambre, la solution de la difficulté importait peu au point de vue économique. En mettant la responsabilité à la charge de l'exploitant du moteur celui-ci se trouvait obligé de déboursier des primes et il était très vraisemblable qu'il se récupérerait au moins de la plus grande partie de ces sommes. Des arguments utilitaires ont donc seuls guidé le législateur qui s'est demandé qu'elle était la décision dont l'application serait la plus aisée. Or, « l'entrepreneur de
« battage, l'exploitant du moteur va de commune en
« commune, de ferme en ferme, dans le courant d'un
« seul mois, restant à chaque endroit un jour ou
« deux, il peut mettre son entreprise au service
« d'une quinzaine, d'une vingtaine même de culti-
« vateurs différents. Pour que les intérêts des
« travailleurs agricoles qui durant ce mois collabo-
« reront successivement avec la machine, soient
« sauvegardés, il faudrait donc que chacun de ces
« vingt cultivateurs signât une police d'assurance
« valable pour une journée de battage. Combien
« négligeraient de le faire, soit parce qu'ils seraient

« mal renseignés sur leurs devoirs, soit à cause des
« petites formalités à accomplir, des indispensables
« paperasses à signer. Si, au contraire, l'exploitant
« du moteur est par notre texte et sans ambiguïté
« déclaré responsable, c'est à lui qu'incombera la
« tâche de contracter pour toute la durée de la sai-
« son une police unique, il sera en définitive le seul
« collecteur des primes d'assurances, et ainsi l'appli-
« cation de la loi soumise a beaucoup moins d'aléas ». C'est donc l'exploitant du moteur, non de la machine, qui sera responsable des accidents survenus dans l'exploitation agricole, et dans son paragraphe deux, la loi a pris soin d'indiquer ce qu'il faut entendre par exploitant.

« Est considéré comme exploitant l'individu ou la
« collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger
« par ses préposés. »

A la séance du 8 juin 1899 de la Chambre, M. l'abbé Lemire proposa sur cet article l'amendement suivant : « Seront considérés comme exploi-
« tants la collectivité ou l'individu au profit desquels
« la machine agricole fonctionnera ». Ce texte était dangereux parce qu'il ne faisait pas cesser l'ambiguïté qu'on avait voulu éviter et la difficulté qui en serait née lorsque le moteur et la machine auraient appartenu à des personnes différentes, et par ailleurs le texte de la Commission répondait parfaitement aux préoccupations de M. l'abbé Lemire. Ce texte, en effet, n'attribue pas la qualité d'exploitant du moteur à celui-là seul qui le dirige, ce qui excluerait le pro-

priétaire d'un moteur qui en confierait la direction à ses ouvriers pour reporter sur ceux-ci la responsabilité du risque professionnel ; la loi considère comme exploitant du moteur, soit celui qui le dirige, soit celui qui le *fait* diriger par des préposés, le maître, le patron des ouvriers occupés à sa conduite.

56. — L'exploitation du moteur peut être dirigée par différentes personnes : d'abord par l'agriculteur qui en est propriétaire ou locataire, ou bien par une collectivité, en troisième lieu enfin par un entrepreneur.

Examinons successivement chacune de ces trois hypothèses.

SECTION PREMIÈRE

Exploitation du moteur par l'agriculteur

57. -- L'agriculteur peut être propriétaire ou usufruitier, ou locataire du moteur. Quelle que soit sa situation juridique, il semble que dans cette hypothèse, il ne peut y avoir de grandes difficultés. Le jeu normal de la loi du 30 juin 1899 lui fera encourir la responsabilité qu'elle édicte, sans hésitation possible, et cela quand bien même propriétaire, usufruitier ou locataire du moteur, il ne le serait pas de la machine. L'agriculteur ne pourrait s'exonérer de cette responsabilité. Que si, par exemple, il est locataire du moteur, il ne pourrait convenir avec le bailleur que celui-ci paiera en totalité ou partiellement l'indemnité forfaitaire. L'article 30 de la loi du 9 avril 1898, applicable dans notre hypothèse, interdit

toute convention contraire aux termes de la loi et cette nullité est d'ordre public. Ce serait toutefois être dupe d'apparences que de faire peser la responsabilité sur un agriculteur qui loue moteur et ouvriers. Dans ce cas, en effet, ce n'est pas lui qui dirige le moteur, mais bien les ouvriers, qui dépendent de leur chef d'entreprise, propriétaire et véritable exploitant du moteur, partant seul responsable. Encore est-il, toutefois, que si l'agriculteur a pris nettement la direction du travail, que le propriétaire du moteur ne soit pas présent ou ne soit pas représenté par un contre-maître dirigeant les travaux à son lieu et place, c'est sur l'agriculteur que pèsera la responsabilité. Ce seront des questions d'espèces que les principes généraux solutionneront facilement.

SECTION DEUXIÈME

Exploitation du moteur par une collectivité

58. — Si l'exploitant du moteur est non un individu mais une collectivité, les règles de responsabilité sont identiques parce que le texte applicable est le même : « Est considéré comme exploitant l'individu « ou la *collectivité* qui dirige le moteur ou le fait « diriger par ses préposés. »

Que cette collectivité s'appelle société, association ou syndicat, le principe restera le même. Si elle assume la direction du moteur, elle est l'exploitant responsable. Si, au contraire, elle le prête ou le met en location, c'est l'usager ou le locataire qui est l'exploitant.

59. — Peut-être dans la pratique rencontrera-t-on de plus en plus fréquemment, une espèce analogue à celle qui s'est présentée devant le juge de paix de la Roche-sur-Yon. Il s'agissait de la demande en indemnité formée par un ouvrier, membre d'une association ouvrière du bâtiment, sorte de coopérative, dont l'acte même qui l'avait organisée reconnaissait à tous les membres des droits égaux sans qu'il y eût à proprement parler ni chef d'entreprise ni employé, chacun étant à la fois ouvrier et patron, sans que l'on pût découvrir deux personnes distinctes, entre lesquelles il aurait existé des rapports de direction d'un côté et de subordination de l'autre. Le juge de paix a purement et simplement débouté l'ouvrier, s'appuyant sur ce que la loi met la responsabilité du risque professionnel à la charge du chef d'entreprise, de l'exploitant, et que lorsque en réalité il n'y a pas de chef, pas d'exploitant, il est impossible de déterminer à qui doit incomber la responsabilité de l'accident. Cette solution si étrange peut-être qu'elle puisse paraître, au premier abord, nous semble parfaitement juridique. Certes nous n'en méconnaissions pas la dureté; elle produit évidemment une inégalité qui à d'aucuns peut paraître choquante, mais elle est commandée par les principes. Aussi bien avons nous admis et n'est-il pas discuté que l'exploitant du moteur, s'il est blessé en travaillant à ce moteur, n'est pas protégé par la loi de 1899. Individu ou collectivité, la règle ne saurait être différente; c'est là le revers de la belle médaille de la

liberté dont on a trop souvent le tort de ne faire briller qu'un côté aux yeux éblouis et fascinés de l'ouvrier. Celui-ci n'aura donc de recours dans ce cas contre son compagnon que si ce dernier commet une faute qui permette d'intenter contre lui l'action du droit commun basé sur l'article 1382 du Code civil.

SECTION TROISIÈME

Exploitation du moteur par un entrepreneur

60. — Nous avons indiqué plus haut quelles raisons, plus empiriques que juridiques, avaient déterminé le législateur à mettre à la charge de l'exploitant du moteur, et non en principe de l'agriculteur, la responsabilité du risque professionnel. La plupart du temps, surtout dans nos pays où l'exploitation agricole est extrêmement morcelée, l'agriculteur ne sera pas propriétaire du moteur. Ce sera un industriel, qui va de ferme en ferme et dont le métier consiste à mettre successivement, moyennant rétribution, le moteur qui lui appartient à la disposition de ceux qui lui en font la demande. Celui-ci sera responsable des accidents survenus aux personnes quelles qu'elles soient occupées à la conduite ou au service du moteur ou de la machine mise en mouvement par ce moteur. Nous avons étudié ce qu'il fallait entendre par ces dernières expressions et examiné notamment l'hypothèse où il s'agit d'ouvriers au service de véritables entrepreneurs de travaux

agricoles, d'un professionnel en cette partie, tranchons le mot, d'un industriel.

Encore faut-il pour que l'entrepreneur soit responsable, nous venons de le faire remarquer, que ce soit lui et non l'agriculteur qui ait la direction des travaux. Celui qui ne dirige pas, qui ne commande pas, ne saurait être responsable d'un accident survenu par le fait où à l'occasion d'un travail auquel il est demeuré étranger. La responsabilité implique la direction, de même que celui qui est responsable doit seul commander.

61. — Quid si un agriculteur commande à ses ouvriers de se mettre à la disposition de l'entrepreneur et de participer à la conduite ou au service du moteur ou de la machine ? La responsabilité sera-t-elle déplacée et passera-t-elle de la tête de l'entrepreneur sur celle de l'agriculteur ?

Nous répondrons : certainement non, en vertu des principes qui viennent d'être exposés. L'unique but de la loi de 1899, avons-nous dit, a été d'affranchir le cultivateur de la responsabilité des accidents de machine et de la transporter sur la tête de l'exploitant du moteur.

La « glose » explicative, comme l'appelait M. Mirman, qui constitue le deuxième paragraphe de la loi est formelle sur ce point et le fait de l'ordre donné par l'agriculteur ne saurait modifier des principes nettement affirmés à maintes reprises lors des travaux préparatoires.

62. — M. Loubat s'émeut cependant de rencontrer

en sens contraire, dit-il (1), un arrêt de la Cour d'Angers du 16 janvier 1900, cassant un jugement du Tribunal de cette ville du 12 décembre 1899 (Dal. 1900, 2, 79 et 117). Il s'agissait bien en l'espèce soumise successivement au Tribunal et à la Cour d'un ouvrier que son patron avait distrait de son travail normal, et mis à la disposition d'un entrepreneur de battage de blé et qui avait été blessé par l'usage de la machine dont l'entrepreneur avait la direction exclusive. Le Tribunal avait consacré la responsabilité de l'entrepreneur de battage : Lebouvier et Chaillot. La Cour a déchargé l'entrepreneur des condamnations prononcées contre lui. Si l'arrêt avait nettement le sens que lui donne M. Loubat, comme lui, nous nous refuserions à en admettre les termes, mais la décision est bien loin d'avoir cette portée et même dans l'espèce toute spéciale qui s'est présentée, nous pensons que la Cour a bien jugé.

Le Tribunal d'Angers avait retenu la responsabilité de Lebouvier et Chaillot, mais ses « attendus » supposent qu'il considérait que Dureau, l'ouvrier, avait été mis à leur disposition de leur consentement au moins tacite. La Cour part d'une idée toute opposée ; elle indique très nettement dans ses motifs et commence par poser en principe « qu'il n'est
« nullement établi que Lebouvier et Chaillot, entre-
« preneurs de battage et chargés du battage de la
« récolte de Lefrét-Hurel qui s'effectuait le 26 juil-
« let 1899, aient emprunté à Lefrét-Hurel, pour

(1) Loubat, op. cit. n° 365.

« coopérer aux opérations de battage, le sieur
« Dureau, ouvrier chauffeur du dit Lefret-Huret,
« directeur des fours à chaux à la Mignonne, ni
« même qu'ils aient su au moment où l'accident
« s'est produit que le dit Dureau prit part à ces
« opérations ». Dans ces conditions de fait nous
approuvons pleinement la doctrine de l'arrêt. Il
admet ainsi l'idée que nous avons nous-même
exprimée lorsque nous avons examiné quels étaient
les bénéficiaires de l'indemnité. Si un contrat de
travail proprement dit n'est pas nécessaire pour
que le patron soit responsable en vertu de la loi
de 1899, encore faut-il que l'ouvrier ait été employé
du consentement au moins tacite de l'exploitant.

Dans l'espèce soumise à la Cour d'Angers, l'ouvrier
Dureau était un chauffeur au service de Lefret-Hurel,
exploitant de fours à chaux ; c'était également en
cette qualité de chauffeur que Lefret-Hurel l'avait
envoyé pour aider à assurer le service du moteur de
Lebouvier et Chaillot. La Cour, après avoir déchargé
ces derniers de la responsabilité forfaitaire, l'a repor-
tée sur Lefret-Hurel parce que « en prenant part
« sur l'ordre de son patron aux opérations de
« battage, Dureau n'avait pas perdu sa qualité de
« chauffeur », et elle a condamné Lefret-Hurel, en
vertu de la loi de 1898. Malgré les circonstances de
fait très favorables de cette affaire nous ne pouvons
admettre sur ce dernier point la solution de la Cour.
Nous pensons que l'on doit remonter avant tout et
très fermement aux principes afin de se garder de

tout arbitraire et se poser cette seule question : Oui ou non au moment de l'accident, l'ouvrier était-il employé à un travail agricole ? — Oui assurément, il ne peut donc se prévaloir que de la loi de 1899.

Mais alors, dira-t-on, quelle inégalité n'allez-vous pas ainsi créer ? Dans ces différents cas l'ouvrier ne pourra se prévaloir ni de la loi de 1899 contre l'exploitant, ni de la loi de 1898 contre son patron parce qu'il faisait un travail agricole. Notez bien tout d'abord que cette solution s'imposerait à coup sûr si nous étions en présence d'un employeur non assujéti à la loi de 1898, d'un employé non bénéficiaire de cette loi. Mais au surplus le droit commun ne recouvre-t-il pas alors son empire, et ne peut-on pas dire que le patron en envoyant son préposé faire un travail dangereux sans en prévenir le directeur de ce travail a commis une faute du droit commun qui le rend responsable en vertu de l'art. 1382 du Code civ. Loin donc que notre système soit défavorable au préposé, il le met, au contraire, en bonne posture. Ajoutons pour terminer cet ordre d'idées que l'arrêt de la Cour d'Angers précité a été déféré à la Cour de cassation, mais malheureusement pas du chef de Lefret-Hurel de sorte que nous ne pouvons savoir quelle eût été la décision de la Cour suprême. (V. Cas. 6 août 1902, D. 1902, 1, 580.)

63. — Lors de la discussion de la loi, on s'est demandé si à défaut d'un recours principal contre l'agriculteur, on ne devrait pas accorder à l'ouvrier

lié à lui par un contrat de travail un recours subsidiaire qui s'exercerait en cas d'insolvabilité de l'exploitant du moteur. M. Félix Martin déposa au Sénat un contre-projet en ce sens.

« Si l'exploitant de la machine, portait ce contre-pro-
« jet, ne s'est pas couvert par une assurance contre les
« accidents entraînant une incapacité temporaire,
« et s'il est insolvable, l'ouvrier blessé aura recours,
« pour cette incapacité temporaire, contre le pro-
« priétaire ou fermier auquel il est lié par son
« contrat de travail (1). »

M. Séblin et M. Béranger soutinrent l'amendement de M. Félix Martin, mais il fut combattu notamment par M. Legludic, rapporteur, M. Cordelet et M. Millerand, ministre du Commerce et de l'Industrie. « Même lorsque vous aurez voté l'amendement
« de M. Félix Martin, disait ce dernier, il restera une
« troisième catégorie de travailleurs qui seront
« exposés aux risques qu'il veut prévenir (2).
« Que faites-vous aujourd'hui ? Vous faites une
« œuvre très utile, mais très limitée. A la veille du
« jour où la loi de 1898 va entrer en vigueur, vous
« dites d'une part aux ouvriers agricoles : Vous
« serez garantis contre les risques de la machine
« dans les conditions prévues par la loi. D'autre

(1) Le contre-projet ne visait que l'incapacité temporaire parce que en cas d'incapacité permanente le service de la rente est assuré par la caisse des retraites. (Loi du 30 juin 1899, 4^e parag., et loi du 9 avril 1898, art. 24), v. plus loin chapitre des garanties.

(2) Ceux qui ne seront pas liés à l'agriculteur par un contrat de travail.

« part, vous dites à l'agriculture : Tu ne seras pas touchée par la loi de 1898 ».

Finalement, le contre-projet fut repoussé à la séance du 29 juin 1899 (1).

64. — Si, pour une raison quelconque, l'ouvrier faisait juger contre l'employeur qu'il est responsable de l'accident qui lui est survenu en vertu de la loi du 9 avril 1898, il perdrait contre l'exploitant son recours fondé sur la loi du 30 juin 1899.

Cette hypothèse qui ne paraît pas pouvoir se réaliser si on se rallie aux principes que nous avons posés, s'est présentée devant la Cour de Cassation précisément à la suite de l'arrêt de la Cour d'Angers précité. L'ouvrier Dureau, qui avait obtenu contre son patron, Lefret-Hurel, la réparation du préjudice à lui causé, s'est pourvu contre l'arrêt en ce qu'il l'avait débouté du chef de la demande cumulative en indemnité qu'il avait formée contre Lebouvier et Chaillot, exploitants du moteur. Lefret-Hurel n'ayant pas formé de pourvoi, la Cour suprême n'était pas saisie de l'ensemble de la question et sans doute alors elle eût infirmé l'arrêt du chef de la responsabilité de Lefret-Hurel, mais elle avait uniquement à statuer sur la possibilité pour l'ouvrier de cumuler les deux indemnités, l'une fondée sur la loi de 1898, l'autre sur la loi de 1899. Elle a très nettement et aussi très équitablement décidé que ce cumul était impossible

(1) *Journ. Off.*, Sénat, 29 juin 1899, p. 796 et *Dall.*, 1899, 4, 94.

« Attendu, dit la Chambre civile, que la loi du
« 30 juin 1899 n'a mis à la charge de l'exploitant les
« accidents occasionnés par l'emploi des machines
« agricoles à moteur inanimé que parce qu'elle
« déclarait que la loi du 9 avril 1898 n'était pas
« applicable à l'agriculture et qu'elle voulait assurer
« un recours aux victimes de ces accidents, ouvriers
« ou non, ayant concouru au travail de la machine ;
« que si l'ouvrier blessé fait juger contre son maître
« que celui-ci est, en vertu de la loi du 9 avril 1898,
« pour une raison quelconque, responsable de l'acci-
« dent qui lui est survenu dans une opération agri-
« cole, il perd le droit de s'adresser à l'exploitant de
« la machine et de demander contre lui l'application
« de la loi du 30 juin 1899 ; que les dispositions de
« la loi du 9 avril 1898 excluent l'éventualité d'une
« double responsabilité se trouvant engagée vis-à-vis
« de la victime de l'accident, qu'ainsi l'article 2 lui
« défend de se prévaloir d'aucunes dispositions
« autres que celles de la dite loi ; qu'il suit de là que
« l'arrêt attaqué ayant acquis l'autorité de la chose
« jugée en tant qu'à la demande de Dureau, il con-
« damne Lefret-Hurel à payer à cet ouvrier blessé
« les indemnités et à lui servir la rente déterminée
« par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, Dureau est
« irrecevable à attaquer ce même arrêt dans celle
« de ses dispositions qui décharge Lebouvier et
« Chaillot de la responsabilité du même accident (1) ».

(1) Cet « attendu » rend flagrante la portée de l'arrêt. Il ne décide pas que la Cour d'Angers a bien jugé lorsqu'elle a substitué la responsabilité de

65. — Mais si l'ouvrier ne peut exercer cumulativement contre son patron et l'exploitant du moteur les actions de la loi du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899, fondées l'une et l'autre sur la responsabilité forfaitaire exorbitante du droit commun du risque professionnel, à tout le moins est-il constant que l'ouvrier pourra exercer contre les tiers l'action en responsabilité basée sur l'article 1382 du Code civil lorsque ces tiers auront causé par leur faute l'accident survenu à l'ouvrier. Nous indiquerons, en effet, plus loin que lorsque les conditions spéciales de responsabilité indiquées par la loi du 30 juin 1899 seront réunies, les dispositions de la loi du 9 avril 1898 seront applicables pour déterminer les conséquences diverses qui découlent de cette responsabilité. Or, l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 maintient formellement la responsabilité de droit commun des tiers. De cette idée, retenons seulement quant à présent que l'agriculteur sera parfois un tiers vis-à-vis de son employé ; et ce sera précisément quand le moteur sera exploité par un autre que lui. N'étant pas exploitant, il devient dans ce cas spécial, vis-à-vis de son ouvrier, un tiers dans le sens de la loi du 30 juin 1899. Ce dernier pourra donc exercer contre lui l'action du droit commun en cas de faute génératrice du préjudice.

L'agriculteur cesserait cependant d'être respon-

Lefret-Hurel à celle de Lebouvier et Chaillot ; il dit seulement que la responsabilité de Lefret-Hurel étant acquise d'une façon définitive et sans que la Cour de Cassation puisse en examiner le bien ou le mal fondé, il y a lieu de retenir l'autorité de la chose jugée qui s'attache à cette responsabilité pour décider que celle de Lebouvier et Chaillot ne peut être cumulativement engagée.

sable en vertu du droit commun, s'il était lui-même au service de l'exploitant du moteur, avec ou sans salaire. En effet, aux termes de l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, la victime de l'accident ou ses représentants conservent le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun, contre les auteurs de l'accident autres que le patron *ou ses ouvriers et préposés*.

67. — Il est à peine besoin d'ajouter què si l'ouvrier n'était pas en situation de se prévaloir de la loi du 30 juin 1899, contre l'exploitant du moteur, il recouvrerait toute sa liberté d'action basée sur l'article 1382 contre l'agriculteur, son patron, ou contre l'exploitant, de même qu'il l'aurait contre un tiers quelconque.

CHAPITRE IV

Montant de l'indemnité. — Salaire de base

68. — Après avoir déterminé quelles sont les entreprises assujetties à la loi du 30 juin 1899, quels sont les bénéficiaires de l'indemnité, dans quels cas ils peuvent la réclamer et à qui ils peuvent s'adresser, il nous faut maintenant rechercher quel sera le montant de l'indemnité allouée.

C'est sur le salaire de base qu'est calculée cette indemnité. La question de savoir ce que l'on doit entendre exactement par salaire et ce qu'il faut y comprendre rentretrait mieux dans le cadre d'une étude plus générale. Nous nous bornerons donc à faire connaître les solutions couramment admises par la jurisprudence.

Le salaire peut se définir « la rétribution d'un travail fait pour quelqu'un ». D'une façon générale il faut faire entrer dans le salaire, tous les gains, qu'ils résultent d'une clause du contrat de louage, ou d'un usage constant dès que, par leur généralité et leur persistance, ils ont pris un tel caractère de certitude que l'ouvrier a dû les faire entrer en ligne de compte dans l'évaluation de ses ressources. Deux espèces de salaires : salaire en argent, salaire en nature.

Par rémunération en argent, il faut entendre d'abord le salaire normal reçu par l'ouvrier pendant

l'année, qu'il soit payé à l'année, au mois, à la semaine, à la journée ou à l'heure, que le travail s'exécute à la tâche ou à la journée. Il faut également faire entrer en ligne de compte : les sommes reçues pour les journées et les heures supplémentaires payées d'après un tarif général plus élevé que le tarif courant, les primes qu'il est d'usage d'accorder pour l'économie de la matière première ou le bon entretien du matériel (Bourges, 26 novembre 1900, S. 1901, 2, 242 et D. 1902, 2, 482), les indemnités pour frais de déplacement mais seulement dans la mesure où elles constituent un véritable supplément de traitement, déduction faite par conséquent de la part de l'indemnité afférente au remboursement de la somme que le déplacement force l'employé à décaisser. (Cas. 21 et 24 janvier 1903, Gaz. des trib., 15 fév. 1903. Cas. 4 mars 1903, Gaz. des trib., 9-10 mars 1903) (1); les gratifications accordées par le chef d'entreprise quand elles sont habituelles et régulières, parce que généralement elles correspondent à un surcroît de travail imposé au personnel à certains moments de l'année; les pourboires lorsqu'ils consti-

(1) C'est là du moins la solution de la Cour de Cassation mais qui est encore loin d'être unanimement admise. Il existe en effet sur ce point deux opinions extrêmes qui se partagent les Cours et les Tribunaux. La première fait entrer en ligne de compte toute l'indemnité de déplacement. En ce sens, Angers, 3 mai 1900, D. 1901, 2, 339 et 19 mai 1900, S. 1901, 2, 301, et D. 1900, 2, 273. Douai, 29 mai 1900, S. 1900, 2, 267 et D. 1900, 2, 478. Caen, 19 décembre 1900, D. 1900, 2, 253. La seconde ne fait état en aucune manière de ces indemnités. (Sic. Dijon, 2 avril 1900, S. 1900, 2, 167, et D. 1900, 2, 253. Besançon, 4 avril 1900, S. 1901, 2, 301, et D. 1900, 2, 253. Lyon, 25 juin 1900, D. 1900, 2, 378. Toulouse, 24 juillet 1900, D. 1900, 2, 478. Douai, 25 juillet 1900, S. 1901, 2, 216, et D. 1901, 2, 155. Bourges, 26 novembre 1900, S. 1901, 2, 241, et D. 1902, 2, 482. Trib. Le Mans, 25 novembre 1902 « La Loi » du 12 décembre 1902).

tuent la seule rémunération de l'employé ou qu'ils ont un caractère de fixité et de certitude qui permette de les évaluer facilement et que le patron a établi le salaire en tenant compte de ces gratifications, mais non pas lorsqu'ils sont purement aléatoires. (Angers 5 mai 1900 précité, Paris, 12 janv. 1901, S. 1902, 2, 68 et D. 1901, 2, 253. Douai, 25 juin 1900, S. 1901, 2, 209. Trib. civil Bagnères-de-Bigorre, 22 janvier 1903, Gaz. des trib. 17 mai 1903. Trib. Le Puy, 2 avril 1903, Grenoble 8 août 1900, S. 1901, 2, 209, et D. 1901, 2, 339).

Même solution en ce qui concerne les indemnités accordées par un patron à son ouvrier pour charges de famille, il faut rechercher le caractère de ces secours. Si c'est bénévolement, exceptionnellement, à tel ouvrier déterminé que l'allocation a été donnée à cause de sa situation économique digne d'intérêt, cette indemnité ne devra pas entrer en ligne de compte, il en sera différemment s'il s'agit d'indemnités allouées indistinctement à tous les employés remplissant les conditions spécifiées dans un ordre général.

Pour estimer justement le salaire, il faut aussi tenir compte des prestations en nature que l'employeur fournit habituellement et d'un usage constant à ses ouvriers : nourriture, blanchissage, logement, fourniture de charbon, de coke, jouissance d'un jardin, etc... (Douai, 29 janvier 1901, D. 1901, 2, 275, et 25 juillet 1900, S. 1901, 2, 210, et D. 1901, 2,

255. Caen, 19 nov. 1900, D. 1900, 2, 253. Paris, 16 février 1901, D. 1901, 2, 457.)

SECTION PREMIÈRE

Indemnités allouées à la victime

69. — L'indemnité allouée en vertu de la loi du 30 juin 1899 est la même que celle accordée par la loi du 9 avril 1898. L'ouvrier agricole a donc droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente à une rente égale aux deux tiers de son salaire.

Pour l'incapacité partielle et permanente à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident fait subir au salaire.

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour, si l'incapacité a duré dix jours ou moins de dix jours. Si elle a duré plus de dix jours, l'indemnité est due à partir du premier jour. Si le salaire est variable, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. L'indemnité journalière est due sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés. (Loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905.)

70. — La détermination du quantum du salaire varie selon que l'on est en présence d'ouvriers agri-

coles adultes ou de mineurs de seize ans. Nous examinerons successivement ces deux hypothèses.

§ I

Ouvriers agricoles adultes

71. — C'est le paragraphe trois de la loi du 30 juin 1899 qui, dans ce cas, indique comment doit être calculé le salaire ; il est ainsi conçu :

« Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un
« salaire fixe, l'indemnité due est calculée selon le
« tarif de la loi du 9 avril 1898, et d'après le salaire
« moyen des ouvriers agricoles de la même
« commune ».

Ainsi donc deux hypothèses :

- a) Celle où l'ouvrier gagne un salaire fixe et
- b) celle où il reçoit un salaire variable ou n'en reçoit pas du tout.

72. — (a) *Ouvriers recevant un salaire fixe.* -- La loi du 30 juin 1899 renvoie dans ce cas par prétérition à la loi du 9 avril 1898, et c'est cette dernière dont on doit alors appliquer les dispositions.

Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération

qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois, d'après la rémunération moyenne qu'ont reçue pendant cette période les ouvriers de la même catégorie. Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité, que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année. Si pendant les périodes qui viennent d'être indiquées, l'ouvrier a chômé exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu à ces chômages. (Art. 10 modifié loi 31 mars 1905.)

Quant à l'indemnité journalière, elle est égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident (Article 3, § 4).

73. — On doit considérer comme ayant un salaire fixe tous les travailleurs qui reçoivent un salaire régulier en rémunération d'un travail suivi (Rapports de MM. Mirman et Legludic.) C'est d'abord le personnel technique : mécanicien, chauffeurs et les aides, puis les valets de ferme. Il en est de même des journaliers de profession dont le salaire de la journée est généralement fixé par l'usage dans chaque région. Il importe peu que la victime reçoive un salaire fixe de l'exploitant du moteur, de l'agriculteur ou de toute autre personne. Du moment qu'elle a un salaire suivi dans une profession quelconque, la règle du paragraphe 3 de la loi de 1899 ne s'appli-

que pas et c'est l'art. 10 de la loi de 1898, qui doit être observé.

On doit en dire autant de l'ouvrier d'industrie délégué par son patron à des travaux agricoles. C'est à tort que le tribunal d'Angers s'est prononcé en sens contraire et a décidé que les termes de la loi du 30 juin 1899, « si la victime n'est pas salariée ou n'a « pas un salaire fixe », doivent être entendus d'un salaire payé par l'exploitant de la machine à vapeur. (Trib. Angers, 12 décembre 1899, D. 1900, 2, 79.) Les termes de la loi de 1899 sont au contraire généraux et absolus et ne permettent pas de faire cette distinction qui serait du reste contraire à son esprit et à l'équité. Il est évident, en effet, que ce qu'a voulu la loi et ce qui est seulement équitable, c'est que l'ouvrier reçoive une indemnité forfaitaire, proportionnelle à son gain et à son travail. Quand ce gain est facile à déterminer il n'y a qu'à l'adopter et à baser sur ce salaire la rente à servir à l'ouvrier.

74. — (b) *Ouvriers ne recevant pas un salaire fixe ou non salariés* — M. Legludic et M. Mirman ont à maintes reprises caractérisé cette seconde catégorie : « ce ne sont pas des ouvriers proprement dit, mais « des petits cultivateurs vivant du travail de leurs « champs ». Ou bien ces travailleurs ne reçoivent aucune rémunération : « ce sont des obligés se « prêtant entre voisins et amis une mutuelle assis- « tance », « gracieusement et à charge de « revanche » ; ou bien ils reçoivent une rétribution pour le concours qu'ils apportent, et dans ce cas

ce sont des ouvriers sans salaire fixe, puisque ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils se livrent à un travail salarié suivi. Il fallait bien choisir pour tous ces ouvriers un salaire moyen fictif, soit parce que le salaire exceptionnel des uns ne peut fournir aucune base sérieuse, soit par ce que le manque de salaire des autres refuse toute donnée. Le législateur de 1899 a donc été obligé de créer de toutes pièces un salaire type, et il a pris sagement le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune. C'était la solution la plus équitable. Il ne s'agit pas, remarquons le en passant, du salaire moyen des ouvriers agricoles en général, mais du salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune ; et nous pensons qu'il faut ajouter de la commune où a eu lieu l'accident, et non pas par exemple du domicile de la victime. C'est en effet le lieu de l'accident que dans la loi de 1898 le législateur a toujours pris comme centre, comme point de détermination. Il suffit de mentionner ici les règles établies sur la compétence.

75. — Le 3^e paragraphe de la loi du 30 juin 1899 est applicable à tout travailleur agricole non salarié ou qui n'a pas un salaire fixe. Ainsi le sera-t-il au chauffeur engagé pour la campagne du battage, qui, pendant ce temps touche un salaire déterminé mais qui, pendant le reste de l'année travaille pour son propre compte.

Lorsque le propriétaire cultivateur de la récolte pourra lui-même se prévaloir de la loi du 30 juin 1899, il devra être classé dans la catégorie dont nous par-

lons en ce moment. Il n'en serait différemment que s'il s'agissait d'un journalier de profession, ou d'un ouvrier en même temps possesseur de quelques champs dont il fait travailler la récolte par un exploitant de moteur. Ce travailleur rentrerait alors dans la catégorie des ouvriers recevant un salaire fixe et l'art. 10 de la loi du 9 avril 1898 lui serait applicable.

76. — Une difficulté se présente en ce qui concerne l'indemnité journalière allouée à la victime non salariée ou qui ne recevait pas un salaire fixe. Cette indemnité sera-t-elle de la moitié du salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune (loi du 30 juin 1899), ou bien de la moitié du salaire touché au moment de l'accident (loi du 9 avril 1898) ? Nous pensons que, là encore, il faut s'en rapporter à la loi du 30 juin 1899.

Ce n'est pas que les travaux préparatoires fournissent sur ce point une lumière complète. Dans son rapport à la Chambre, M. Mirman semble bien ne viser que la rente, il ne parle que de l'art 10 de la loi du 9 avril 1898 ; par contre au Sénat, le rapporteur, M. Legludic, a parlé des indemnités, en général, auxquelles a droit la victime d'un accident. Mais si les travaux préparatoires peuvent être douteux, le texte de la loi commande de ne faire aucune distinction. Aussi bien, si on adoptait l'opinion contraire, serait-on réduit à scinder notre hypothèse et à diviser le texte même de la loi de 1899, car si pour les ouvriers recevant un salaire au moment de

l'accident on peut matériellement, recourant à la loi du 9 avril 1898, leur accorder à titre d'indemnité journalière la moitié du salaire, cela serait impossible pour le non salarié, et pour celui-ci de toute nécessité il faudrait bien appliquer la loi du 30 juin 1899. Or, comme le 3^e paragraphe de cette loi identifie ces deux catégories de travailleurs, cette conséquence de la théorie opposée devient inadmissible et en emporte la condamnation.

L'ouvrier agricole non salarié ou ne recevant pas un salaire fixe aura donc droit à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune, et c'est cette indemnité qui devra lui être servie soit en cas d'incapacité temporaire, soit en cas d'incapacité partielle et permanente jusqu'au jour de la consolidation de la blessure.

77. — La preuve du salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune devra être faite par l'ouvrier demandeur en indemnité. La plupart du temps l'ouvrier trouvera dans l'enquête du juge de paix des éléments importants de décision. Il est du devoir en effet de ce magistrat de faire porter son enquête sur la détermination du salaire de la victime (art. 24 de la loi du 9 avril 1898). Lorsque les renseignements ainsi fournis seront insuffisants, ou lorsqu'ils manqueront complètement, l'ouvrier devra être admis à faire sa preuve par toutes voies de droit et notamment par témoins, la preuve littérale lui étant

en effet impossible au moins moralement (Trib. civ. d'Angers 12 décembre 1899 précité).

§ II

Ouvriers mineurs de seize ans et Apprentis

78. — Si le mineur de seize ans ou l'apprenti reçoivent un salaire fixe, pas de difficulté. Cette hypothèse échappe à la loi du 30 juin 1899, et est régie par l'article 8 de la loi du 9 avril 1898. Le salaire qui servira de base à l'indemnité à leur allouer ne pourra donc être inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise. Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

79. — Mais quid lorsque l'ouvrier mineur de seize ans ou l'apprenti, non salariés ou ne recevant pas un salaire fixe, seront victimes d'un accident ? Devra-t-on appliquer l'article 8 de la loi du 9 avril 1898 concernant les ouvriers non adultes et tabler sur le salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise, ou bien le paragraphe 3 de la loi de 1899 disposant que l'on doit prendre comme base le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune ?

Certes, lors de la discussion de la loi au sujet du paragraphe 3, il semble bien que l'on ait pensé avant tout aux travailleurs adultes complaisants dont nous avons parlé plus haut. Mais les termes

de la loi larges et compréhensifs qui parlent de la « victime non salariée » ou qui n'a pas de salaire fixe nous donnent à penser que pour ce cas encore on devrait appliquer la loi spéciale sur l'agriculture. C'est, en effet, à cette loi que l'on doit avant tout s'attacher en présence d'un accident agricole, et ce n'est que lorsqu'on peut affirmer en toute sûreté qu'une hypothèse déterminée ne rentre pas dans ses prévisions, parce qu'elle échappe à son texte, que l'on doit avoir recours à la loi du 9 avril 1898, et tel n'est pas le cas.

SECTION DEUXIÈME

Droits des représentants de la victime Indemnités qui leur sont accordées

80. — Si la victime d'un accident agricole vient à décéder des suites de cet accident, une pension est servie à ses ayants droit. Cette pension se calcule sur le salaire d'après la base que nous venons d'indiquer. La loi de 1899 n'ayant formulé à ce propos aucune règle spéciale, ce sont les principes de la loi de 1898 que l'on doit appliquer pour déterminer quels sont les ayants droit et quel est le quantum de l'indemnité. Nous nous contenterons donc de transcrire à cet égard, les dispositions de la loi de 1898 :

« Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension
« est servie aux personnes ci-après désignées à partir
« du décès, dans les conditions suivantes :

« A. — Une rente viagère égale à vingt pour cent

« du salaire annuel de la victime pour le conjoint
« survivant non divorcé ou séparé de corps, à la
« condition que le mariage ait été contracté antérieu-
« rement à l'accident. En cas de nouveau mariage,
« le conjoint cesse d'avoir droit à la rente men-
« tionnée ci-dessus, il lui sera alloué dans ce cas le
« triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

« B. — Pour les enfants légitimes ou naturels,
« reconnus avant l'accident, orphelins de père ou
« de mère, âgés de moins de seize ans, une rente
« calculée sur le salaire annuel de la victime à raison
« de 15 % de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de
« 25 % s'il y en a deux, de 35 % s'il y en a trois et de
« 40 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.
« Pour les orphelins de père et de mère, la rente est
« portée pour chacun d'eux à 20 % du salaire. L'en-
« semble de ces rentes ne peut, dans le premier cas,
« dépasser 40 % du salaire, ni 60 % dans le second
« cas ». La rente à servir à un enfant est temporaire
et non viagère comme celle du conjoint, elle s'éteint
lorsque les enfants atteignent l'âge de seize ans.

« C. — Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans
« les termes des paragraphes A et B, chacun des
« ascendants et descendants qui étaient à sa charge
« recevra une rente viagère pour les ascendants, et
« payable jusqu'à seize ans pour les descendants.
« Cette rente sera égale à 10 % du salaire annuel de
« la victime, sans que le montant total des rentes
« ainsi allouées puisse dépasser 30 %. Chacune
« des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas

« échéant, réduite proportionnellement. Les rentes
« constituées en vertu de la présente loi sont payables
« par trimestre et à terme échu ; elles sont inces-
« sibles et insaisissables ».

SECTION TROISIÈME

Des Ouvriers étrangers

81. — L'ouvrier étranger est en principe indemnisé de la même manière et aux mêmes conditions que le travailleur national. Cependant, s'il abandonne le territoire français, il reçoit pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui lui avait été allouée. (Art. 3, § 14). Le pensionné français peut résider où bon lui semble en France ou dans un pays quelconque, sans être privé de sa rente. L'abandon du territoire pour l'ouvrier étranger est assimilé, quant aux conséquences, au mariage du conjoint survivant. Les représentants d'un ouvrier étranger ne reçoivent aucune indemnité, si, au moment de l'accident, ils ne résident pas en France. (Art. 3, § 15).

Les ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français reçoivent pour toute indemnité un capital égal à trois fois la valeur de la rente, sans toutefois que ce capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28. Toutefois, ces indemnités pourront être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues pour les étrangers dont les pays d'origine

garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents. (Art. 3, l. 9 avril 1898 modifié l. 31 mars 1905).

82. — Les indemnités ci-dessus sont dues en principe et, en tous les cas, sont les mêmes que l'accident se soit produit par un cas fortuit ou de force majeure, ou par suite d'une faute de l'ouvrier ou du patron. C'est là une conséquence du forfait de la responsabilité patronale. Toutefois, si l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, le tribunal a le droit de diminuer la pension. Inversement, lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans sa direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

La faute inexcusable est plus que la faute légère, c'est même, d'après la jurisprudence dominante, une faute plus que lourde, « *latissima, gravissima* ». Ce n'est pas la faute intentionnelle, mais c'est un fait volontaire et réfléchi, ce n'est pas un simple mouvement plus ou moins instinctif, c'est un acte pensé, et voici ce qui la distingue de la faute intentionnelle : Si un individu commet une faute lourde que la prudence la plus élémentaire, le simple bon sens commandent d'éviter, et qu'il ait voulu l'acte générateur de cette faute, sans toutefois en vouloir les conséquences, il a commis une faute inexcusable. S'il a voulu, non seulement l'acte, mais encore ses conséquences, il a commis une faute intentionnelle.

Aux termes de l'article 20 : « Aucune des indemnités
« déterminées par la loi du 9 avril 1898, ne peut être
« attribuée à la victime, qui a intentionnellement
« provoqué l'accident ». La règle est la même si
l'indemnité est fixée par la loi du 30 juin 1899.

♦

CHAPITRE V

Combinaison des lois du 30 juin 1899 et du 9 avril 1898

83. — La loi du 30 juin 1899 stipule *in fine* :
« En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du
« 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture ». De là s'induit forcément *a contrario* que lorsque l'on se trouve dans les conditions déterminées par la loi du 30 juin 1899 applicable spécialement à l'agriculture, on doit, pour compléter cette loi, recourir à la loi du 9 avril 1898. En d'autres termes, la loi du 30 juin 1899 pose le principe particulier applicable aux exploitations agricoles, elle fixe et délimite ce que dans ces exploitations on doit entendre par le risque professionnel donnant naissance à la responsabilité du patron ; elle indique quelles sont les exploitations assujetties, quels sont les bénéficiaires de l'indemnité, dans quels cas ils sont garantis, quelles sont les personnes responsables ; elle précise l'accident d'où jaillit la responsabilité, la personne qui bénéficie de l'indemnité, la réparation forfaitaire de l'accident, l'individu qui doit la supporter. Ceci fait, ces points divers appliqués à une espèce donnée, il faut, pour déterminer les autres conséquences juridiques de l'accident, avoir recours à la loi du 9 avril 1898. En cas d'application de la loi du 30 juin 1899, la loi du 9 avril 1898 vient la compléter. Ces principes, très simples, qui résultent clairement

des travaux préparatoires, de l'esprit de la loi et de son texte, ne sont pas controversables et n'ont jamais été discutés. Nous avons déjà eu l'occasion, dans le cours de ce travail, de signaler l'application de plusieurs des règles ressortissant de la loi du 9 avril 1898, notamment en ce qui concerne la nature et le quantum des indemnités, leurs ayants droit. Nous n'y reviendrons pas et nous nous contenterons d'indiquer ici très succinctement et pour mémoire les autres règles de la loi du 9 avril 1898.

84. — *Modes d'indemnités.* — En principe, l'indemnité accordée en cas d'incapacité permanente, partielle ou absolue, est une rente. Toutefois, si la pension n'est pas supérieure à 100 francs, il est loisible aux parties de convenir qu'elle sera remplacée par le versement du capital qui la représente. Cette faculté est même accordée, dans tous les cas, au conjoint de la victime de l'accident, lorsqu'il se trouve dans les conditions nécessaires pour prétendre droit à la rente de 20 % qui lui est accordée par l'article 3, c'est-à-dire lorsqu'il n'est ni divorcé, ni séparé de corps, et qu'il était marié antérieurement à l'accident. (Art. 24)

Même dans le cas où la rente dépasse 100 francs, la victime peut demander, après le délai de révision de trois ans fixé par l'article 19, que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente calculée d'après le tarif dressé pour les victimes d'accidents par la caisse des retraites pour la vieillesse lui soit attribué en espèces. La victime peut

aussi demander que le capital ou le capital réduit du quart comme il vient d'être dit, serve à constituer une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise.

Le Tribunal demeurera toujours libre d'accepter ou de rejeter la demande de la victime en conversion partielle de la rente en capital lorsque la rente excédera 400 francs. Le Tribunal devra statuer sur cette demande en chambre du conseil. (Art. 9)

85. -- *Déclaration des accidents et enquêtes.* — Lorsqu'un accident survient, le chef d'entreprise, exploitant du moteur, doit en faire la déclaration au maire de la commune dans laquelle l'accident s'est produit. La loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 27 mars 1902 stipule à cet égard :

Art 11. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer dans la forme réglée par décret, les nom, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat du médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La déclaration d'accident pourra être faite dans les mêmes conditions par la victime ou ses représentants jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident.

Avis de l'accident dans les formes réglées par décret est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'art. 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'art. 41 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

Art. 12. — Dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat et au plus tard dans les deux jours qui suivent la déclaration de l'accident, le maire transmet au juge de paix du canton où l'accident s'est produit la déclaration et soit le certificat médical soit l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat.

Lorsque d'après le certificat médical produit en exécution du paragraphe précédent ou soumis ultérieurement par la victime à la justice de paix la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une

incapacité permanente absolue ou partielle de travail, ou lorsque la victime est décédée, le juge de paix, dans les vingt-quatre heures, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1^o La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;

2^o Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent, le lieu et la date de leur naissance ;

3^o La nature des lésions ;

4^o Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité, le lieu et la date de leur naissance ;

5^o Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes ;

6^o La société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise était assuré ou le syndicat de garantie auquel il était affilié.

Les allocations tarifées par le juge de paix et son greffier en exécution de l'article 29 de la présente loi et de l'article 34 de la loi de finances du 13 avril 1900 seront avancées par le trésor.

Art. 13. — L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37 et 39 du code de procédure civile en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

Le juge de paix doit se présenter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas

suffisant le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il n'y a pas lieu toutefois à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises, et, en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, transmettent au juge de paix pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constaté dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai et, au plus tard, dans le délai de dix jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit par lettre recommandée les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe où elles pourront pendant un délai de cinq jours en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement.

L'article 14 de la loi édicte les pénalités applicables lorsque le chef de l'entreprise manque à faire la déclaration qui lui incombe. Il est passible d'une

amende de un à quinze francs, et en cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de seize à trois cents francs. Le juge peut dans tous les cas faire bénéficier le délinquant des circonstances atténuantes, c'est-à-dire, réduire l'amende à un franc. Ces dispositions ne sont évidemment applicables que si l'accident tombe sous le coup de la loi du 30 juin 1899. Mais la personne responsable agira sagement dès l'instant qu'elle aura quelques doutes sur les conséquences juridiques de l'accident en faisant la déclaration de l'art. 14. Elle se mettra ainsi à couvert et évitera, le cas échéant, les pénalités de l'art. 14. Si le chef d'entreprise est assuré, il s'adressera de préférence pour obtenir le certificat médical au médecin de sa compagnie, il devra aussi, soit avant, soit immédiatement après sa déclaration, aviser l'agent de la compagnie dans la circonscription duquel l'accident s'est produit.

86.— *Compétence — Juridictions — Procédure.*—

Les contestations relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever. L'appel n'est possible que si une question d'incompétence est soulevée, et seulement sur la compétence. Toutefois la loi du 31 mars 1905 a décidé que lorsque les demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques excéderaient 300 fr., le juge de paix n'en

connaîtrait qu'à charge d'appel dans la quinzaine de la décision.

La juridiction compétente pour connaître des litiges touchant les rentes est le Tribunal civil. Mais avant qu'il soit loisible à l'ouvrier d'assigner en paiement de rente se produit devant le Président du Tribunal une tentative de conciliation.

Le Président du Tribunal de l'arrondissement dans lequel s'est produit l'accident et auquel le juge de paix a renvoyé le dossier convoque dans les cinq jours à partir de la transmission du dossier la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise qui peut se faire représenter (art. 16). Il l'est utilement par un agent de la compagnie d'assurances, à laquelle il aura dû avoir soin de faire connaître l'accident. C'est en réalité cette compagnie qui dirige à ses risques et périls toute la procédure et en assume les charges. Le rôle du chef d'entreprise se borne à un rôle d'informateur, d'auxiliaire de la compagnie. S'il y a accord des parties intéressées, le président le constate, sinon l'affaire est renvoyée devant le Tribunal qui juge comme en matière sommaire. Si la cause n'est pas en état, le Tribunal surseoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive. Le Tribunal pourra dans ce cas condamner le chef d'entreprise à servir une pension, et sa décision ne sera exécutoire nonobstant appel. Le Tribunal n'a bien entendu cette faculté que si le principe même de la responsa-

bilité n'est pas discuté. La provision suppose qu'il n'y a plus en jeu qu'une question de quantum.

La jurisprudence après avoir été longtemps extrêmement diverse admet maintenant, à la suite d'arrêts de la Cour de cassation, que le Tribunal compétent pour connaître un litige concernant une rente l'est aussi par voie de connexité pour statuer sur l'indemnité journalière litigieuse qui précède la rente.

Aussi bien, la loi du 31 mars 1905 a-t-elle levé tout doute sur ce point en stipulant dans l'art. 15 :
« Si l'une des parties soutient, avec un certificat
« médical à l'appui que l'incapacité est permanente,
« le juge de paix doit se déclarer incompétent par
« une décision dont il transmet, dans les trois jours,
« expédition au président du Tribunal civil. Il fixe
« en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement,
« l'indemnité journalière ».

La rente n'est due qu'à partir du jour de la consolidation de la blessure, c'est-à-dire du jour où la blessure est sortie de la période aiguë pour prendre sa forme définitive. C'est le jour à partir duquel l'ouvrier commence à gagner le salaire réduit qu'il peut seul gagner désormais. Les jugements rendus par le Tribunal civil en vertu de la loi du 30 juin 1899 sont susceptibles d'appel suivant les règles du droit commun. Toutefois l'appel, sous réserve des dispositions de l'art. 449 C. de proc. civ. (délai de huitaine qui suit le jugement et pendant lequel l'on ne peut porter appel), devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement, s'il est contradictoire ;

s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable. L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification. La Cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Toutes les fois qu'une expertise médicale sera ordonnée soit par le juge de paix, soit par le Tribunal, soit par la Cour d'appel, l'expert ne pourra être le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise est affilié (art. 17 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 27 mars 1902).

87. — *Prescription.* — L'action en indemnité fondée sur la loi du 30 juin 1899, comme celle fondée sur la loi du 9 avril 1898, se prescrit par un an à dater du jour de l'accident. S'il y a une enquête du juge de paix, le délai ne date que du jour de la clôture de l'enquête, et s'il y a eu versement d'une indemnité temporaire, il ne court que du jour de la cessation du payement de cette indemnité.

88. — *Révision.* — La loi a prévu le cas où après la fixation de la rente, la blessure viendrait à changer de caractère : qu'elle n'existe plus, ou qu'elle diminue, ou qu'au contraire elle s'aggrave. Elle a alors institué une action en révision fondée sur la preuve fournie par le demandeur de l'aggravation ou de l'atténuation de l'état de la victime. Cette action est

ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties, ou de la décision définitive, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'art. 21, ou enfin de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière s'il n'y a point eu d'attribution de rente.

Dans tous les cas sont applicables à la révision les conditions de compétence et de procédure fixées par les articles 16, 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898.

L'action en révision peut être également exercée par les ayants droit de la victime, en cas de décès de celle-ci, dans les trois ans qui suivent l'accident. Les ayants droit peuvent alors demander le paiement des rentes fixées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898.

En cas de demande en révision formée par l'ouvrier, si le patron méconnaît le principe de l'aggravation, les principes généraux doivent faire décider que ce dernier ne pourra être condamné à servir une provision. Le paiement de la rente continue seul comme par le passé.

Jusqu'à ces derniers temps, on s'était demandé si l'action en révision était ouverte lorsque l'incapacité qui paraissait tout d'abord ne devoir être que temporaire se transformait en incapacité permanente. La très grande majorité des Cours d'appel admettait la recevabilité de la demande. (V. les nombreux arrêts rapportés, D. 1904, 2, 97 et la note.) La Cour de cassation, au contraire, avait pris parti dans le sens opposé. (Cas. civ. 6 janv. 1904, D. 1904, 1, 73. —

Req. 27 juin, 25 nov. 1904 et 29 mars 1905, D. 05, 4, 225. — Civ. 31 janv. 1905, D. 1905, 4, 45.)

Or, la loi du 31 mars 1905 a disposé à cet égard :
« La demande en révision de l'indemnité fondée sur
« une aggravation ou une atténuation de l'infirmité
« de la victime ou son décès par suite des consé-
« quences de l'accident est ouverte pendant trois
« ans, à compter, *soit de la date à laquelle cesse d'être*
» *due l'indemnité journalière s'il n'y a point eu attri-*
« *bution de rente, soit de l'accord intervenu entre les*
« parties ou de la décision judiciaire passée en force
« de chose jugée... » C'est là incontestablement le
triomphe du système des Cours d'Appel à l'encontre
de celui de la Cour de Cassation. Désormais, comme
le dit avec raison la Chambre civile (Cas. 12 avril 1905,
D. 1905, 4, 229), il n'est plus permis de douter que la
loi autorise la révision aussi bien dans le cas d'une
incapacité d'abord réputée purement temporaire
que dans le cas d'une incapacité réputée dès l'abord
permanente (1).

89. — *Assistance judiciaire.* — Le bénéfice de
l'assistance judiciaire est accordé de plein droit sur

(1) On s'est demandé si au point de vue qui nous occupe, la loi du 31 mars 1905 avait un caractère modificatif ou interprétatif de la législation antérieure. M. Dupuich (note dans Dal. 1905, 4, 225) admet avec raison, ce semble, que ce n'est là qu'une loi interprétative, et voici les conclusions qu'il en tire : La demande tendant à l'attribution d'une rente viagère pour réparation de l'incapacité devenue permanente est, et a toujours été recevable (ancien texte de l'art. 49, l. 9 avril 1898 modifié par le nouveau). Cette recevabilité est limitée à un délai de trois ans (ancien texte non modifié). Le point de départ de ce délai triennal était, jusqu'à la loi du 31 mars 1905, le jour de l'accord ou du jugement définitif attribuant à l'incapacité un caractère purement temporaire ; depuis cette loi, c'est le jour où l'indemnité temporaire a cessé d'être due, c'est-à-dire, d'après une jurisprudence constante, du jour de la consolidation de la blessure.

le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident, ou à ses ayants droit.

A cet effet, le président du Tribunal adresse au procureur de la République dans les trois jours de la comparution des parties prévue par l'art. 16, un extrait de son procès-verbal ; il y joint les pièces de l'affaire.

Le président invite le bâtonnier de l'Ordre des avocats, le président de la Chambre des avoués et le syndic des huissiers, à désigner l'avocat, l'avoué et l'huissier qui prêteront leur ministère à l'assisté. S'il n'existe pas de bâtonnier ou s'il n'y a pas de Chambre de discipline des avoués, la désignation est faite par le président du Tribunal. (Art. 22, loi du 9 avril 1898.)

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend également de plein droit aux instances devant le juge de paix, mais il n'est pas accordé de plein droit, pour ester sur l'appel, il ne l'est que pour l'acte d'appel. Le premier président de la Cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet désignera un avoué près la Cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel et commettra un huissier pour le signifier. Mais si la victime de l'accident se pourvoit devant le bureau de l'assistance judiciaire pour en obtenir le bénéfice en vue de toute la procédure d'appel, elle sera dispensée de fournir les pièces justificatives de son indigence. Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation

incidente à l'exécution des décisions judiciaires, mais l'assisté devra faire déterminer par le bureau de l'assistance judiciaire de son domicile la nature des actes et procédure d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera. (Art. 22.)

90. — *Caractère d'ordre public de la loi du 30 juin 1899.* — Comme la loi du 9 avril 1898, la loi du 30 juin 1899 a un caractère d'ordre public. Le but du législateur en édictant ces lois n'a pas été de régler les intérêts particuliers se trouvant en antagonisme. Il a eu un but plus élevé, il a voulu porter l'apaisement dans les milieux ouvriers et éviter toute discussion entre employeurs et employés. Il aurait manqué son but, s'il avait permis au patron ou à l'ouvrier de déroger par des conventions particulières aux dispositions qu'il édictait et la loi aurait pu demeurer lettre morte. Le patron aurait pu au moment de l'embauche arracher à l'ouvrier une renonciation formelle de se prévaloir des lois du 9 avril 1898 et 30 juin 1899. L'accident survenu, des difficultés auraient surgi par suite des essais d'entente amiable qui auraient pu se produire. Le patron aurait pu aussi, s'il avait contracté une assurance, essayer de faire supporter tout ou partie des primes par l'ouvrier. Le législateur a sagement coupé court à tout cela en formulant la règle de l'art. 30 de la loi du 9 avril 1898.

Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

Cette nullité peut être poursuivie par toute personne intéressée. Toutefois, dans ce cas, l'assistance

judiciaire, n'est accordée que dans les conditions du droit commun. La décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau, du jour où elle devient définitive, les délais impartis, soit pour la prescription, soit pour la révision.

Soucieuse d'éviter les abus qui s'étaient trop souvent produits de la part de gens d'affaires véreux, la loi du 31 mars 1905 a notamment ajouté à l'art. 30 les dispositions suivantes :

Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées pour rémunérations de leurs services envers les intermédiaires qui se chargent moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit, le bénéfice des instances ou des accords prévus aux articles 15, 16, 17 et 19.

Est passible d'une amende de 16 à 300 francs et en cas de récidive dans l'année de la condamnation d'une amende de 500 à 2,000 francs sous réserve de l'application de l'article 463 du code pénal : 1^o Tout intermédiaire convaincu d'avoir offert des services spécifiés à l'alinéa précédent. 2^o Tout chef d'entreprise ayant opéré sur le salaire de ses ouvriers ou employés des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi. 3^o Toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin. 4^o Tout médecin ayant, dans des certificats délivrés

pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

La loi ne connaît qu'une transaction valable lorsqu'il s'agit de l'application de la loi du 30 juin 1899 ; c'est celle qui a lieu devant le président du Tribunal en cas d'accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, partielle ou absolue. Le législateur a pensé que la présence de ce magistrat était un sûr garant de la moralité de la transaction (1).

Lorsqu'une fois l'indemnité est fixée par le Tribunal ou par voie de conciliation devant le président, les parties peuvent décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

91. — *Affichage de la loi du 30 juin 1899.* — L'art. 31 de la loi du 9 avril 1898 stipule :

Les chefs d'entreprise sont tenus, sous une peine d'amende (1 à 15 fr.) de faire afficher dans chaque atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de 16 à 100 francs.

Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

Le deuxième paragraphe de la loi du 30 juin 1899

(1) De même les parties ne pourraient, valablement, passer une convention aux termes de laquelle l'ouvrier reconnaîtrait que l'accident qui lui est survenu ne rentre pas dans les termes de la loi du 30 juin 1899, et renoncerait à se prévaloir du bénéfice de cette loi. L'ouvrier serait toujours à temps de revenir sur un acte pareil.

décidant que la loi du 9 avril 1898 sera applicable à l'agriculture lorsque l'on rentrera dans ses prévisions, il n'est pas douteux que l'art. 34 soit applicable à l'exploitant du moteur. Il faut d'ailleurs entendre évidemment ici « ateliers » dans son sens large, c'est-à-dire de lieu de travail. Les travaux préparatoires et l'esprit de la loi qui a voulu que les ouvriers fussent toujours instruits de leurs droits ne peuvent laisser aucun doute à cet égard. L'exploitant devra donc afficher les lois du 30 juin 1899 et du 9 avril 1898 dans tout endroit où travaillera ce moteur ou la machine elle-même, lorsque, par exemple, il battra dans un champ.

L'art. 34 étant muet sur les circonstances atténuantes, il suit que l'art. 463 du C. pénal ne sera pas applicable.

92. — *Dispositions générales.* — Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la loi sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement. (Art. 28, loi du 9 avril 1898.)

CHAPITRE VI

Garanties des indemnités

93. — Proclamer le risque professionnel, la mise à la charge de l'exploitant de la réparation des accidents du travail survenus aux ouvriers, était loin d'être suffisant ; il importait de garantir l'ouvrier contre les chances d'insolvabilité de son débiteur. Le législateur a institué à ce point de vue un système de garanties assez complet qui s'applique également à la loi du 9 avril 1898 et à celle du 30 juin 1899. Conformément à notre programme, nous parlerons surtout de ce qui est spécial à l'agriculture

On peut diviser en deux catégories principales les différentes garanties qui militent au profit de l'ouvrier : Garanties des allocations temporaires et des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires, d'une part ; et garantie du service des rentes, d'autre part.

SECTION PREMIÈRE

Garanties de l'indemnité journalière des frais médicaux et pharmaceutiques et des frais funéraires

94. — Aux termes de l'article 23, paragraphe 1^{er}, de la loi du 9 avril 1898 applicable également aux accidents survenus dans l'agriculture, la créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droits relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funé-

raires, ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil, et y sera inscrite sous le n^o 6.

Le privilège de l'article 2101 du Code civil est un privilège général sur les meubles et sur les immeubles du débiteur. Le privilège ainsi organisé par l'article 23 vient après : les frais de justice, les frais funéraires, les frais quelconques de la dernière maladie, les salaires des gens de service, les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille.

Les frais médicaux et pharmaceutiques jouissent de la même garantie, qu'ils aient été faits à la suite d'un accident occasionnant une simple incapacité temporaire de travail ou à la suite d'un accident engendrant une incapacité permanente partielle ou absolue ; la loi ne fait à cet égard aucune distinction. Mais nous pensons que le privilège conféré par l'article 23 ne s'étend pas à l'indemnité journalière due jusqu'au jour de la consolidation de la blessure à l'ouvrier victime d'un accident ayant engendré une incapacité permanente partielle. Les termes de la loi sont clairs et précis : ils ne parlent que des indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, ce qui n'est pas notre cas, et l'on peut d'autant moins les étendre que les privilèges sont de droit étroit. Au surplus, le deuxième paragraphe de l'article 23 lève tout doute. Il stipule que le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail, ou accident suivi de mort, est garanti « conformé-

ment aux dispositions des articles suivants ». Le terme « indemnités » employé est aussi large que possible et comprend l'indemnité journalière comme les rentes.

Par suite, l'ouvrier victime d'un accident ayant engendré une incapacité partielle permanente de travail ne jouira pas du privilège général créé par l'article 23 pour le recouvrement de son indemnité journalière.

95. — La personne responsable a deux moyens d'échapper au paiement de l'indemnité journalière, qui peut être parfois relativement élevée et devenir ainsi pour elle une véritable gêne. Elle peut, soit contracter une assurance, et nous étudierons tout à l'heure les conditions et le fonctionnement des assurances, soit recourir au moyen que lui offre l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 qui ne vise, en somme, qu'une espèce d'assurance.

Les chefs d'entreprise, dispose le dit article, peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1^o Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts types approu-

vés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

2° Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quarante-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

La personne responsable, chef d'entreprise, est également déchargée du risque professionnel si elle a créé, en faveur de ses ouvriers, des caisses de secours en conformité du titre 3 de la loi du 29 juin 1894 qui a établi les caisses de secours en faveur des mineurs. L'autorisation est donnée par le ministre du commerce et de l'industrie. (Article 6, loi du 9 avril 1898) (1).

SECTION DEUXIÈME

Garanties du service des rentes

96. — La loi n'a pas créé au profit du bénéficiaire de l'indemnité, pour le recouvrement des rentes fixées

(1) Le privilège de l'article 23 produira, bien entendu, les mêmes effets que les autres privilèges de l'article 2101 du Code civil. Il s'exercera d'abord sur les meubles et seulement en cas d'insuffisance sur les immeubles. (Guil. Priv. et Hyp., t. 2, n° 454 ; Aubry et Raut, t. 3, p. 165, par. 262, texte et note 3 ; Baudry-Lacantinerie et de Loyne, « Du Nantissement », t. 4, p. 489, n° 641). Il sera dispensé d'inscription, tout au moins en ce qui concerne le droit de préférence, mais en ce qui concerne le droit de suite, les commentateurs du Code civil admettent généralement que pour sa conservation le droit de suite exige l'inscription préalable. (Aubry et Rau, t. 3, p. 300, par. 269, texte et note 5 ; Baudry-Lacantinerie, op. cit., t. 4, p. 608, n° 809).

par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898, un privilège semblable à celui qu'elle a établi par l'article 23 pour le recouvrement des indemnités journalières allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail et des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires. Mais l'ouvrier se trouve ici en présence d'un système de garanties autrement efficaces, qui lui assurent un recouvrement certain, alors que le privilège de l'article 23 combiné avec l'article 2104 du Code civil le laisse à la merci de l'insolvabilité de son débiteur.

La première garantie que trouve en face de lui l'ouvrier est une mesure que tout patron soucieux de ses intérêts, tout exploitant de moteur doit prendre : c'est l'assurance.

La seconde est, en cas d'insolvabilité du responsable non assuré, ou de la déconfiture ou de la faillite de la compagnie d'assurance, le recours contre la caisse des retraites.

Nous parlerons successivement des assurances et de la caisse des retraites.

§ I

Assurances

97. — Les risques mis à la charge des exploitants de moteurs, agriculteurs ou non, par la loi du 30 juin 1899, sont importants.

Ils peuvent amener pour beaucoup de petits cultivateurs une gêne considérable et même pour certains une ruine complète, pour tous des embarras financiers.

L'exploitant a un moyen très simple d'échapper aux conséquences pécuniaires de cette responsabilité : c'est l'assurance. Il sera toujours prudent pour l'agriculteur qui emploie un certain nombre d'ouvriers de s'assurer. Les limites de la responsabilité telle qu'elle découle du seul Code civil sont chaque jour reculées par la jurisprudence. Les applications des articles 1382 et suivants deviennent de plus en plus multiples, de plus en plus larges ; *a fortiori* l'agriculteur qui emploie des machines mues par une force inanimée, ou l'exploitant du moteur devra-t-il de toute nécessité contracter une assurance. Il est assez surprenant que chez nos paysans généralement si prudents et si avisés, l'assurance ne soit pas plus développée. Beaucoup ne sont pas assurés contre les conséquences du risque professionnel agricole. Ignorance parfois, pour d'autres incurie, pour le plus grand nombre calcul. Le cultivateur est toujours enclin à penser que les primes d'assurances à payer seraient plus élevées que les risques. Calcul bien faux, erreur considérable contre lesquels on doit lutter et réagir. Je sais bien que les compagnies d'assurances, pour faire face aux réparations des accidents, ont été obligés d'établir des tarifs assez élevés et même de les augmenter dernièrement d'une façon assez sensible, les risques ayant notablement dépassé leurs prévisions, mais que sont encore ces primes en regard des indemnités que l'agriculteur aura presque infailliblement à payer s'il ne s'en exonère par une assurance ? Le service d'une seule

rente pour un seul accident impossible à prévoir, à éviter, peut amener pour lui la ruine complète.

En France, le législateur n'a pas cru devoir imposer comme en Allemagne l'obligation de l'assurance ouvrière. Ce n'est pas à dire que nous ne devions pas arriver prochainement à cette solution. Déjà, dans la première quinzaine du mois de décembre 1901, M. Mirman a déposé une proposition de loi dont l'article 4 impose l'obligation de l'assurance à tout chef d'exploitation. Une pareille contrainte, fruit du socialisme, n'est pas souhaitable. Toute entrave à la liberté est condamnable, à moins qu'elle ne s'impose de toute nécessité, ce qui est d'autant moins notre cas que de grands chefs d'entreprise peuvent trouver avantage à être leur propre assureur, et qu'au point de vue de l'ouvrier, son recours est très fortement et plus que suffisamment garanti par la Caisse des retraites.

98. — Trois combinaisons principales d'assurances s'offrent à la personne responsable :

- 1^o Le Syndicat de garantie ;
- 2^o La Caisse Nationale d'Assurances ;
- 3^o Les compagnies mutuelles et à primes fixes.

a) Syndicats de garantie

99. — L'art. 27 de la loi du 9 avril 1898 a autorisé l'assurance à des syndicats de garantie.

Ces syndicats ont été organisés par le titre deux du deuxième paragraphe du décret du 28 février 1899.

Nous ne parlons ici que pour mémoire de ces

syndicats, car les conditions nécessaires à leur établissement les rendent presque inutilisables dans nos pays agricoles.

Ces syndicats doivent en effet comprendre au moins cinq mille ouvriers assurés et dix chefs d'entreprise dont cinq ayant au moins chacun trois cents ouvriers. (Art. 22 du décret du 28 février 1899.)

Tous les adhérents sont solidairement responsables du paiement des rentes et des indemnités attribuables à la suite d'accident ayant occasionné la mort ou une incapacité permanente. Les syndicats ne s'occupent pas des indemnités journalières. La solidarité prend fin de deux manières : par l'extinction du droit des créanciers, lorsque le syndicat a désintéressé les bénéficiaires d'indemnités, ou en cas de novation par substitution de débiteur quand le syndicat a versé à la caisse des retraites les capitaux des rentes ou pensions restant dues. La caisse prend alors conformément à l'art. 28 § 2 de la loi du 9 avril 1898, les lieu et place du syndicat qui se trouve ainsi délié de toute obligation. Toutefois le versement du capital représentatif n'éteint la solidarité des syndiqués que pour les rentes constituées depuis plus de trois ans, c'est-à-dire non susceptibles de révision. Pour les autres, la caisse des retraites ne consentirait à prendre les lieu et place du syndicat que moyennant le paiement d'une provision suffisante. La liquidation peut être périodique. Les statuts peuvent porter que à des intervalles déterminés, les capitaux représentatifs seront versés à la

caisse des retraites, ce qui aura pour effet d'acquitter les engagements solidaires des syndiqués.

A la différence des sociétés d'assurances, qui sont seulement soumises à la surveillance de l'Etat et à l'obligation de se conformer aux règles générales tracées par le règlement d'administration publique, les syndicats de garantie sont assujettis à l'investiture préalable, en ce sens qu'ils n'ont pas d'existence légale tant que leurs statuts n'ont pas été approuvés par le gouvernement. L'approbation est donnée par décret rendu en Conseil d'Etat, sur le rapport du ministre du commerce après avis du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Le décret portant approbation des statuts règle :

- 1^o Le fonctionnement de la surveillance et du contrôle dans des conditions analogues à celles que détermine le chapitre deux du titre premier du décret du 28 février 1899, pour les sociétés d'assurances.
- 2^o Les conditions dans lesquelles l'approbation peut être révoquée et les mesures à prendre en ce cas, pour le versement des capitaux constitutifs des pensions et indemnités en cours. (Art. 24.) Les contributions pour frais de surveillance sont fixées d'après le montant du cautionnement auquel serait astreinte une société d'assurances pour le même chiffre de salaires assurés. (Art. 25.)

On s'est demandé s'il y avait intérêt à favoriser pour l'agriculture les syndicats de garantie et dans ce but modifier en un sens favorable les conditions de leur création édictées par l'article 22 du décret du

20 février 1899. On fait valoir en ce sens plusieurs raisons : diminution des accidents, par suite de ce fait que l'agriculteur étant en partie son propre assureur, redoublera de zèle et de prudence pour les éviter, mais cet avantage se retrouve aussi dans les sociétés d'assurances mutuelles ; surveillance plus facile des simulateurs ; diminution des procès par la création de tribunaux arbitraux. Ces avantages sont assez aléatoires ; notamment pour ce qui est le dernier, les ouvriers prennent de nos jours une telle habitude de repousser les sentences arbitrales qui leur sont défavorables après les avoir d'avance acceptées que l'arbitrage n'apparaîtra bientôt que comme une institution d'un autre âge ou régnait une confiance réciproque, comme un leurre pour les gens de bonne foi, une arme pour ceux qui en sont dépourvus. Les syndicats de garantie présentent à côté de cela des dangers réels qui, sans doute, suffiraient souvent à en écarter beaucoup d'agriculteurs. La responsabilité solidaire est une épée de Damoclès que n'aimera pas à avoir suspendue sur sa tête le cultivateur qui a voulu précisément assurer sa tranquillité et s'exonérer des conséquences du risque professionnel agricole.

b/ Caisse nationale d'assurances

100. — La Caisse nationale d'assurances a été créée par la loi du 11 juillet 1868. Elle avait pour objet, d'après cette loi, de constituer des pensions viagères aux personnes assurées, qui, dans l'exécution de travaux agricoles ou industriels, seraient

atteints de blessures entraînant une incapacité permanente de travail, et de donner des indemnités aux veuves et aux enfants mineurs, et à leur défaut, au père ou à la mère sexagénaires des assurés qui auraient péri par suite d'accident survenu dans l'exécution des dits travaux.

Ainsi constituée, la caisse nationale d'assurances dormait d'un paisible sommeil officiel, lorsque le 24 mai 1899, une loi voulut secouer cette torpeur. Cette loi a autorisé la caisse d'assurances à étendre ses opérations aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente. La caisse a également étendu ses opérations aux risques prévus par la loi du 30 juin 1899. Elle garantit le paiement des pensions dans les conditions fixées par l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898. Elle garantit en outre à la demande du souscripteur, le payement des frais funéraires, des indemnités journalières et des frais médicaux et pharmaceutiques dus jusqu'à la constitution de la rente, mais la caisse n'assure dans aucun cas le risque des accidents entraînant une incapacité temporaire de travail. Lors de la discussion de la loi MM. Aimond et Ferrand proposèrent d'étendre l'assurance à cette catégorie de risques qui est la plus nombreuse. Mais M. Guieysse répondit que cela était impossible, alléguant qu'il faudrait que l'Etat organisât une surveillance analogue à celle des

sociétés de secours mutuels, pour suivre les blessés dans la marche de leur guérison. Quoiqu'il en soit de la valeur de cette raison, il y a là incontestablement une lacune grave qui explique sans doute en partie le peu de succès qu'a remporté la Caisse nationale d'assurances dans son rôle nouveau.

101. — Dans les exploitations forestières et agricoles avec emploi de moteurs, la prime concernant uniquement la constitution des rentes est de 6 fr. 10 pour cent des salaires ; la prime concernant la constitution des rentes, les frais funéraires, les indemnités journalières et les frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à la constitution de la rente, est de 6 fr. 48.

L'assurance est contractée pour un an à partir du lendemain du jour où le contrat a été souscrit.

La caisse a reconnu la nécessité d'adapter ses polices à certains travaux agricoles qui ne durent généralement que pendant une période déterminée, tel le battage. A cet effet elle a institué des « polices flottantes ».

Pour le souscripteur qui peut ne pas avoir à faire travailler la machine pendant tous les jours de l'assurance, la faculté lui est laissée de ne rendre le contrat annuel effectif que pour les jours de travail réel ; il peut donc à son gré interrompre le travail et rendre son contrat effectif pour un jour, deux jours, trois jours, un mois, etc..., pourvu toutefois qu'il avise à l'avance la Caisse nationale d'assurances. A cet effet un carnet à souche lui est remis au moment de la souscription du contrat. Dès qu'il entend faire

entrer son assurance en vigueur, il lui suffit de détacher de ce carnet un bulletin sur lequel il mentionne le nombre de jours pendant lesquels il entend être assuré effectivement. Les journées assurées peuvent être consécutives ou non; mais dans ce dernier cas, le souscripteur doit avoir le soin de mentionner par leur quantième les journées de travail exclues de la période assurée.

EXEMPLE. — Mois d'août 1905. — Le souscripteur veut rendre son assurance effective pendant tous les jours du mois d'août en excluant les dimanches ainsi que le quinze et le trente du mois. Son bulletin devra indiquer qu'il entend être assuré du premier au trente août inclusivement, à l'exception des 6, 13, 15, 20, 27 et 30.

Les bulletins sont remis par le souscripteur à l'un quelconque des comptables préposés à la Caisse nationale la veille au plus tard de chacune des périodes pendant lesquelles le souscripteur compte mettre sa machine en action et entend être assuré contre les risques du travail. Il verse en même temps à la caisse du comptable la prime correspondante au nombre de jours déclarés. En principe, toute prime payée reste acquise à la Caisse nationale d'assurances sans répétition possible fondée sur ce que le travail n'aurait pas eu lieu le jour ou l'un des jours fixés par le souscripteur. Cependant, si pour une cause de force majeure, l'exploitant se trouvait forcé d'interrompre une période de travail commencée, il pourrait en faire la déclaration par lettre recommandée

au directeur général de la caisse des dépôts. L'effet de l'assurance cesserait alors à partir du lendemain du jour indiqué par le timbre de la poste, au départ, et les primes seraient remboursées à l'exploitant pour le temps restant à courir sur la période.

La prime des polices flottantes est de deux francs par jour et par machine employée ; moyennant le paiement de cette prime l'exploitant du moteur est garanti contre tous les accidents dont la responsabilité lui incombe aux termes de la loi du 30 juin 1899.

102. — Tout exploitant qui veut contracter une assurance peut s'adresser : A Paris, à la Caisse des Dépôts et Consignations, 56, rue de Lille ; chez le receveur central de la Seine ; chez les receveurs-percepteurs des contributions directes, ou les receveurs des postes ; dans les départements, chez les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers des finances, les percepteurs des contributions directes et les receveurs des postes. L'impétrant remplit le questionnaire qui lui est remis, mais la Caisse nationale et lui-même ne sont engagés que par la signature de la police définitive.

103. — Il faut louer la Caisse des essais pratiques qu'elle a tentés pour attirer à elle la clientèle ; mais par contre on est obligé de reconnaître que le résultat n'a pas répondu à l'effort. Nous en avons signalé une cause : la non-assurance des indemnités journalières et des frais médicaux et pharmaceutiques en cas d'incapacité temporaire. On peut en indiquer deux autres : les polices de la Caisse nationale ont une

durée trop courte (un an). Quand on a un assuré, il faut le garder, et cela est particulièrement difficile avec la concurrence effrénée à laquelle se livrent les multiples compagnies d'assurances; or, une durée aussi courte n'est pas faite pour s'attacher l'assuré qui chaque année sera en butte à des sollicitations nombreuses et pressantes. Puis la Caisse n'assure pas contre la faute inexcusable. Enfin il y a peut-être une autre cause, commune aux diverses institutions dans lesquelles l'Etat veut concurrencer l'initiative privée avec souvent l'arrière-pensée de la supprimer plus tard. C'est son inhabileté dans les entreprises qui exigent avant tout une activité et une liberté d'allures peu compatibles avec le défaut de responsabilité et les entraves du fonctionnarisme.

c/ Assurances diverses

104. — Antérieurement même à la loi du 30 juin 1899, les agriculteurs encouraient facilement un assez grand nombre de responsabilités. Notamment l'article 1384 édictant la responsabilité de plein droit du patron pour la faute de son préposé ou la chose que l'on a sous sa garde et l'article 1385 formulant une présomption de faute à la charge de celui qui se sert d'un animal, lorsque celui-ci cause un accident, pesaient lourdement sur les agriculteurs, lesquels ont souvent un personnel assez nombreux, et disposent d'animaux et de choses inanimées en assez grande quantité. De plus, les agriculteurs composent la majeure partie de la population laborieuse de

France (environ 8,500,000 sur 48,400,000). Aussi n'est-il pas étonnant que depuis leur origine les diverses sociétés d'assurances aient cherché à les faire entrer dans leur clientèle. Généralement, la prime, variable d'ailleurs suivant l'étendue pécuniaire du risque garanti, était calculée par hectare exploité. Elle était le plus ordinairement personnelle, en ce sens qu'elle variait suivant les réponses fournies par le postulant à un questionnaire très complet que lui adressait la compagnie sur les différentes particularités de son exploitation.

Depuis la loi du 30 juin 1899, les compagnies continuent à assurer, dans les mêmes conditions, la responsabilité civile du droit commun, mais la plupart assurent en plus le risque professionnel agricole dans les termes où il a été défini par la loi. Rares sont les compagnies qui ont cherché à assurer seulement le risque professionnel agricole. Elles n'ont pas tardé à s'apercevoir des inconvénients de ce système. La ligne de démarcation entre l'application ou la non application de la loi du 30 juin 1899 est souvent extrêmement délicate. Il arrivait donc souvent qu'après un accident survenu dans son exploitation, l'agriculteur considérant qu'il tombait sous le coup de la loi, en même temps qu'il en prévenait la compagnie, donnait de lui-même au blessé les premiers subsides les plus nécessaires ou lui promettait dans tous les cas l'indemnité pécuniaire que ne manquerait pas de lui verser la compagnie. A sa grande surprise, et au grand désappointement de l'ouvrier,

la compagnie répondait par une fin de non recevoir, alléguant que l'accident litigieux ne tombait pas sous le coup de la loi du 30 juin 1899, et que par conséquent elle ne l'avait pas garanti. Le patron qui ne voulait pas en avoir le dernier mot se laissait entraîner jusqu'à plaider ; il gagnait quelquefois son procès, le plus souvent il le perdait, mais dans les deux cas, il s'ensuivait entre assureur et assuré, mécontents l'un de l'autre, des froissements, des tiraillements qui amenaient une rupture. Aussi les quelques compagnies qui pratiquaient l'assurance agricole ainsi restreinte ont-elles renoncé à ce mode de procéder.

105. — La compagnie qui assure prend d'abord ses renseignements sur le risque à courir : elle envoie à cet effet un questionnaire complet au postulant, et elle base ses primes suivant que l'assuré tombe ou non sous le coup de la loi du 30 juin 1899. Ce n'est qu'ensuite qu'elle remet à l'assuré la police définitive établie sur les bases fournies par l'impétrant. Cette police forme le contrat entre l'assureur et l'assuré. La compagnie garantit ainsi, sans autre difficulté, les deux risques : risque du droit commun et risque professionnel agricole.

Il a été jugé que les agriculteurs ne sauraient se prévaloir pour rompre leur contrat d'assurance passé avant la loi du 30 juin 1899 des termes de la loi du 29 juin 1899, qui permet à l'assureur ou à l'assuré, de rompre les polices d'assurances visant les accidents concernant les industries prévues à l'article 1^{er}

de la loi du 9 avril 1898, la loi du 9 avril 1898 étant inapplicable à l'agriculture (Trib. de la Seine, 6 mai 1901, D. 1902, 1, 244). Les agriculteurs anciennement assurés, qui emploient des moteurs inanimés, feront donc bien de souscrire une police spéciale ou un avenant à la police primitive, pour se garantir des accidents produits par ces moteurs.

On divise les compagnies d'assurances en deux groupes : les sociétés d'assurances mutuelles et les sociétés d'assurances à primes fixes.

1. — ASSURANCES MUTUELLES CONTRE LES ACCIDENTS AGRICOLES

106. — Une mutualité d'assurance est une association formée entre personnes voulant se garantir les unes les autres d'un risque de même nature, au moyen d'une contribution proportionnée pour chacune d'elle à l'importance de son intérêt. Les membres de cette association sont en même temps assureurs et assurés. Comme assureurs, ils sont tenus de contribuer au paiement des sinistres dont leurs co-sociétaires sont victimes ; comme assurés, ils sont garantis contre les conséquences pécuniaires des accidents, mais seulement jusqu'à concurrence des ressources de la société.

En effet, l'obligation des membres des sociétés mutuelles n'est pas illimitée. Aux termes de l'article 29 du décret du 22 janvier 1868, les tarifs annexés aux statuts doivent fixer par degrés de risques le maximum de la contribution annuelle dont chaque sociétaire est passible pour le paiement des sinistres.

L'article 37 de la *Caisse-Syndicat d'Assurances Mutuelles des Agriculteurs de France (Ancienne Solidarité Orléanaise)* porte ce maximum au double de la prime fixée par chaque police pour l'assurance de tous les risques du sociétaire, et au triple de la prime partielle déterminée chaque année par le ministre du commerce pour sa profession, en exécution de l'article 6, § 3, du décret du 28 février 1899. Par exemple, la prime d'un sociétaire étant de quarante francs pour quinze jours de battage mécanique par an, le maximum de contribution auquel il pourra être astreint sera de quatre-vingts francs. Il résulte de la définition que nous avons donnée de la mutualité d'assurance que celle-ci ne peut étendre les risques qu'elle assure. Aussi est-ce avec raison que la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation a décidé le 14 avril 1902 (D. 1902, 1, 244) : « Qu'une
« société formée entre cultivateurs pour l'assurance
« mutuelle contre les responsabilités d'accidents
« du travail qui leur incomberait, d'après le droit
« commun, ne peut en assumant vis-à-vis d'une par-
« tie de ses adhérents, la garantie des risques
« attachés, d'après la loi du 30 juin 1899, à l'emploi
« des machines actionnées par des moteurs inani-
« més, confondre ces opérations nouvelles avec les
« anciennes et, par suite, en faire supporter les
« hasards par ceux des souscripteurs qui n'enten-
« draient pas y prendre part. Il y a là sur la nature
« des risques garantis et sur l'objet même de la
« société, une modification des statuts qui, si elle a

« été résolue par le conseil général de la société,
« autorise, en vertu de l'article 26 du décret du
« 22 janvier 1868, tout adhérent à résilier son
« engagement ».

107. — *Organisation.* — La loi du 4 juillet 1900 a facilité considérablement la création des sociétés d'assurances mutuelles agricoles. L'article unique de cette loi est ainsi conçu : « Les sociétés ou caisses
« d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées
« et administrées gratuitement, qui n'ont en vue et
« qui en fait ne réalisent aucun bénéfice, sont affranchies des formalités prescrites par la loi du
« 24 juillet 1867 et le décret du 28 janvier 1868 relatif
« aux sociétés d'assurances. Elles pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi
« du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels. » (L'autorisation du Gouvernement n'est pas nécessaire. Il suffit du dépôt à la mairie du siège social des statuts et des noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction).

Les sociétés ou caisses d'assurances mutuelles agricoles ainsi créées sont exemptes de tous droits de timbre ou d'enregistrement autres que le droit de timbre de 10 centimes prévu par l'article 18, § 1^{er} de la loi des 23 et 25 août 1871.

Conformément aux prescriptions de l'article 29 du décret du 22 janvier 1858, les sociétés d'assurances mutuelles doivent former un fonds de garantie au moyen du maximum de la contribution annuelle dont

chaque sociétaire est passible pour le paiement des sinistres et un fonds de prévoyance composé de la portion de contribution sociale que les statuts peuvent décider de faire payer d'avance par chaque sociétaire. Ce fonds de garantie permet de prévenir des retards dans le paiement des sinistres et de faire face aux frais d'administration et au cautionnement prévu par la loi.

Le cautionnement qui d'après l'arrêté du ministre de commerce du 29 mars 1899 ne pouvait être inférieur à quatre cent mille francs, ni supérieur à deux millions, a été singulièrement diminué presque immédiatement par l'arrêté du 5 mai 1899 pour les sociétés mutuelles ou à primes fixes dont les statuts limitent les opérations aux exploitations agricoles, viticoles ou forestières ainsi qu'aux entreprises industrielles y annexées, sous la condition que ces dernières ne soient pas assujetties à la patente et fassent l'objet de polices spéciales. Pour ces sociétés le chiffre du cautionnement a été fixé : 1^o Pour la première année de fonctionnement à 40,000 francs ; 2^o pour les années ultérieures, à une somme correspondant à dix centimes par hectare d'immeubles agricoles et à deux pour cent du total des salaires assurés dans les entreprises annexes, sans que la dite somme puisse toutefois être inférieure à 40,000 francs ni supérieure à 200,000 francs. Ce cautionnement peut être réduit de la moitié dans le cas spécifié par l'article 3 de l'arrêté du 29 mars 1899. Cet article est ainsi conçu :
« Pour les sociétés dont les statuts stipulent que les

« capitaux constitutifs de toutes les rentes ou indemnités prévues par la loi du 9 avril 1898 en cas d'accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente doivent être immédiatement versés à la Caisse nationale des retraites; le cautionnement ne doit représenter que la moitié de la somme spécifiée suivant le cas, soit à l'article 1^{er}, soit à l'article 2 du présent arrêté, le minimum étant alors réduit à 20,000 francs et le maximum à 100,000 francs ».

Enfin les sociétés doivent justifier, dès la seconde année d'exploitation, d'une réserve mathématique ayant pour minimum de valeur le montant des capitaux représentatifs des rentes et indemnités à servir à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente. Toutefois, sont dispensées de cette réserve les sociétés qui ne font pas elles-mêmes le service des rentes pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail et qui opèrent immédiatement à la Caisse nationale des retraites le versement des capitaux représentatifs de ces rentes. La réserve mathématique est réduite proportionnellement si la société verse seulement une partie des capitaux constitutifs des rentes. (Décret du 28 février 1899, art. 9.)

108. — *Tarifs.* — Voici, à titre de document, le tarif de la Caisse syndicale d'assurance mutuelle des agriculteurs de France qui est la plus importante des mutuelles agricoles.

Récemment, quelques-uns de ces tarifs ont subi

un certain relèvement, comme d'ailleurs la plupart des tarifs des compagnies d'assurances. Celles-ci en effet qui se faisaient une guerre de tarifs minimum se sont vite aperçues que dans leur souci d'attirer la clientèle, elles n'arrivaient pas à équilibrer leur budget, et que le montant de leurs charges dépassait de beaucoup celui de leurs ressources.

Nous donnons ci-après le tarif ainsi modifié de la Caisse syndicale des agriculteurs de France.

Tarif de la Caisse Syndicale d'Assurances Mutuelles, 3, rue d'Athènes

Modifications apportées par le Conseil d'administration à l'interprétation des tarifs concernant les terres arables et les prairies ainsi qu'aux minima de cotisation

		GARANTIE	
		Limitée	Illimitée
Exploitations d'une contenance maximum de 30 hectares			
Minimum de cotisation	<i>Terres arables et prairies</i> avec ou sans élevage..... par hectare	0 80	1 »
	{ Assurance de la responsabilité civile seule	20 »	25 »
	{ Assurance de la responsabilité civile et		
	{ assurance du patron.....	32 »	37 »
Exploitations d'une contenance de plus de 30 hectares			
Classe 1 — Terres arables dont 1/4 au moins en jachères. (Il faut entendre par jachères des terres nues qui ne donnent lieu à aucun travail et ne produisent aucune espèce de récolte pendant l'année entière).			
Avec emploi exclusif de bœufs ou de vaches pour la culture et les transports, par hect.		non accepté	0 65
Avec emploi de chevaux..... d°		0 60	0 80
Cl. 2 — Terres arables , culture ordinaire (peu ou pas de jachères).			
Avec emploi exclusif de bœufs ou de vaches, par hectare.....		0 60	0 80
Avec emploi de chevaux..... par hectare		0 80	1 »
Cl. 4 — Prairies naturelles , sans aucune espèce d'élevage, ni emploi de machines pour le fauchage..... par hectare			
(L'emploi de machines donne lieu à la tarification de la classe 5)..... soit par hectare		0 40	0 50
Minimum de cotisation	{ Assurance de la responsabilité civile seule	0 55	0 70
	{ Assurance de la responsabilité civile et		
	{ assurance du patron.....	24 »	30 »
		36 »	42 »

COTISATIONS BASÉES SUR LE SALAIRE

Transports ordinaires tels que bois détaillé, provisions, denrées, matériaux..... 5 % Minimum 2 fr.			
Gros transports tels que bois en grume, vin en demi-muids..... 10 % d° 10 fr.			
Exploitations de carrières..... d° 3 fr.			
Elagages	{ de têtards, c'est-à-dire d'arbres ne dépassant pas 4 mètres de hauteur....	5 %	d° 2 fr.
	{ de grands arbres.....	10 %	d° 3 fr.
	Exploitations d'arbres à haute tige.....	7 %	d° 2 fr.

Battages mécaniques avec moteur inanimé :

Au-dessous de 15 jours par an.	par jour	3 f. 50
Pour 15 jours par an	pour le tout	40 »
— 30 —	—	65 »
— 60 —	—	120 »
— 90 —	—	165 »

Quand les battages des récoltes d'une exploitation seront effectués au moyen d'un moteur à demeure fixe, il pourra être traité à l'amiable pour le tout.

Compression de fourrage	{ à bras	1 f. 50
	{ avec moteur mécanique . . .	5 »

Fabrique de fécule et amidon —

Fabrique de beurre et de fromage

2 f. 30

Fabrique de cidre

1 50

Distillerie — Laiterie

3 »

Exploitations de futaies ou d'arbres à h ^e tige	{ Sur le salaire des ouvriers occupés à l'abattage ou à l'exploitation des arbres abattus, selon nature et hauteur des arbres et mode d'exploitation (minimum : 1 fr.) de	3 f. à 7 f.
	{ Sur le salaire des hommes occupés aux chargements, déchargements et transports, selon nature du terrain, mode de transport et grosseur des arbres. de	

4 f. 50 à 9 f.

Scierie à vapeur selon la nature du moteur et les scies employées. de

7 f. à 10 f.

Cueillette de fruits	{ dans les vignes, avec échelas, 0 f 10 par pied d'arbre	
	{ ailleurs. à forfait	

FONDS de Prévoyance ou Cotisation

Maximum de la cotisation qui peut être demandée d'avance

Par 100 fr. de salaire

FONDS DE GARANTIE

Maximum de la contribution dont chaque sociétaire peut être passible pour le paiement des sinistres.

Ce maximum est double de la prime totale fixée par chaque police pour l'assurance de tous les risques du sociétaire et triple de la prime partielle déterminée chaque année par le ministre du commerce pour sa profession, en exécution de l'art. 6, § 3, du décret du 28 février 1899 et conformément à l'art. 37 des statuts.

2. — ASSURANCES A PRIMES FIXES

109. — Dans les assurances à primes fixes, l'assureur reçoit de l'assuré une somme fixe annuelle appelée prime, moyennant laquelle il s'engage à le couvrir de tous les risques pour lesquels l'assurance est contractée. Son engagement est à forfait et s'applique à tous les sinistres quels qu'en soient le nombre et la valeur. Quant à l'assuré, il n'est tenu pendant toute la durée de la police, qu'au paiement des primes annuelles qui sont invariables.

La plupart des compagnies d'assurances fixent la durée de la police à 10 ans.

110. — *Tarifs.* — Voici à titre de renseignement les tarifs de quelques grandes compagnies qui s'occupent d'assurances agricoles.

111. — *La Thémis* a établi plusieurs sortes de tarifs pour les accidents agricoles. D'après le tarif A, qui assure les risques du droit commun, la prime est fixée suivant le nombre d'hectares et le chiffre d'indemnité que l'assuré entend garantir. Ces primes doivent être majorées de cinquante pour cent dans les exploitations agricoles où il est fait usage d'outils mécaniques, machines ou locomobiles mues par une force élémentaire appartenant ou fonctionnant sous la direction de l'exploitant.

Un tarif spécial a été établi pour le battage mécanique des grains. Dans la première combinaison, l'assurance est limitée au personnel salarié et spécialement attaché à la conduite et au service de la machine ou de son moteur, tel que chauffeur, méca-

nicien, coupeurs et engreneurs. La prime mensuelle est alors de neuf francs par homme. Dans la deuxième combinaison, l'assurance garantit tout à la fois le personnel salarié de l'exploitant, propriétaire ou locataire du moteur et de la machine, et toutes les personnes des deux sexes qui lui sont fournies par les agriculteurs pour aider aux travaux de battage. La prime mensuelle est alors de 45 fr. par batteuse.

La compagnie garantit dans tous les cas sans aucune exception ni réserve les indemnités, rentes et pensions mises à la charge de l'exploitant par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 et celle du 30 juin 1899.

112. — La *Compagnie Générale contre les Accidents* garantit tous les accidents pouvant survenir dans les travaux agricoles aux personnes ci-après : à l'agriculteur patron et toute sa famille habitant la propriété, aux domestiques quelconques employés sur la propriété, et d'une façon générale à toutes les personnes employées ou habitant la ferme (hommes, femmes, enfants) de 12 à 70 ans.

Les indemnités sont :

1^o En cas de mort, un capital de 1,000 fr. ; 2^o en cas d'infirmité, un capital de 1,000 fr. ; 3^o en cas d'incapacité de 3 à 180 jours, une indemnité journalière de 2 fr. pour les hommes, 1 fr. pour les femmes, 0 fr. 50 pour les enfants.

En outre, la compagnie garantit gratuitement la responsabilité civile du patron, en cas de poursuites judiciaires, jusqu'à 7,000 fr. Sans augmentation de

prime, la compagnie garantit tous les frais médicaux et pharmaceutiques occasionnés par un accident.

La prime est de 0 fr. 80 par hectare, non comptés les bois, étangs, marais, chemins et terres complètement incultivables, avec un minimum de prime de 15 francs.

La *Compagnie Générale* délivre également des polices spéciales garantissant les exploitations agricoles tombant sous l'application de la loi du 30 juin 1899. La prime y afférente est calculée à raison de 1 fr. par jour et par matériel, avec un minimum de 30 fr. de prime pour 30 jours de battage et par matériel.

113. — *La Foncière* garantit les indemnités suivantes :

1^o En cas de mort, de 1,000 à 5,200 fr. ; 2^o en cas d'incapacité permanente du 1^{er} degré, de 1,200 à 3,000 fr. ; du 2^e degré, la 1/2, du 3^e degré, le 1/4 ; 3^o en cas d'incapacité temporaire, 1 fr. 50 ou 2 fr. par jour, avec la responsabilité civile jusqu'à 8,000 fr. dans les deux premiers cas et jusqu'à 10,000 fr. dans les trois autres cas envers les salariés, et jusqu'à 5,000 fr. envers les tiers victimes d'accidents causés par les animaux et les attelages, moyennant une prime par hectare de 0 fr. 70 à 1 fr. 30 pour les terres cultivées et de 1 fr. à 1 fr. 90 pour la culture maraîchère et les vignes.

Les primes ne sont dues que sur les terres cultivées et cultivables, y compris les jachères ou chaumes et les prairies naturelles et artificielles. Les bois ne

donnent lieu à aucune perception de primes, lorsque le propriétaire ne les exploite pas lui-même, et qu'il se borne à y couper la provision nécessaire à sa consommation ou à celle de la ferme.

Le minimum de prime pour chacune des combinaisons ci-dessus est de 20 fr. par an. Les primes et le minimum sus-indiqués sont réduits de 20 % lorsque l'incapacité temporaire n'est pas comprise dans l'assurance.

De même, lorsque de la garantie de la compagnie se trouve exclue la responsabilité civile à l'égard des accidents corporels causés aux tiers, la prime à l'hectare est réduite à 0 fr. 15.

S'il est ajouté à l'une des combinaisons ci-dessus la garantie : 1° Des soins médicaux et pharmaceutiques ou des frais d'hôpital ne dépassant pas 2 fr. par jour, il est dû une surprime de 0 fr. 25 par hectare ; 2° l'assurance du chef d'exploitation et des membres non salariés de sa famille, on ajoute une surprime annuelle de 4 fr. par personne.

Enfin, *La Foncière* a une police spéciale aux travaux agricoles prévus par la loi du 30 juin 1899. Les tarifs appliqués à cette assurance varient de 45 à 100 fr. par matériel de battage selon la durée des opérations et les usages de la région.

114. — *La Préservatrice*, qui exploite l'assurance agricole depuis 1873, a vu sa tarification de début se modifier successivement suivant les régions et les cultures, pour en arriver aux taxes suivantes, qui sont le plus généralement appliquées.

Lorsque l'assurance ne porte que sur le risque agricole n'exigeant l'emploi d'aucun moteur inanimé, la prime appliquée est généralement perçue : pour les terres labourables à raison de 1 fr. par hectare, pour les prairies à raison de 0 fr. 60, pour les vignes à raison de 1 fr. 50 par hectare.

Ces tarifications assurent en cas de mort et d'infirmité les indemnités prévues dans la police agricole. Elles comprennent, en outre, pour les accidents d'incapacité temporaire une indemnité égale au demi-salaire quotidien de l'ouvrier blessé, et, en cas de procès, la responsabilité civile du souscripteur est couverte jusqu'à concurrence de 7,000 fr. par victime.

Pour les exploitations agricoles qui possèdent et emploient pour leurs seuls besoins des moteurs inanimés, un avenant permet de couvrir les charges imposées aux propriétaires par les lois des 9 avril 1898 et 30 juin 1899, moyennant une prime distincte de celle que prévoit la police agricole, et qui est généralement fixée à 0 fr. 25 par hectare sur toute la contenance de l'exploitation.

Enfin, les travaux de battage ont motivé l'établissement et l'emploi d'une police spéciale pour la garantie de ces travaux et des charges prévues par la loi du 30 juin 1899. La prime est de 1 fr. 50 par journée de battage effectuée par les machines. Les frais médicaux et pharmaceutiques, bien qu'étant souvent garantis dans la police agricole par le taux des primes ci-dessus, font parfois l'objet d'une majora-

tion de taxe correspondant à environ 0 fr. 20 par hectare.

115. — La compagnie *La Zurich* présente trois combinaisons d'assurances collectives.

(A). — Assurance basée sur la loi du 9 avril 1898 pour les industries visées par cette loi. La Compagnie se substitue au chef d'entreprise pour tout paiement d'indemnités, frais médicaux, pharmaceutiques, funéraires, tels qu'ils sont fixés par la loi.

(B). — Assurance mixte pour les industries qui ne figurent pas dans l'énumération faite à l'article 1^{er} de la loi, qui ne sont pas visées, qui ne le sont que partiellement, ou pour lesquelles il y a doute. Si, en cas d'accident, la loi de 1898 est invoquée, la Compagnie se substitue au chef d'industrie. Si c'est le droit commun, la Compagnie garantit la responsabilité civile du chef d'industrie jusqu'à concurrence de 15,000 francs par victime, et de 100,000 francs par catastrophe. Si ni la loi de 1898, ni la responsabilité civile ne peuvent être invoquées, la Compagnie paie aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit des indemnités basées sur 600 fois le salaire journalier de la victime en cas de mort, 1,200 fois le salaire journalier de la victime en cas d'infirmité permanente, la moitié du salaire journalier en cas d'incapacité temporaire. Elle paie aussi les frais médicaux et pharmaceutiques.

(C). — Assurance d'après le droit commun seulement pour les industries incontestablement non visées par la loi de 1898.

La Zurich a aussi établi des primes spéciales pour assurer les risques agricoles. Ces primes sont établies par hectare. En voici le tableau :

Prime par hectare		Minimum	HOMMES			FEMMES ET ENFANTS			Responsa- bilité civile
Viticul- ture	Agri- culture		Mort	Infirmité	par jour	Mort	Infirmité	par jour	
fr. c.	fr. c.								
2.00	1.50	35	2.000	4.000	2.00	1.000	2.000	1.00	7.000
1.90	1.40	35	1.500	3.000	2.00	750	1.500	1.00	6.000
1.80	1.30	32	1.500	3.000	1.50	750	1.500	0.75	6.000
1.70	1.20	30	1.300	2.500	1.50	600	1.250	0.75	5.000
1.60	1.10	28	1.200	1.800	1.50	600	1.000	0.75	5.000
1.60	1.10	28	1.000	2.000	1.50	500	1.000	0.75	5.000

Pour mort et invalidité seules un tiers en moins.

Lorsque l'on fait usage de machines agricoles pour les besoins exclusifs de l'exploitation, la Compagnie garantit par avenant et moyennant les suppléments de primes indiqués ci-après sur la base de la loi du 30 juin 1899 et de celle du 9 avril 1898, les accidents provenant des dites machines et atteignant le personnel salarié du preneur d'assurance. La « surprime » est de 5 fr. 75 pour 100 des salaires payés au personnel occupé aux dites machines avec les minima suivants :

25 fr. par an pour les exploitations de moins de 100 hectares ;

25 fr. par an pour les exploitations de 100 à 150 hectares ;

45 fr. par an pour les exploitations de 150 à 200 hectares ;

50 fr. par an pour les exploitations de plus de 200 hectares.

Enfin, *La Zurich* offre une combinaison spéciale pour l'assurance des accidents survenus par les machines à battre sur les bases et dans les termes de la loi du 30 juin 1899 et de celle du 9 avril 1898. Les primes sont alors à forfait de :

80 fr. par an et par machine ne fonctionnant que de 30 à 40 jours par année ;

100 fr. par an et par machine ne fonctionnant que de 40 à 70 jours par année ;

125 fr. par an et par machine ne fonctionnant que de 70 à 120 jours par année ;

150 fr. par an et par machine fonctionnant toute l'année.

La Zurich offre ainsi aux agriculteurs un système complet d'assurance qui les garantit très efficacement contre tout accident de quelque nature qu'il soit et quelque cause qu'il provienne.

3. — SURVEILLANCE ET CONTROLE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

416. — Les conditions imposées pour le fonctionnement des sociétés d'assurances contre les accidents, auraient été illusoires si elles n'avaient pas été soumises à une surveillance et à un contrôle sévères de l'Etat.

Les sociétés à primes fixes qui assurent d'autres risques que ceux résultant des accidents du travail pour le cas de mort ou d'incapacité permanente, ou qui assurent concurremment des risques analogues

en pays étrangers, doivent établir une gestion et une comptabilité absolument distinctes pour les opérations se rattachant à ce risque en France. (Art. 40 du décret du 28 février 1899.)

Aux termes de ce décret toutes les sociétés à primes fixes ou mutuelles doivent communiquer immédiatement au ministre du commerce dix exemplaires de tous les règlements, tarifs, polices, prospectus et imprimés distribués ou utilisés par elles.

Les polices doivent : 1^o Reproduire textuellement les articles 3, 9, 49 et 30 de la loi du 9 avril 1898 ; 2^o spécifier qu'aucune cause de déchéance ne pourra être opposée aux ouvriers créanciers ; 3^o stipuler que les contrats se trouveraient résiliés de plein droit dans le cas où la société cesserait de remplir les conditions fixées par la loi et le règlement d'administration publique.

Les sociétés doivent présenter au ministre du commerce aux dates fixées par lui : 1^o Le compte-rendu détaillé annuel de leurs opérations, avec des tableaux financiers et statistiques annexes, dans les conditions déterminées par arrêté ministériel, après avis du comité consultatif. Ce compte-rendu doit être délivré par les sociétés intéressées à toute personne qui en fait la demande moyennant paiement d'une somme qui ne peut excéder un franc ; 2^o l'état des salaires assurés et l'état des rentes et indemnités correspondant aux risques spécifiés à l'art. 1^{er} ainsi que tous autres états ou documents

manuscripts que le ministre juge nécessaires à l'exercice du contrôle.

Elles sont soumises à la surveillance permanente de commissaires contrôleurs, sous l'autorité du ministre du commerce et peuvent être en outre contrôlées par toute personne spécialement déléguée à cet effet par le ministre.

Il est constitué auprès du ministre du commerce un comité consultatif des assurances contre les accidents du travail qui doit être consulté par le ministre sur les questions relatives à l'application des lois de 1898 et 1899.

Chaque année avant le 1^{er} décembre le ministre du commerce arrête, après avis du comité consultatif et publié au *Journal Officiel*, la liste des sociétés mutuelles ou à primes fixes, françaises ou étrangères qui fonctionnent dans les conditions prévues par les art. 26 et 27 de la loi du 9 avril 1898.

4. — COMPÉTENCE

117. — La loi du 2 janvier 1902 est venue couper court aux stipulations draconiennes insérées dans les polices d'assurance la plupart du temps à l'insu même des assurés. Elle est ainsi conçue :

« En matière de contrats d'assurances et de litiges
« auxquels ils donnent lieu, le défendeur sera assigné
« devant la juridiction compétente dans le ressort
« de laquelle se trouvent : 1^o Le domicile de l'assuré
« de quelque espèce d'assurance qu'il s'agisse sauf
« l'application de la disposition qui suit ; 2^o les

« immeubles ou les meubles par nature assurés, s'il
« s'agit d'assurances contre les risques les concer-
« nant et le lieu où s'est produit l'accident, s'il
« s'agit d'assurances contre les accidents de toute
« nature dont sont victimes les personnes ou les
« animaux, le tout lorsque l'instance est relative à
« la fixation et au règlement des indemnités dues. »

Les termes de la loi étant aussi généraux que possible on doit en conclure que même dans le cas où la compagnie d'assurances sera défenderesse, elle pourra être assignée non pas devant le tribunal de son siège social, mais devant le tribunal dans le ressort duquel se trouve le domicile de l'assuré.

Toute convention antérieure à la naissance du litige, contraire à cette loi, sera, sauf l'effet des stipulations contenues dans les polices actuellement en cours, nulle de plein droit.

En matière d'accidents de travail la compagnie d'assurances plaidant sous le nom du patron se trouve par là même amenée à agir devant le Tribunal dans le ressort duquel l'accident s'est produit, puisque aux termes des articles 15 et 16 de la loi de 1898, c'est ce tribunal qui est compétent pour connaître du litige.

d) Caisse des Retraites

118. — Le débiteur de la rente peut être insolvable, la compagnie à laquelle il est assuré peut être en faillite, le syndicat de garantie auquel il est affilié peut tomber en déconfiture.

Il importait que dans ces cas la victime de l'accident pût néanmoins obtenir le paiement de l'indemnité à laquelle elle avait droit. La loi a confié ce rôle d'ultime et très réelle garantie à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Dans ces hypothèses, la Caisse assure aux intéressés le paiement des indemnités fixées soit par la juridiction contentieuse, soit par l'accord intervenu devant le président du tribunal, quand il s'agit d'indemnités dues à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail.

A cette fin, la loi a ordonné la constitution d'un fonds spécial de garantie pour la constitution duquel il est ajouté à la contribution des patentes des industriels tombant sous le coup de la loi du 9 avril 1898, quatre centimes additionnels (1). Cette taxe peut d'ailleurs être majorée ou réduite par la loi annuelle de finances, suivant les besoins du fonds de garantie. L'agriculture n'est pas soumise à l'impôt des patentes ; et bien que le risque professionnel soit applicable aux accidents occasionnés par les machines agricoles à force inanimée, le législateur n'a pas cru devoir frapper les cultivateurs de la taxe spéciale du fonds de garantie. Sans doute l'usage des forces inanimées devient de plus en plus fréquent dans les campagnes, mais il est rare que les machines dépendent de l'exploitation rurale, elles appartiennent généralement à des exploitants qui sont inscrits sur la liste des patentables passibles des centimes

(1) Pour les mines la taxe est de 0,05 par hectare.

additionnels spéciaux. Dans la séance de la Chambre des députés du 28 octobre 1897, M. le Ministre du commerce a déclaré qu'il en était ainsi chez les quatre-vingt-dix ou quatre-vingt-quatorze pour cent des agriculteurs qui utilisent des moteurs inanimés, et il a ajouté qu'on pouvait considérer comme négligeable le nombre de ceux qui, propriétaires et directeurs de machines, ne paient pas patente. Au surplus, a-t-il ajouté, si l'exploitation individuelle de ces machines venait à s'accroître dans des proportions telles que le risque d'insolvabilité couvert par la masse fut de nature à augmenter la charge des patentés, la loi interviendrait. Ces paroles du ministre déterminèrent la Chambre à accepter la rédaction proposée par la commission.

L'instruction du 10 octobre 1899 du ministre du commerce énumère les patentables inscrits par l'administration des contributions directes sur le rôle des centimes additionnels spéciaux du fonds de garantie (1). Parmi les professions se rattachant directement ou indirectement à l'agriculture et figurant sur cette liste nous relevons notamment : les fabriques d'alcool ou eau-de-vie, de fécule de grains, de betteraves, de vins, de marc, de raisin, cidre,

(1) Ce n'est là qu'une énumération toute officieuse, et ce n'est pas parce qu'un industriel figurera sur cette liste que les tribunaux devront par là même décider qu'il tombe sous le coup de la loi du 9 avril 1898, pas plus que son omission ne l'exonérera par le fait même du risque professionnel, cela à supposer même une décision du Conseil de préfecture ou du Conseil d'Etat. Nous avons d'ailleurs vu des exemples de la dualité de décisions des juridictions administratives et judiciaires à cet égard dans le cours de cet ouvrage.

poiré ou autres substances analogues, les bandeliers et brioleurs, les écorcheurs et équarrisseurs d'animaux, les entrepreneurs du déchargement et de l'ensilage des betteraves, tous les marchands de bois excepté ceux sans chantier ni magasin (1), les entrepreneurs de l'abattage et du façonnage de bois sur pied, les bouilleurs ou brûleurs d'eau-de-vie, les charbonniers-cuiseurs, les entrepreneurs de défrichement et de dessèchement, les déchireurs d'écorces par procédé mécanique, les fabricants d'engrais et non les marchands, les fabricants de féculs, les fendeurs de bois, les entrepreneurs de flottage, les fabricants du jus de betterave, les marchands de liège en gros, les exploitants de machines à faucher, à moissonner, etc., les exploitants de machines à labourer mues par la vapeur, les peigneurs de chanvre, de lin ou de laine, les extracteurs ou laveurs de phosphates naturels, les maîtres cureurs de puits, les exploitants de fosses à rouir le lin ou le chanvre, les saleurs d'olives, les scieurs de long, les raffineurs de sucre et de betterave, les tonneliers, treillageurs et vanniers, les entrepreneurs de vidanges, les fabricants de vinaigre.

Outre les centimes additionnels de ces patentables, le fonds spécial de garantie comprend au chapitre des recettes : Les recouvrements effectués sur les débiteurs d'indemnités, les revenus et arrérages et le produit du remboursement des valeurs acquises

(1) Nous avons vu que le Conseil d'Etat en avait tiré cette conséquence que les marchands de bois n'étaient assujettis que pour leurs entrepôts.

en emploi du fonds de garantie, les intérêts du fonds de roulement.

149. — *Recours de la victime contre la caisse nationale des retraites.* — Le titre 1^{er} du décret du 28 février 1899 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, a déterminé les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit sont admis à réclamer le paiement de leurs indemnités. Ces dispositions communes à la loi du 30 juin 1899 n'édicant rien de spécial en ce qui concerne les accidents survenus dans l'agriculture, nous nous contenterons de les indiquer.

Art. 1. — Tout bénéficiaire d'une indemnité liquidée en vertu de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898, à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, qui n'aura pu obtenir le paiement lors de leur exigibilité des sommes qui lui sont dues doit en faire la déclaration au maire de la commune de sa résidence.

Art. 2. — La déclaration est faite soit par le bénéficiaire de l'indemnité ou son représentant légal, soit par un mandataire; elle est exempte de tous frais.

Art. 3. — La déclaration doit indiquer :

1^o Les noms, prénoms, âge, nationalité, état civil, profession, domicile du bénéficiaire de l'indemnité.

2^o Les noms et domicile du chef d'entreprise débiteur ou la désignation et l'indication du siège de

la société d'assurance ou du syndicat de garantie qui aurait dû acquitter la dette à ses lieu et place.

3° La nature de l'indemnité et le montant de la créance réclamée.

4° L'ordonnance ou le jugement en vertu duquel agit le bénéficiaire.

5° Le cas échéant, les noms, prénoms, profession et domicile du représentant légal, du bénéficiaire ou du mandataire.

Art. 4. — La déclaration rédigée par les soins du maire est signée par le déclarant.

Le maire y joint toutes les pièces qui lui sont remises par le réclamant, à l'effet d'établir l'origine de la créance, ses modifications ultérieures et le refus de paiement opposé par le débiteur, chef d'entreprise, société d'assurance ou syndicat de garantie.

Art. 5. — Récépissé de la déclaration et des pièces qui l'accompagnent est remis par le maire au déclarant. La déclaration et les pièces produites à l'appui sont transmises par le maire au directeur général de la caisse des dépôts et consignations dans les vingt-quatre heures.

Art. 6. — Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations adresse dans les quarante-huit heures à partir de sa réception le dossier au juge de paix du domicile du débiteur en l'invitant à convoquer celui-ci d'urgence par lettre recommandée.

Art. 7. — Le débiteur doit comparaître au jour fixé par le juge de paix soit en personne, soit par un

mandataire. Il lui est donné connaissance de la réclamation formulée contre lui.

Procès-verbal est dressé par le juge de paix des déclarations faites par le comparant qui appose sa signature sur le procès-verbal.

Art. 8. — Le comparant qui ne conteste ni la réalité ni le montant de la créance est invité par le juge de paix, soit à s'acquitter par devant lui, soit à expédier au réclamant la somme due au moyen d'un mandat-carte et à communiquer au greffe le récépissé de cet envoi.

Cette communication doit être effectuée au plus tard le deuxième jour qui suit la comparution devant le juge de paix. Le juge de paix statue sur le paiement des frais de convocation. Il constate s'il y a lieu dans son procès-verbal, la libération du débiteur.

Art. 9. — Dans le cas où le comparant, tout en reconnaissant la réalité et le montant de sa dette, déclare ne pas être en état de s'acquitter immédiatement, le juge de paix est autorisé, si les motifs invoqués paraissent légitimes, à lui accorder pour sa libération un délai qui ne peut excéder un mois.

Dans ce cas, en vue du paiement immédiat prévu par l'art. 13 ci-dessous, le procès-verbal dressé par le juge de paix constate la reconnaissance de dette et l'engagement pris par le comparant de se libérer dans le délai qui lui a été accordé au moyen, soit d'un versement entre les mains du caissier de la caisse des dépôts et consignations à Paris ou des préposés de la caisse dans les départements, soit de l'expédi-

tion d'un mandat-carte payable au caissier général à Paris.

Art. 10. — Si le comparant déclare ne pas être débiteur du réclamant ou n'être que partiellement son débiteur, le juge de paix constate dans son procès-verbal le refus total ou partiel de paiement et les motifs qui en ont été donnés.

Il est procédé pour l'acquittement de la somme non contestée suivant les dispositions des art. 8 et 9, tous droits restant réservés pour le surplus.

Art. 11. — Au cas où le débiteur convoqué ne comparait pas au jour fixé, le juge de paix procède dans la huitaine à une enquête à l'effet de rechercher : 1^o si le débiteur convoqué n'a pas changé de domicile ; 2^o s'il a cessé son industrie soit volontairement, soit par cession d'établissement, soit par suite de faillite ou de liquidation judiciaire et dans ce cas quel est le syndic ou le liquidateur, soit par suite du décès et dans l'affirmation par qui sa succession est représentée.

Le procès-verbal dressé par le juge de paix constate la non comparution et les résultats de l'enquête.

Art. 12. — Dans les deux jours qui suivent soit la libération immédiate du débiteur, soit sa comparution devant le juge de paix au cas où il a refusé le paiement ou obtenu un délai, soit la clôture de l'enquête dont il est question en l'article précédent, le juge de paix adresse au directeur général de la caisse des dépôts et consignations le dossier et y joint le procès-verbal par lui dressé.

Art. 13. — Dès la réception du dossier s'il résulte du procès-verbal dressé par le juge de paix que le débiteur n'a pas contesté sa dette, mais ne s'en est pas libéré ou si les motifs invoqués pour refuser le paiement ne paraissent pas légitimes, le directeur général de la caisse des dépôts et consignations remet au réclamant ou lui adresse par mandat-carte la somme à laquelle il a droit, il fait parvenir également au greffier de la justice de paix le montant de ses déboursés et émoluments.

Il est procédé de même si le débiteur ne s'est pas présenté devant le juge de paix et si la réclamation du bénéficiaire de l'indemnité paraît justifiée.

Art. 14. — Dans le cas où les motifs invoqués par le comparant pour refuser le paiement paraissent fondés, ou en cas de non comparution, si la réclamation formulée par le bénéficiaire ne semble pas suffisamment justifiée, le directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations renvoie par l'intermédiaire du maire au réclamant le dossier par lui produit en lui laissant le soin d'agir contre la personne dont il se prétend le créancier, conformément aux règles du droit commun. Le montant des déboursés et émoluments du greffier est, en ce cas, acquitté par les soins du directeur général et imputé sur les fonds de garantie (1).

(1) On s'est demandé si le bénéficiaire d'une indemnité, en cas de non paiement par le patron ou par l'assurance, était obligé de s'adresser à la Caisse des Retraites ; s'il pouvait, malgré ce recours possible, s'adresser au patron ou à la compagnie d'assurance, au besoin par voie d'exécution forcée.

La question n'a guère d'intérêt pratique puisque l'ouvrier trouve dans tous

120. — *Recours de la Caisse des Retraites pour le recouvrement de ses avances et pour l'encaissement des capitaux exigibles.* — Voici quelles sont sur ce point les dispositions du décret du 28 février 1899 :

Art. 15. — Le recours de la Caisse Nationale des Retraites est exercé aux requêtes et diligences du directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations dans les conditions énoncées aux articles suivants.

Art. 16. — Dans les cinq jours qui suivent le paiement fait au bénéficiaire de l'indemnité et au greffier de la justice de paix, conformément aux

les cas beaucoup plus commode et expéditif de s'adresser à la Caisse des Retraites. Quoiqu'il en soit, nous croyons qu'il faut répondre par une distinction. Si le patron n'est pas assuré le bénéficiaire de l'indemnité pourra agir contre lui. C'est lui qui est son véritable et principal débiteur, la loi a organisé au profit de l'ouvrier un recours qui est un supplément de garantie, mais rien n'indique qu'elle a voulu lui enlever son recours normal contre le patron, dans tous les cas cela ne ressort pas de son texte, et il faudrait un texte formel pour admettre qu'un débiteur nouveau a été substitué à un autre vis-à-vis du créancier. La Caisse a plutôt le rôle d'une caution qui ne jouirait pas du bénéfice de discussion et le bénéficiaire doit jouir de l'option. Si la personne responsable est assurée, nous pensons que l'ouvrier aura toujours la faculté de s'adresser à la compagnie d'assurance, mais qu'il ne pourra pas s'adresser à son patron. En raison, cette hypothèse n'est pas différente de la précédente, mais voici pourquoi nous croyons devoir adopter ici une autre solution. Le deuxième paragraphe de l'article 26 de la loi du 9 avril 1898 porte que, en cas d'assurance du chef d'entreprise, la Caisse nationale des Retraites jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise. Si la Caisse, en cas d'assurance du chef d'entreprise n'a plus de recours contre celui-ci, il faut en induire logiquement et juridiquement que l'ouvrier n'en a pas davantage, car si l'ouvrier pouvait exercer ce recours, la caisse qui l'aurait payé devrait également pouvoir l'exercer, elle serait alors en effet subrogée légalement dans ses droits et actions (Art. 1251, parag. 3). Mais précisément la loi indique que cette solution n'est donnée qu'en cas d'assurance du chef d'entreprise, d'où l'on peut induire *a contrario* que si le chef d'entreprise n'est pas assuré, le créancier de la rente pourra agir contre lui.

articles 13 et 14 ou à l'expiration du délai dont il est question à l'article 9 si le remboursement n'a pas été opéré dans ce délai, le directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations informe le débiteur par lettre recommandée du paiement effectué pour son compte.

Cette lettre recommandée fait en même temps connaître que faute par le débiteur d'avoir remboursé dans un délai de quinzaine le montant de la somme payée d'après un des modes prévus au dernier alinéa de l'article 9, le recouvrement sera poursuivi par la voie judiciaire.

Art. 17. — À l'expiration du délai imparti par le deuxième alinéa de l'article 16 ci-dessus, il est délivré par le directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations, à l'encontre du débiteur qui ne s'est pas acquitté, une contrainte pour le recouvrement.

Art. 18. — La contrainte décernée par le directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations est visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du domicile du débiteur. Elle est signifiée par ministère d'huissier.

Art. 19. — L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition formée par le débiteur et contenant assignation donnée au directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations devant le tribunal civil du débiteur.

Art. 20. — L'instance à laquelle donne lieu l'opposition à contrainte est suivie dans les formes et délais

déterminés par l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement.

Art. 21. — Les frais de poursuites et dépens de l'instance auxquels a été condamné le débiteur débouté de son opposition sont recouvrés par le directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations au moyen d'un état de frais taxé sur sa demande et rendu exécutoire par le président du tribunal.

Art. 22. — Lorsque le capital représentatif d'une pension est, conformément aux termes de l'art. 28 de la loi du 9 avril 1898, devenu exigible par suite de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur, le directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations, représentant la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse, demande l'admission au passif pour le montant de sa créance.

Il est procédé, dans ce cas, conformément aux dispositions des articles 491 et suivants du Code de commerce et de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire.

Art. 23. — En cas d'exigibilité du capital par suite d'une des circonstances prévues en l'article 28 de la loi du 9 avril 1898 autre que la faillite ou la liquidation judiciaire du débiteur, le directeur général de la Caisse Nationale des Retraites, par lettre recommandée, met en demeure le débiteur ou ses représentants d'opérer dans les deux mois qui suivront la réception de la lettre, le versement à la Caisse Nationale des Retraites du capital exigible, à moins

qu'il ne soit justifié que les garanties prescrites par le décret du 28 février 1899 portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 28 de la loi ci-dessus visée ont été fournies

Art. 24. — Si, à l'expiration du délai de deux mois, le versement n'a pas été effectué ou si les garanties exigées n'ont pas été fournies, il est procédé au recouvrement dans les mêmes conditions et suivant les formes énoncées aux articles 17 à 21 du présent décret.

Art. 25. — En dehors des délais fixés par les dispositions qui précèdent, le directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations peut accorder aux débiteurs tous délais et toutes facilités de paiement.

Le directeur général peut également transiger.

121. — *Autres attributions de la Caisse Nationale des Retraites.* — L'article 28 de la loi du 9 avril 1898 porte que le « versement du capital représentatif des « pensions allouées ne peut être exigé des débiteurs, « mais ceux qui désireront se libérer en une fois « pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse Nationale des Retraites qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de « la mortalité des victimes d'accidents et de leurs « ayants droit.

« Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, « soit volontairement, soit par décès, liquidation « judiciaire ou faillite, soit par cession d'établisse-

« ment, le capital représentatif des pensions à sa
« charge devient exigible de plein droit et sera versé
« à la Caisse Nationale des Retraites. Ce capital sera
« déterminé au jour de son exigibilité, d'après le
« tarif visé au paragraphe précédent.

« Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants
« droit peuvent être exonérés du versement de ce
« capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à
« déterminer par un règlement d'administration
« publique: »

Un décret du 28 février 1899 a indiqué quelles
devraient être ces garanties :

« Lorsque le chef d'entreprise cesse son industrie
« dans les cas prévus par l'avant-dernier alinéa de
« l'article 28 de la loi du 9 avril 1898, ce chef d'en-
« treprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés
« du versement à la Caisse Nationale des Retraites
« du capital représentatif des pensions à leur
« charge s'ils justifient :

« 1^o Soit du versement du capital à une des sociétés
« visées à l'article 18 du décret du 28 février 1899,
« portant règlement d'administration publique en
« exécution de l'article 27 de la loi ci-dessus visée ;

« 2^o Soit de l'immatriculation d'un titre de rente
« pour l'usufruit au nom des titulaires des pensions,
« le montant de la rente devant être au moins égal à
« celui de la pension ;

« 3^o Soit du dépôt à la Caisse des Dépôts et Con-
« signations avec affectation à la garantie des pen-
« sions, des titres spécifiés au paragraphe 3 de l'ar-

« ticle 8 du décret précité. La valeur de ces titres,
« établie d'après le cours moyen de la Bourse de
« Paris au jour du dépôt, doit correspondre au
« chiffre maximum qu'est susceptible d'atteindre le
« capital constitutif exigible par la Caisse Nationale
« des Retraites. Elle peut être révisée tous les trois
« ans à la valeur actuelle des pensions, d'après le
« cours moyen des titres au jour de révision ;

« 4° Soit de l'affiliation du chef d'entreprise à un
« syndicat de garantie liant solidairement tous ses
« membres et garantissant le paiement des pensions ;

« 5° Soit, en cas de cession d'établissement, de
« l'engagement pris par le cessionnaire, vis-à-vis du
« directeur général de la Caisse des Dépôts et Consi-
« gnations, d'acquitter les pensions dues et de rester
« solidairement responsable avec le chef d'entre-
« prise. »

CHAPITRE SEPTIÈME

Législations étrangères

122. — L'étude des législations étrangères tient une place qui va sans cesse grandissant dans les études juridiques. Il est impossible de n'en point parler quand on examine une loi sur les accidents du travail. Le monde entier se trouve entraîné dans un mouvement social dont il serait puéril de méconnaître la portée. D'une part, les aspirations de l'ouvrier deviennent chaque jour plus nombreuses, ses désirs plus considérables ; d'autre part, il faut le reconnaître, étant donnés les progrès du machinisme moderne, sa situation était jusqu'à ces derniers temps extrêmement précaire. Il y avait à ce point de vue une part très légitime dans les desiderata du monde du travail, ils devaient obtenir satisfaction.

Bien imprévoyant et imprudent serait un pays civilisé qui n'entrerait pas résolument dans la voie de la protection ouvrière et qui n'édicterait pas en ce sens des lois semblables à celles qui ont été promulguées en France. Il y a là non seulement une œuvre de justice, mais aussi une œuvre de protection sociale. De telles concessions basées au surplus sur une stricte équité sont un rempart utile contre un mouvement populaire qui ébranle le monde jusque dans ses fondements et pourrait amener les pires bouleversements si l'on n'y portait remède et si on

ne l'endiguait avant qu'il ne nous submerge. Aussi bien sur le terrain de la protection ouvrière, la France a-t-elle eu des précurseurs, telle l'Allemagne ; elle a eu aussi des imitateurs. Nous examinerons les plus intéressantes de ces législations et en particulier celles de l'Allemagne et de l'Angleterre, types bien marqués de deux pays aux tendances dissemblables qui arrivent au même but : la protection de l'ouvrier, par des moyens bien différents et correspondant au tempérament général des deux peuples.

Nous ne voulons parler ici que des dispositions et des législations étrangères touchant l'agriculture ; mais même à ce point de vue spécial, il est utile de recourir à une classification de ces diverses législations qui nous permettra d'en pénétrer l'esprit d'une façon meilleure et plus rapide.

Or les législations sur l'assistance et la prévoyance ouvrière peuvent se diviser en trois groupes :

1^o Le groupe *germanique* ou de la contrainte administrative. Il comprend les nations dans lesquelles le régime corporatif a fait place presque sans transition à une organisation officielle de l'assistance et de la prévoyance, avec obligation et monopole.

2^o Le groupe *anglo-saxon* ou du libéralisme absolu. Les ouvriers, après s'être détachés peu à peu du joug corporatif, ont pris l'initiative d'unir leurs efforts et sont arrivés par l'association à acquérir une autonomie qui leur permet en matière d'assistance et de prévoyance de se passer du

concours des patrons et de l'intervention de l'Etat. Dans ce groupe on peut ranger l'Angleterre et les Etats-Unis.

3^o Le groupe *français*, qui est intermédiaire entre les deux précédents. Il comprend les nations qui, depuis le commencement du siècle, ont adopté les principes de notre droit civil. Le régime corporatif anéanti entièrement par la Révolution française y a été suivi d'une période assez longue pendant laquelle le principe du droit d'association n'était plus reconnu. L'association n'était admise que sous certaines formes indiquées par des lois spéciales. Les législations de ce groupe ont édicté des mesures propres à garantir les ouvriers des accidents qui leurs surviennent et ont mis les risques à la charge des patrons, mais sans toutefois instituer pour eux l'assurance obligatoire. En dehors de sa fonction d'assureur, du reste facultatif, concurrent sur ce terrain des sociétés privées, l'ingérence de l'Etat se borne, pour le moment du moins, à un contrôle plus ou moins étroit (1).

SECTION PREMIÈRE

Groupe Germanique

a) Allemagne

123. — L'Allemagne est le type de ce groupe. C'est d'ailleurs le premier pays qui ait organisé

(1) En France, ces principes vont sans doute être atteints prochainement par les différentes lois sociales en préparation, notamment sur les retraites ouvrières.

solidement la protection ouvrière, c'est aussi celui où elle est le plus étendue.

L'Allemagne est un des pays où les mœurs industrielles ont conservé les plus fortes empreintes de la féodalité. La proclamation de la liberté du travail qui s'y est produite assez tardivement (elle n'est résultée en Prusse que d'une loi du 11 juin 1869) a eu pour effet, non d'anéantir, comme en France, le régime corporatif, mais seulement de supprimer les privilèges et monopoles qui y étaient attachés. Les corporations ont continué de subsister à l'état d'associations (1). Mais les Allemands ne sont pas faits pour la liberté; n'en ayant ni l'instinct, ni le besoin, ils ne savent pas en user. Sous leur forme nouvelle, les associations d'ouvriers ne tardèrent pas à décliner. Sur leurs ruines s'élevèrent d'immenses syndicats patronaux, groupant les industries similaires en vue de l'étude des questions d'intérêt général. Les choses en étaient là, quand le chancelier de Bismarck, homme d'Etat et administrateur de génie, conçut le projet d'arrêter les menées socialistes qui déjà agitaient l'empire. Il commença par aller au plus pressé en faisant voter en ce sens, le 21 octobre 1878, une loi de répression vigoureuse. Il ne suffit pas de réprimer, il faut prévenir, et pour cela, le chancelier de fer élaborâ un projet gigantesque qui donna lieu à d'intéressants débats et dont il a été depuis maintes

(1) M. Louis Brentano, professeur à la Faculté des sciences de Munich recommanda aux ouvriers, dans de nombreux écrits, les associations anglaises toutefois avec quelques restrictions.

fois question dans les travaux préparatoires des lois des autres pays. Les socialistes voient le salut social dans la prépotence de l'Etat : Bismarck entra dans cette voie vis-à-vis des socialistes allemands, et il leur imposa l'Etat avant qu'ils n'en fussent devenus les maîtres (1).

Les lois votées le 15 juin 1883 et le 6 juin 1884 protégèrent l'ouvrier, consolidèrent l'unité de l'empire, affirmèrent la puissance de l'Etat. De pareilles conceptions convenaient admirablement au tempérament allemand. Annihilation de la liberté individuelle, discipline automatique, réglementation minutieuse et outrancière, obéissance mécanique,

(1) Il serait injuste de ne pas souligner également la part prise par les empereurs allemands dans l'aboutissement de cette question sociale. Dans l'exposé des motifs du décret du 17 novembre 1881, Guillaume I^{er} dit « qu'il est persuadé que le salut contre les dangers qui menacent la société ne consiste pas uniquement à réprimer les excès des socialistes, mais aussi à favoriser positivement le bien des ouvriers ». — A son tour, Guillaume II écrivait le 4 février 1890 au ministre du commerce : « A mon arrivée au pouvoir, j'ai fait connaître ma résolution de développer notre législation dans le même sens que mon grand-père qui s'est toujours occupé de la partie la plus faible du peuple dans un esprit de moralité chrétienne. Cette législation, bien qu'elle ait donné jusqu'ici d'heureux résultats, ne remplit pas cependant la tâche qui m'incombe. Outre le développement de l'assurance des ouvriers, il y a lieu de reviser les règlements en vigueur dans l'industrie pour les ouvriers de fabrique, afin de rendre justice à leurs plaintes et à leurs désirs en tant qu'ils sont fondés. Cet examen doit partir du principe que c'est un principe de l'autorité de régler le temps, la durée du travail, la manière de l'accomplir, de façon à sauvegarder la santé, la moralité, les nécessités économiques des ouvriers ainsi que leur droit à l'égalité devant la loi. Pour maintenir la paix entre les patrons et les ouvriers, il faut avoir en vue les décisions légales qui permettront aux ouvriers de prendre part, au moyen de représentants qui jouiront de leur confiance, à la réglementation de leurs affaires communes et au maintien de leurs intérêts, dans les débats avec les patrons et les organes de mon gouvernement. De cette manière, l'ouvrier pourra librement et paisiblement exprimer ses plaintes et ses désirs, et les autorités auront l'occasion de s'instruire continuellement sur la situation des ouvriers et de se mettre en contact avec eux..... »

tels sont les caractères des législations germaniques où se reflètent l'âme allemande ; législation qui s'harmonise supérieurement avec l'esprit d'un peuple pour lequel l'Etat demeure un dieu intangible et le fonctionnaire le ministre de ce dieu, inviolable comme lui ; législation socialiste parce que ce peuple est socialiste, peut-être à son propre insu. Le joug du caporalisme ne lui pèse pas parce que l'allemand est fait pour obéir comme le français est né pour discuter et pour fronder. La rudesse de la règle convient aux Teutons comme leur rauque langage exprime leurs âpres idées.

Les lois du 15 juin 1883 sur l'assurance contre la maladie, du 6 juin 1884 sur l'assurance contre les accidents du travail, du 22 juin 1889 sur l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse et du 1^{er} juin 1891 (1), après avoir sinon guidé, du moins éclairé les législateurs européens, furent refondues et réformées par la loi du 30 juin 1900. Mais cette dernière a laissé notamment subsister le texte du 5 mai 1886 relatif aux ouvriers de l'agriculture et des exploitations forestières (2), et c'est de cette loi dont nous nous contenterons d'indiquer les dispositions essentielles, en parlant successivement des exploitations assujetties, des bénéficiaires de

(1) Cette dernière votée sur l'initiative personnelle de l'empereur Guillaume II.

(2) La loi du 30 juin 1900 a également laissé subsister les lois des 11 et 13 juillet 1887 réglementant l'assurance des ouvriers occupés aux travaux de construction et des gens de mer.

l'indemnité et des accidents protégés, du recouvrement des indemnités et des juridictions.

124. — *Exploitations assujetties*. — Sont soumis à l'assurance : 1^o Les travaux de l'agriculture et des forêts ; 2^o Le jardinage d'art et de commerce ; 3^o Les entreprises agricoles et forestières qui n'étaient pas assujetties à la loi de 1884.

La loi de 1886 a d'ailleurs laissé à l'Office impérial le soin de soumettre d'autres travaux à la législation nouvelle. C'est ainsi que l'Office a notamment assujetti :

Les battues organisées en vue de la destruction des animaux nuisibles, lorsqu'elles sont effectuées à l'aide du personnel employé à la culture ;

L'extraction de la tourbe et les exploitations de sable lorsqu'elles sont directement rattachées à une exploitation agricole ;

Les entreprises d'élevage étrangères à toute culture du sol, tels que l'établissement où l'on entretient des étalons sans procéder au dressage ;

L'écorçage des arbres et la carbonisation du bois en meules effectuée en pleine forêt (1).

(1) L'office impérial a des fonctions multiples. Non-seulement il est le tribunal supérieur devant lequel sont portées les contestations relatives au travail, mais il a de plus la haute main sur tous les organes administratifs ou financiers des différentes branches d'assurances ; il est le grand moteur de cette énorme et puissante machine à rouages si compliqués. Aucune mesure ne peut être prise sans son approbation. Tout est soumis à son contrôle : associations de secours contre les maladies, mutualités professionnelles d'assurances contre les accidents, établissements régionaux contre l'invalidité et la vieillesse. Si l'on songe que chacune de ces assurances est soumise à des règles spéciales, on est effrayé de la complication qui en résulte dans les services administratifs et dans la comptabilité. Le gouvernement allemand a mis tout récemment à l'étude la simplification de son œuvre. Jusqu'ici il n'en est pas sorti de résultats appréciables : simplifier est une rude besogne qui convient peu à l'âme allemande.

Les jardins domestiques ou d'agrément sont exclus de la loi de 1886 (1).

125. — *Bénéficiaires de l'indemnité et accidents garantis.* — Tous les ouvriers occupés dans les exploitations agricoles et forestières bénéficient des dispositions de la loi du 5 mai 1886. Il en est de même des employés d'exploitation dont le traitement ne dépasse pas 2,000 marks (2,500 fr.). On considère comme employés les personnes qui remplissent les fonctions de régisseurs et celles qui ont un rôle de direction ou de surveillance subalterne, maître-valet, chef bûcheron, etc.

Les entrepreneurs des exploitations agricoles assujetties ont le droit d'assurer les personnes occupées dans leurs exploitations et qui ne sont pas soumises à l'obligation de l'assurance. Par suite du principe que nous verrons tout à l'heure que ce n'est pas le patron qui est responsable de l'accident, mais la collectivité des patrons d'une même profession, les entrepreneurs des exploitations agricoles peuvent s'assurer eux-mêmes, si leur gain ne dépasse pas 2,000 marks et même au-delà de cette somme, si les statuts le permettent. Les statuts peuvent également étendre l'obligation de l'assurance à des employés techniques dont la rémunération excède

(1) Mais comme les domestiques eux-mêmes bénéficient de l'indemnité forfaitaire sous ses différentes formes, il est certain que le jardinier pourrait se prévaloir des dispositions applicables à toutes les catégories de serviteurs à gages. Il n'est même pas nécessaire qu'il s'agisse d'un domestique à l'année. Le patron serait également responsable d'un simple journalier.

2,000 marks et à des entrepreneurs dont le gain annuel n'excède pas cette somme.

L'assurance garantit tous les accidents dont les assurés sont victimes dans l'accomplissement de leur travail professionnel, mais non les maladies qui en dérivent. M. Gobert, dans son ouvrage sur les « assurances contre les accidents du travail agricole en Allemagne et en Autriche » cite différents exemples d'accidents donnant droit à une indemnité. Tels sont : 1^o L'accident arrivé à un entrepreneur agricole, qui cueillait dans le jardin du voisin des cerises dont celui-ci lui faisait cadeau pour reconnaître des services rendus dans son exploitation ; 2^o l'accident survenu en préparant le repas des personnes occupées dans une exploitation agricole ; 3^o la chute faite par un ouvrier en voulant monter au grenier à foin où il voulait prendre son repos ; 4^o l'accident arrivé à une bonne en entrant pour satisfaire un besoin naturel dans une maison où elle s'était rendue au cours d'une tournée entreprise pour la vente des produits agricoles.

Mais, au contraire, l'Office impérial a rejeté la demande : 1^o d'un ouvrier blessé en remisant *chez lui* ses instruments de travail ; 2^o ou qui, en rentrant du travail dans les champs, se blesse en se rendant à la station voisine ; 3^o d'une journalière qui, dans le trajet de chez elle à la ferme où elle travaillait, fut blessée en chemin par un béliet appartenant à l'exploitation de son patron ; 4^o d'un cultivateur assuré dans la catégorie des entrepreneurs qui, en

infligeant une correction à son enfant, s'était blessé avec un couteau que celui-ci venait de prendre pour exécuter un travail agricole.

126. — *Recouvrement et taux des indemnités.* —

Il existe en Allemagne trois catégories de caisses qui assurent le paiement de l'indemnité à l'ouvrier. Ces trois catégories de caisses répondent à trois assurances différentes. En Allemagne, en effet, et c'est là un des points les plus intéressants à retenir, l'assurance est en principe obligatoire et monopolisée entre les mains des associations professionnelles qui constituent de véritables sociétés de secours mutuels. C'est à ces associations que l'indemnité doit être réclamée et ce sont elles qui en servent le montant. On distingue donc : 1^o l'assurance contre la maladie votée le 15 juin 1883 ; 2^o l'assurance contre les accidents du travail dont la loi fondamentale est du 6 juin 1884 ; 3^o l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse qui a été instituée le 22 juin 1889. Ces diverses catégories d'assurances fonctionnent sous la tutelle et la dépendance étroite de l'Office impérial du travail. Dans l'industrie, l'assurance contre la maladie est obligatoire, comme les autres. Les patrons contribuent aux recettes des caisses d'assurances (1) contre la maladie pour $\frac{1}{3}$ et les ouvriers pour $\frac{2}{3}$.

(1) Sept sortes de caisses différentes s'offrent au choix des ouvriers : la caisse communale destinée à ceux qui ne sont affiliés à aucune autre caisse, la caisse locale, les caisses de fabrique, les caisses minières, les caisses de corporations, les caisses d'entreprise de construction et les caisses libres. Les patrons pour un tiers et les ouvriers pour deux tiers nomment les membres des conseils d'administration de ces caisses.

L'assurance-maladie fournit les secours pendant les treize premières semaines qui suivent l'accident (1) et les frais funéraires en cas de décès.

L'art. 5, § 9, de la loi du 6 juillet 1884 relative à l'assurance des accidents dans l'industrie dispose qu'à partir de la cinquième semaine qui suit l'accident jusqu'à l'expiration de la treizième semaine, le secours pécuniaire de maladie doit atteindre une valeur au moins égale aux $\frac{2}{3}$ du salaire pris pour base dans le calcul de ce secours. Cette majoration n'a pas été maintenue pour les accidents agricoles, pour ne pas imposer aux agriculteurs des charges excessives.

L'assurance contre les accidents est organisée par mutualités professionnelles ou corporations d'un même métier. L'ouvrier agricole devra donc avoir recours aux mutualités agricoles. Les charges de cette assurance sont supportées entièrement par les chefs d'entreprise qui, seuls aussi, participent à la gestion, sous le contrôle de l'Office impérial. La

(1) Les secours fournis par l'assurance-maladie pendant ces treize semaines comprennent : 1° Les secours en argent, qui consistent dans une allocation égale à la moitié du salaire moyen, payable à partir du troisième jour qui suit le commencement de l'incapacité de travail. Si la blessure résulte d'un accident garanti par l'association d'assurance, l'allocation en argent s'élève aux deux tiers du salaire à partir de la cinquième semaine et est payée intégralement par la caisse de secours qui, dans ce cas, se fait rembourser par l'association d'assurance la différence entre les deux tiers et la moitié du salaire depuis le commencement de la cinquième semaine jusqu'à l'expiration de la treizième semaine (art. 5 de la loi de 1884). L'association d'assurance peut aussi charger la caisse de maladie de continuer, mais contre remboursement intégral, 1° l'allocation de l'indemnité au blessé au-delà du début de la quatorzième semaine et jusqu'à l'expiration de la période de traitement ; 2° les frais médicaux et pharmaceutiques.

rente viagère servie par les mutualités est fixée en cas d'incapacité absolue aux $\frac{2}{3}$ de la rémunération annuelle ; en cas d'incapacité partielle, à une fraction de la rente des $\frac{2}{3}$ correspondant à la portion de la perte de capacité de gain. En cas de décès de la victime, l'indemnité comprend un secours mortuaire égal au $\frac{1}{15}$ du salaire annuel, mais qui ne peut être inférieur à 50 marks, et une pension qui doit être versée à certains ayants droit. Il doit être alloué quand la victime est un homme : à la veuve, à la condition que le mariage ait été contracté avant l'accident, une rente viagère égale à 20 % du salaire ; (en cas de remariage, la veuve reçoit 60 % du salaire à titre de somme une fois payée) ; à chaque enfant jusqu'à l'âge de 15 ans une rente de 20 %. Les enfants ont droit à la rente lorsque la victime est une femme vivant seule.

Les établissements d'assurance contre l'invalidité et la vieillesse sont constitués par des associations qui revêtent la forme de groupements régionaux. A ce signe distinctif, ils en joignent un autre encore plus important, c'est la part effective prise par l'Etat à l'alimentation de leurs ressources financières ; les charges de cette assurance sont supportées non-seulement par les ouvriers et par les patrons, mais encore par l'Etat qui verse une subvention annuelle de 50 marks par chaque pension.

Dans le domaine de l'agriculture on rencontre aussi le « Syndicat agricole ». Chaque propriétaire foncier est tenu de verser chaque année une somme

déterminée à ce syndicat agricole. Cette somme varie suivant la nature des terrains, on peut compter qu'elle est en moyenne de 30 pfenings (environ 40 centimes) par arc. Le syndicat agricole est chargé de fournir des secours aux cultivateurs âgés et invalides et aussi de procurer aux agriculteurs indigents, dont, malgré leurs efforts, les récoltes ont été mauvaises, soit des subsides en argent, soit des semences à prix très réduits.

Les jeunes ouvriers blessés dans les travaux de l'agriculture n'obtiennent la pension d'adulte qu'après 16 ans révolus, tandis que la loi de 1884 la leur accorde dans l'industrie quel que soit l'âge. La détermination du salaire de base ne se fait jamais sur le salaire réel de la victime mais sur un salaire fictif. On évalue le salaire moyen des ouvriers agricoles et forestiers de la localité et on tient aussi compte des autres travaux qui ont pu procurer une rémunération à la victime.

Les corporations qui deviennent incapables de remplir les obligations imposées par la loi peuvent être dissoutes par le Conseil fédéral. A la suite de la dissolution, l'Etat succède aux droits et aux obligations de la corporation.

Comme on le voit, le système financier de l'assurance, notamment dans les exploitations agricoles, repose sur la répartition des charges. Mais ce mode de répartition n'a pas été fixé par la loi sous une forme unique et obligatoire. Les Etats sont autorisés à instituer le système qu'ils préfèrent. De plus, dans

le domaine de la législation d'Empire, le législateur a laissé aux corporations la faculté de modifier le système du droit commun. (V. art. 33 de la loi de 1886.)

127. — *Que doit-on entendre par patron?* —

L'art. 7, 2^e al., de la loi de 1884 définit le chef d'entreprise, celui pour le compte de qui l'exploitation est faite, et l'art. 44 ajoute que tout entrepreneur de l'une des exploitations visées par la loi est tenu de faire sa déclaration à l'autorité administrative en vue de s'affilier à la corporation de l'industrie à laquelle il appartient. Il est parfois difficile de distinguer un entrepreneur d'un ouvrier. L'Office impérial pose la règle suivante : lorsque, en raison de la nature du travail, une exploitation peut être considérée comme indépendante, le chef de cette exploitation est un entrepreneur, même si le travail est rémunéré à la journée et non aux pièces. Au surplus, la forme de la rémunération du salaire (à la tâche ou à la journée) ou le mode de paiement (paiement direct par l'entrepreneur ou paiement indirect par l'intermédiaire d'un tiers tel qu'un contre-maitre), sont sans influence sur la qualité d'entrepreneur.

128. — *Juridictions.* — Les lois allemandes ont institué des juridictions spéciales pour le jugement des différends auxquels les accidents du travail donnent lieu. Nous trouvons trois degrés de juridictions :

Le premier est le comité de corporation qui décide

si et dans quelle mesure l'indemnité doit être accordée, par qui elle doit être servie.

Le tribunal arbitral juge le recours formé contre ces décisions. Il y en a un par corporation ou section de corporation, il se compose d'un président choisi par l'empereur, et de quatre assesseurs, deux patrons et deux ouvriers.

L'Office impérial statue en dernier ressort. Il se compose de trois membres permanents au minimum et de huit membres temporaires. Les membres permanents sont nommés par l'empereur sur la présentation du Bundesrath, les membres non permanents sont élus : quatre par le Bundesrath, deux par les comités de corporations et deux par les délégués ouvriers. La loi de 1886 a ajouté à ce corps quatre membres temporaires représentant l'agriculture. Deux sont élus par les comités de corporations et deux désignés par le conseil fédéral parmi les délégués ouvriers.

b) Autriche

129. — La législation autrichienne sur le travail a de grandes affinités avec la législation allemande, de même qu'une sympathie fondée sur des tempéraments analogues unit les deux peuples. Les lois du 28 décembre 1887 et du 2 juillet 1894 sur les accidents du travail se sont largement inspirées des lois antérieures allemandes.

L'assurance est obligatoire en Autriche comme en Allemagne et elle a pour organe des établissements

fondés comme les corporations allemandes sur le principe de la mutualité. Mais ici l'agriculture n'a pas d'établissements spéciaux. L'assurance agricole et l'assurance industrielle se trouvent donc réunies dans la même organisation. Les établissements d'assurances sont constitués sur des bases différentes de celle du système allemand ; au lieu de réunir les patrons d'une même industrie en groupements professionnels, le législateur autrichien a adopté le système du groupement régional des industriels.

130. — *Etendue de l'assurance.* — L'agriculture tout entière n'est pas assujettie à l'assurance, mais seulement les exploitations agricoles et forestières où l'on fait usage de chaudières à vapeur ou de moteurs actionnés par une force élémentaire ou par des animaux. Encore faut-il qu'il y ait emploi au moins périodique de la chaudière ou du moteur ; les exploitations dans lesquelles une machine motrice n'appartenant pas à l'entreprise n'est employée qu'à titre temporaire, n'est pas assujettie à l'assurance. L'obligation de l'assurance est d'ailleurs limitée aux seuls ouvriers exposés aux dangers résultant de l'emploi du moteur. Ce sont les entrepreneurs des exploitations assujetties qui sont astreints à l'assurance. Est considérée comme entrepreneur la personne pour le compte de laquelle l'exploitation a lieu. Les risques sont à la charge de l'exploitant de la machine motrice, quand cette machine n'appartient pas à l'agriculteur, et il est responsable alors même que la machine n'est employée qu'à titre temporaire

dans une exploitation agricole. Tous les accidents tombent sous le coup de la loi, qu'ils proviennent du cas fortuit, de la force majeure, de la faute lourde ou légère de l'entrepreneur, de la victime ou d'un tiers. Seul est exclu l'accident intentionnel.

131. — *Indemnité.* — Les secours sont fournis pendant les quatre premières semaines par l'assurance-maladie (1). Ce n'est qu'au bout de ce temps que la victime passe à la charge de l'assurance-accidents et reçoit une pension de 60 % du salaire en cas d'incapacité totale, et en cas d'incapacité partielle, une fraction de la pension précédente évaluée d'après le degré de la capacité de travail restant, jusqu'à concurrence d'un maximum de 50 % du salaire. La loi autrichienne ne prévoit pas l'intervention de l'établissement d'assurance dans le traitement médical du blessé (2).

L'indemnité est calculée sur le salaire effectif de la victime dans l'année à partir de l'accident. Si

(1) Cette assurance est obligatoire comme l'assurance-accidents.

(2) En cas de décès résultant de l'accident, indépendamment des allocations fournies au blessé, il est alloué une indemnité funéraire fixée d'après les usages de la localité, dont le maximum est de 25 florins, et des pensions à certains ayants droit. La valeur de la pension est : pour la veuve, de 20 0/0 du salaire ; la rente est servie jusqu'à son décès ou son remariage ; — pour le veuf, s'il est incapable de travailler, de 20 0/0 du salaire ; la rente n'est accordée que pendant la durée de l'incapacité ; — pour chaque enfant légitime, orphelin de père ou de mère, de 15 0/0 du salaire ; s'il est ou devient orphelin de père et de mère, de 20 0/0, jusqu'à l'âge de 15 ans ; — pour chaque enfant naturel, de 10 0/0 ; — pour les ascendants de la victime, si celle-ci était leur unique soutien, de 20 0/0 du salaire. Les pensions du conjoint et des enfants ne peuvent dépasser 50 0/0 du salaire ; en cas d'excédent, elles sont réduites proportionnellement. Les ascendants ne peuvent exercer leur droit que dans le cas où ce maximum n'est pas atteint.

L'ouvrier est employé dans l'entreprise depuis un délai moindre, l'indemnité est fixée d'après le salaire des ouvriers de la même catégorie. Les rémunérations en nature sont comptées dans le salaire de base. Enfin, si le salaire dépasse 1,200 florins, l'excédent n'entre pas en ligne de compte.

L'indemnité due aux ouvriers non adultes est basée sur le salaire des ouvriers de la même catégorie les moins rétribués, sans pouvoir dépasser 300 florins.

Les contributions d'assurances sont jusqu'à concurrence de 10 % à la charge de l'ouvrier, et de 90 % à la charge de l'entrepreneur. Le patron retient sur le salaire la part de la contribution incombant à l'ouvrier (1).

132. — *Juridictions*. — L'accident doit être déclaré à l'autorité qui adresse à l'établissement d'assurance un exemplaire de la déclaration et ouvre une enquête.

(1) A l'instar de l'Allemagne, l'Autriche a créé trois types de caisses de secours :

1° Les caisses de district ou circonscription judiciaire, qui tiennent lieu des caisses communales et caisses locales instituées par la loi allemande. Ces caisses peuvent fonctionner isolément ou se grouper en associations. Elles ont pour but d'assurer toutes les personnes qui, occupées dans l'étendue de leur circonscription, sont soumises à l'obligation de l'assurance sans être affiliées cependant à une autre caisse prévue par la loi ;

2° Les caisses de fabrique. Ces caisses, facultatives pour tout patron occupant au moins 100 ouvriers et non affiliés à une corporation, deviennent obligatoires pour toute entreprise industrielle qui fait courir à la santé des ouvriers des risques particuliers, alors même que le nombre des employés serait inférieur à 100.

3° Les caisses d'entreprises de construction, qui sont obligatoires pour les travaux de construction et de terrassement ayant un caractère temporaire.

La législation autrichienne a, en outre, laissé subsister les institutions de prévoyance existantes, mais à la condition qu'elles assureraient à leurs membres les mêmes secours que ceux imposés aux caisses nouvellement créées ou des secours au moins équivalents. Ces caisses ouvrières peuvent se diviser en trois catégories : 1° Les caisses de corporations ; 2° les caisses de mineurs ; 3° les caisses de sociétés.

La corporation saisie des résultats de l'enquête procède à la détermination de la pension. Tout intéressé dont l'indemnité n'a pas été déterminée d'office doit présenter sa demande dans le délai d'un an à dater de l'accident ou du décès. Les décisions de la corporation sont susceptibles d'appels. L'appel est porté devant un tribunal arbitral siégeant auprès de chaque établissement d'assurance. Le tribunal est composé de cinq membres : trois nommés par le gouvernement, le quatrième élu par les patrons, le cinquième par les ouvriers. Les décisions de ce tribunal ne sont susceptibles d'aucun recours.

SECTION DEUXIÈME

Groupe Anglo-Saxon

Angleterre

133. — En Angleterre, la loi du 6 août 1897, votée sur l'initiative pressante des Trades Unions (1), et entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1898, a posé les bases du risque professionnel. La loi du 30 juillet 1900 a étendu ses dispositions à l'agriculture qui n'y était pas assujettie.

L'expression agriculture comprend ici : l'horticul-

(1) Les Trades Unions sont des associations ouvrières, maintenant extrêmement puissantes, qui se sont formées au Moyen-Age. Elles ont traversé trois phases : celle de la mise hors la loi ou de la prohibition absolue, qui précède 1824 ; celle de la tolérance qui commence en 1824 pour finir au 20 juin 1871, date à laquelle la reconnaissance de leur existence légale a ouvert l'ère nouvelle. C'est aujourd'hui par la voie législative que les Trades Unions s'efforcent surtout d'agir. Elles se sont appliquées à la réforme de la législation industrielle et sont déjà parvenues à faire voter par le Parlement de nombreuses et importantes lois touchant la réglementation du travail et les rap-

ture, la sylviculture et l'usage de la terre en vue d'un objet agricole, y compris la garde ou l'élevage du bétail, de volailles ou d'abeilles, la culture de fruits et de légumes (art. 1^{er} de la loi du 30 juillet 1900).

La loi précitée est applicable « au travail d'ouvriers
« occupés dans l'agriculture par un patron qui
« emploie habituellement un ou plusieurs ouvriers à
« un tel travail (2). »

C'est l'employeur qui est responsable des accidents survenus.

« Si un tel patron traite avec un bûcheron pour
« l'exécution d'un travail agricole par ce bûcheron
« ou sous sa direction, l'art. 4 de la loi de 1897 sur
« la réparation des accidents du travail s'appliquera
« à l'égard d'un ouvrier occupé à un tel travail,
« comme si ce patron était un entrepreneur au sens
« de la loi sus-visée ». (Art. 1^{er}) (3).

ports juridiques des patrons et des ouvriers. La physionomie des Trades Unions s'est également sensiblement modifiée. Avant 1871, c'était avant tout des associations de combat ; les subventions qu'elles consacraient aux grèves et aux coalitions ne leur laissaient que peu d'argent disponible pour les malades, pour les invalides et pour les vieillards. A l'heure actuelle, leurs caisses de secours sont presque aussi importantes que celles des Friendly Societies.

Les Friendly Societies sont aussi de vastes mutualités ouvrières, mais qui restent étrangères aux revendications des travailleurs pour ne s'occuper que de l'assistance et de la prévoyance ; elles possèdent des caisses de secours contre la maladie et assurent aussi leurs membres contre l'invalidité, la vieillesse, la mort prématurée, et les autres éventualités fâcheuses de la vie.

(2) Il suit de là que la loi n'est pas applicable au cultivateur qui n'emploierait un ou plusieurs ouvriers qu'exceptionnellement.

(3) L'expression « entrepreneur », est-il dit à l'art. 2, titre VII de la loi de 1897, signifie la compagnie de chemins de fer dans le cas d'un chemin de fer ; dans le cas d'une fabrique, d'une carrière ou d'une blanchisserie, elle signifie son exploitant, aux termes des lois sur les fabriques et ateliers de 1878 à 1895 ; dans le cas d'une mine, elle signifie le concessionnaire, aux termes de la loi pour la réglementation des mines de charbon de 1887 ou de la loi pour la réglementation des mines métallifères de 1872 selon les cas ; dans le cas d'un travail d'art, elle signifie l'entrepreneur des travaux de construction, de modification ou d'entretien ; et dans le cas d'une bâtisse, elle signifie celui qui en entreprend la construction, la réparation ou la démolition.

Toutefois, si le sous-traitant fournit et emploie des engins actionnés par une force mécanique pour le battage, le labourage ou un autre travail agricole, c'est lui qui répond de l'accident vis-à-vis de l'ouvrier qu'il occupe.

« Si un ouvrier est occupé par le même patron
« principalement à un travail agricole, mais en
« partie ou occasionnellement à un autre travail, la
« présente loi s'appliquera également à l'occupation
« de l'ouvrier dans un autre travail. » (Art. 1^{er} de la loi.)

La victime a droit à une indemnité sous les conditions suivantes : 1^o Si l'ouvrier est, durant deux semaines au moins dans l'impossibilité de gagner son salaire ; 2^o si l'accident n'a été causé ni par la négligence, ou la volonté du patron, ou d'une personne dont il doit répondre (cas auquel la responsabilité civile de droit commun subsiste, avec droit d'option pour la victime entre le régime ancien et le régime nouveau), ni par un manquement grave de l'ouvrier à ses devoirs (cas auquel toute réparation est supprimée).

En cas d'incapacité de travail, totale ou partielle, la victime reçoit, pendant la durée de l'incapacité et après l'expiration de la deuxième semaine, une allocation hebdomadaire de 50 0/0 du salaire hebdomadaire moyen et de 4 livre sterling au maximum.

Les ayants droit de la victime sont tous les membres de la famille dont la subsistance dépend, en totalité ou en partie, du salaire de l'ouvrier à l'époque

du décès. Dans ce cas, l'indemnité consiste en une somme égale au montant du salaire des trois dernières années passées au service du patron, et si l'ouvrier n'a pas été pendant trois années, au service de ce patron, le salaire de base s'obtient en multipliant par 456 le salaire hebdomadaire moyen au service de ce patron ; l'indemnité a un minimum de 150 et un maximum de 300 livres sterling.

Juridictions. — Les parties peuvent toujours résoudre à l'amiable les questions que soulève un accident. A défaut la question est tranchée par l'arbitrage.

Patrons et ouvriers peuvent constituer des conseils d'arbitrage. S'il n'existe pas de ces conseils, ou si celui existant refuse cette tâche ou fait attendre son jugement plus de trois mois, ou si l'une des parties refuse de l'accepter comme juge, les parties ont le droit de choisir à leur gré un autre arbitre unique. Lorsque les parties ne s'entendent pas sur le choix de cet arbitre, la loi leur impose l'arbitrage du juge de la Cour de Comté (1).

Ajoutons, pour en terminer avec la législation anglaise, que le législateur, toujours soucieux de la liberté individuelle, a eu soin d'indiquer qu'il n'excluait aucun autre système de réparation, en dehors de la réparation légale, prévoyance ou assu-

(1) En cas d'arbitrage volontaire, le juge de la Cour de Comté a un pouvoir particulier, celui de trancher les questions de droit qui peuvent se présenter dans tout arbitrage. Le conseil ou l'arbitre peuvent s'adresser au juge pour toute question de droit qui les embarrasse. Il y a là un curieux trait d'organisation judiciaire qui rappelle la procédure romaine du *judex* et de l'*arbitrium*.

rance qui serait préféré par les parties, pourvu que les ouvriers y trouvent des conditions aussi favorables que dans les dispositions de la loi. C'est au « Registrar of Friendly Societies » que le législateur s'en remet du soin d'apprécier si cette condition est remplie.

SECTION TROISIÈME

Groupe Français

Nous dirons peu de mots des législations de ce groupe. Elles ne diffèrent d'avec la nôtre que par des détails, somme toute, secondaires et ne présentent pas de caractère original nettement tranché.

a) Italie

134. — La législation italienne n'a proclamé l'obligation de l'assurance qu'en matière d'accidents de travail. Les assurances contre la maladie, contre l'invalidité et contre la vieillesse sont entièrement libres ; elles rentrent dans les attributions des sociétés de secours mutuels qui ont été réorganisées par une loi du 15 avril 1886. Les dispositions de ce texte, dont quelques-unes rappellent la loi française, ont surtout admis les principes de la législation anglaise sur les Friendly Sociétés.

La loi du 17 mars 1898 est la base de la législation italienne du risque professionnel. Mise en vigueur le 1^{er} octobre 1898, la loi a institué l'assurance obligatoire contre les accidents du travail dans l'industrie. Elle a en outre visé sous le n° 3 de l'art. 1^{er} les entre-

prises qui font usage de machines mues par des agents élémentaires ou par des animaux, lorsque plus de 5 ouvriers y sont employés. Les travaux agricoles qui remplissent cette double condition tombent donc sous le coup de la nouvelle législation.

Les ouvriers appelés à bénéficier du risque professionnel doivent être tous assurés par leur patron. L'assurance doit être contractée auprès de la Caisse nationale d'assurance contre les accidents du travail pour les travaux exécutés par l'Etat, les provinces et les communes. Pour les travaux exécutés par des particuliers, elle peut être contractée auprès de sociétés privées d'assurances soumises à une réglementation étroite analogue à celle qui existe en France.

La loi italienne présente au point de vue des indemnités plusieurs particularités intéressantes. Tout d'abord, l'assurance ne comprend pas les premiers secours médicaux et pharmaceutiques qui restent à la charge des chefs d'entreprises. Ceux-ci ne peuvent s'en décharger qu'en organisant, à leurs frais, un service régulier d'assistance médicale et pharmaceutique approuvé par le préfet du département. En second lieu, l'indemnité due par l'assureur est un capital, excepté dans les accidents suivis d'incapacité temporaire qui donnent lieu à une allocation égale à la moitié de la réduction du salaire en cas d'incapacité temporaire partielle et à la moitié du salaire en cas d'incapacité temporaire absolue, payable seulement à partir du sixième jour. En cas

d'invalidité permanente absolue, l'indemnité en capital est versée dans une caisse d'assurance sur la vie qui la transforme en rente viagère. Enfin, lorsqu'une victime décédée ne laisse pas d'héritiers, l'indemnité revient à un fonds spécial de garantie contre les insolvabilités des assureurs. Les charges de l'assurance sont supportées par les patrons seuls.

Ne sont exclus de l'assurance que les accidents dont le fait générateur donne lieu à une condamnation pénale ; dans ce cas, l'auteur du fait est seul responsable, et s'il est un préposé du patron, la responsabilité de celui-ci est engagée dans les termes du droit commun.

b) Belgique

135. — La réparation des dommages résultant des accidents du travail se fait conformément aux prescriptions de la loi du 24 décembre 1903. Un arrêté royal, portant règlement général de l'assurance sur les accidents du travail, a été rendu à la date du 29 août 1904. Le tarif prévu par l'art. 5 § 3 de la loi du 24 décembre 1903 a été fixé par un arrêté royal du 30 août 1904. Enfin, une circulaire a été adressée le 31 août 1904 aux gouverneurs sur la réparation des accidents du travail.

c) Danemark

136. — La réparation des accidents du travail est régie par la loi du 15 avril 1898. Bien que la loi ait pour titre : « Loi sur l'assurance des ouvriers », l'assurance

est absolument facultative. Le législateur donne au Gouvernement le droit de reconnaître les sociétés qui pourraient assurer les risques, mais ne crée aucune organisation officielle. Cette loi ne vise qu'indirectement l'agriculture, lorsqu'elle rentre dans la catégorie des exploitations comportant l'emploi de machines actionnées par une force élémentaire. Mais le 25 janvier 1898, M. Bramsen, député au Folkething, a saisi cette assemblée d'un projet de loi sur l'assurance contre les accidents dans l'agriculture, visant non seulement les exploitations agricoles, mais aussi les entreprises accessoires : haras, sylviculture, horticulture, arboriculture. Cette proposition est basée sur l'assurance par des mutualités d'entrepreneurs solidairement responsables. Est qualifié d'entrepreneur quiconque, individu, société, Etat ou commune, conduit une exploitation agricole pour son propre compte, alors même qu'il n'emploie qu'à titre exceptionnel des ouvriers salariés.

Le taux des allocations et la définition des ayants droit sont empruntés à la loi organique de 1898.

d) Suède

137. — Il n'y a pas de loi spéciale concernant l'agriculture. La loi du 24 mai 1901 qui admet le principe du risque professionnel à la charge du patron et met à sa charge les accidents dans une proportion variable suivant leur gravité, énumère dans son art. 2 au nombre des exploitations assujetties : l'exploitation forestière, l'exploitation de

scieries ou de chantiers de bois, l'exploitation de la glace ou de la tourbe, la laiterie, la meunerie exercées de telle manière et avec un tel développement qu'elles puissent être regardées comme comparables à l'exploitation de fabriques.

e/ Norwège

138. — La loi du 23 juillet 1894, qui met le risque professionnel à la charge du patron, énumère notamment : les exploitations où il est fait usage d'une force motrice autre que celle de l'homme, ou de chaudières à vapeur.

La réparation pécuniaire des accidents incombe à un établissement d'assurances garanti par l'Etat, auprès duquel les ouvriers sont assurés ; les primes sont entièrement fournies par les patrons.

f/ Espagne

139. — Depuis le 30 janvier 1900 l'Espagne possède une législation spéciale sur les accidents du travail ; législation très incomplète, quand on la compare à celle des nations européennes, la loi étant absolument muette sur la question des garanties à accorder aux bénéficiaires d'une indemnité. L'assurance est permise, mais abandonnée à la liberté des industriels.

L'art. 3 de la loi du 30 janvier 1900 donne l'énumération des professions, industries et travaux entraînant la responsabilité du patron qui les exerce. Dans cette liste se trouvent compris : les travaux

agricoles et forestiers, mais seulement ceux dans lesquels est employé un moteur actionné par une force distincte de celle de l'homme. Dans ces travaux, la responsabilité n'existe que vis-à-vis du personnel exposé au danger des machines,

g) Grèce

140. — La loi du 21 février 1901 qui ne fait d'ailleurs l'application du risque professionnel que dans un cercle extrêmement restreint ne s'applique pas à l'agriculture.

h) Pays-Bas

141. — La loi hollandaise du 21 janvier 1901 donne une énumération très détaillée des industries assujetties (l'énumération ne comprend pas moins de 61 numéros). Mais les travaux de l'agriculture, de la garde du bétail et de la sylviculture, l'industrie de la pêche exercée hors des rivières et des eaux intérieures ne sont pas assujettis à la loi, lors même qu'ils sont exercés dans des entreprises où un moteur est employé pour l'industrie.

i) Suisse

142. — La législation sur les accidents est contenue dans les lois du 25 juin 1881 et du 26 avril 1887 qui ont un champ d'application très restreint et ne comprennent pas notamment l'agriculture. Une loi fédérale du 5 octobre 1899 d'une compréhension beaucoup plus large fut bien proposée et votée par les Chambres fédérales, mais le référendum popu-

laire du 20 mai 1900 la rejeta par une majorité de 193,000 voix.

j/ Russie

143. — La responsabilité des patrons en cas d'accidents survenus à leurs ouvriers est régie en principe jusqu'à présent par le droit commun, à savoir par les articles 574, 660, 661, 675, 684, 685 et 687 Cod. civ.

La loi de 1861 sur les ouvriers des mines et usines de l'Etat renferme certaines dispositions relatives au cas d'incapacité de travail et règle soit l'indemnité de traitement, soit la pension à la victime ou à ses ayants droit en cas de décès. Mais cette loi ne concerne nullement les exploitations privées. Une autre loi de 1870 s'occupe de la question pour l'exploitation des mines d'or spécialement. Enfin, une loi du 12-24 juin 1886 sur le louage des services dans les travaux agricoles, pose le principe de la réparation par le patron et décide qu'en cas d'incapacité de travail ou de décès résultant de la blessure, le patron doit une indemnité fixée à l'amiable, ou sinon en justice.

En Finlande, la loi du 5 décembre 1895 a organisé le risque professionnel pour un certain nombre d'industries, mais l'agriculture ne figure pas dans cette énumération.

Il est certain que la Russie n'échappera pas longtemps à l'évolution de réformes sociales qui entraîne chaque pays et bientôt, sans doute, elle sera tout

entière pourvue d'une législation spéciale du travail. Dans son dernier rescrit au Sénat (décembre 1904), le tsar ne reconnaît-il pas lui-même la nécessité « afin de favoriser l'extension des mesures déjà prises » pour améliorer le sort des ouvriers des usines, des « ateliers et de toutes les autres branches de l'industrie, de travailler à instituer en leur faveur une « assurance par l'Etat ».

CONCLUSION

Que conclure de l'étude qui précède ? Peut-on prévoir l'évolution du risque professionnel agricole et quel en sera le sens ?

L'ouvrier agricole paraît à l'heure actuelle protégé par la loi du 30 juin 1899 à l'égal de l'ouvrier industriel par la loi du 9 avril 1898. Sans doute, la loi de 1899 ne s'applique pas à tous les accidents agricoles, elle ne s'applique même qu'à la minorité ; mais en réalité, elle entre en jeu dès que l'ouvrier agricole court un risque exceptionnel, comparable à celui que court l'ouvrier industriel.

Tout récemment, il a été institué au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes une commission chargée d'étudier les conditions dans lesquelles la loi du 9 avril 1898 pourrait être étendue aux exploitations agricoles. MM. Louis Ricard, président du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ; Milliès-Lacroix, sénateur ; Clémentel et Mirman, députés ; Georges Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ; Vassilière, directeur de l'agriculture ; Randoingt, inspecteur général de l'agriculture ; Lyon-Caen, professeur à la Faculté de Droit de Paris ; Rosay, commissaire-contrôleur des sociétés d'assurances contre les accidents du travail, ont été nommés membres de cette commission.

D'autre part, nous avons indiqué que dès la première quinzaine de décembre 1901, M. Mirman avait déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de loi aux termes de laquelle « toute personne participant à un travail agricole et victime par le fait « ou à l'occasion de ce travail, d'un accident entraînant une incapacité d'au moins quatre jours, a « droit, à son profit ou à celui de ses représentants, « à une indemnité fixée d'après les tarifs inscrits dans « la loi du 9 avril 1898 (1) ». Si la commission dont nous venons de parler allait jusqu'où le propose M. Mirman, il en résulterait que l'ouvrier agricole serait mieux protégé que l'ouvrier industriel, alors que, contradiction choquante, il court souvent des risques moins grands. N'oublions pas, en effet, que l'énumération de la loi du 9 avril 1898 est limitative, et que la jurisprudence, notamment celle de la Cour de Cassation, semble en ce moment avoir tendance à en restreindre l'application (2).

La vérité est que tout ceci constitue des demi-mesures et des atermoiements, et que nous marchons tout droit vers l'application du risque professionnel général à tous les ouvriers, employés ou préposés. Le vertige de solidarité qui gagne chacun nous y conduira fatalement.

Peut-être ce système apparaîtra-t-il plus logique,

(1) Dans ses art. 5 et 6, cette proposition de loi organise l'assurance obligatoire pour les patrons agricoles.

(2) Rappelons pour mémoire que d'après de récents arrêts, la loi de 1898 n'est pas applicable aux entrepôts où le travail de l'ouvrier n'est qu'un simple travail de manutention, et où il n'est pas fait usage d'un moteur à force élémentaire.

peut-être évitera-t-il des mécomptes, des éveils de jalousie de gens éloignés du bénéfice de l'indemnité forfaitaire sans en voir la raison. Nous ne nions pas que le système des lois de 1898 et de 1899 soit perfectible ou plus exactement extensible. Mais le risque professionnel général nous apparaît comme détestable. Il tue l'esprit d'initiative et le sens de la responsabilité chez ceux qui en sont les prétendus bénéficiaires. Pour nous l'indemnité forfaitaire ne devrait profiter qu'à ceux qui, par la nature de leurs travaux, courent des dangers exceptionnels, motivant une garantie exorbitante du droit commun. Hors de là, et par le fait même qu'il n'y a pas de raison spéciale de recourir à des règles anormales, le droit commun nous semble devoir être une sauvegarde suffisante des droits de chacun.

Le projet du « Code du travail et de la prévoyance sociale » ne franchit pas encore ce pas du risque professionnel général. Mais son honorable rapporteur, M. Charles Benoist, député de Paris, nous semble cruellement se leurrer lorsqu'il pense et écrit que le législateur « reste le maître » de choisir dans les innovations qui lui sont présentées « ce qu'il en veut recueillir ou rejeter » ; qu'il donnera « sa sanction souveraine quand il le voudra, ne la donnera pas s'il juge l'innovation ou l'adjonction mauvaise, en sorte qu'il reste non seulement le maître du fait, mais le maître de l'heure (1) ».

(1) Lettre ouverte de M. Benoist, au directeur du *Journal des Débats*.—(*Journal des Débats Politiques et Littéraires* du 5 mars 1905).

Il nous est difficile de partager les illusions de M. Benoist sur cette autorité et cette fermeté du législateur ; nous craignons fort qu'il n'ait pas l'énergie nécessaire pour élever en temps utile une digue efficace contre le torrent déchaîné des revendications populaires, et pour apposer une sage limite à la voie des réformes sociales dans laquelle nous semblons nous engager à la façon d'aveugles qui ne voient pas où conduit le chemin qu'ils parcourent et qui ignorent surtout comment ils pourront en franchir les étapes.

ANNEXE I

Nous publions ci-dessous un Tableau de diverses décisions de jurisprudence fixant la quotité d'incapacité de travail subie par suite d'accidents par des ouvriers bénéficiaires plus spécialement de la loi du 30 juin 1899.

Bras	Amputation de l'avant-bras gauche	Ouvrier agricole	50 $\frac{1}{2}$	Douai, 30 mai 1900 (Rec. min. com. t. 3, p. 438).
—	Amputation totale du bras droit	—	75 $\frac{1}{2}$	Trib. civ. de La Châtre, 1 ^{er} fév. 1900 (Rec. min. com. t. 1, p. 167).
—	Perte du bras droit	—	90 $\frac{1}{2}$	Bordeaux, 5 déc. 1900 (Gaz. Trib. 6 avril 1900).
—	—	—	90 $\frac{1}{2}$	Poitiers, 28 déc. 1899 (Rec. min. com. t. 4, p. 234).
Hernie inguinale droite		Mancœuvre	25 $\frac{1}{2}$	Trib. de Dijon, 14 fév. 1901 (Fr. jud. 1901, 2, 429).
Jambe	Amputation de la jambe au-dessus du genou	Ouvrier agricole	43, 75 $\frac{1}{2}$	Trib. civ. Paimbœuf, 9 mars 1900 (Rec. min. com. t. 3, p. 133).
—	Amputation de la jambe gauche	—	66, 66 $\frac{1}{2}$	Trib. civ. Angoulême, 23 janv. 1901 (Mon. jud. Lyon, 22 janv. 1902).
—	Amputation de la jambe gauche	Scieur de long	70 $\frac{1}{2}$	Trib. civ. Castellane, 15 mars 1901 (Lesage, p. 231).
Main	Perte complète des 3 derniers doigts de la main gauche.	—	50 $\frac{1}{2}$	Trib. civ. Vannes, 2 nov. 1900 (Gaz. Trib. 18 déc. 1900).
—	Amputation de l'index gauche avec gêne à se servir des autres doigts pour une préhension.	Mécanicien	42 $\frac{1}{2}$	Trib. civ. Ambert, 5 juin 1900 (Rec. min. com. t. 3, p. 307).

—	Perte de la main droite	Ouvrier agricole	75 %	Poitiers, 6 mai 1900 (Rec. Villetard de Prunières, 1900, 60).
—	Amputation du médius, de l'annulaire et de deux phalanges de l'index de la main droite.	Mécanicien	48.76 %	Trib. Remiremont, 9 août 1900 (Rec. min. com. t. 4, p. 421).
—	Amputation du médius, de l'annulaire et de deux phalanges de l'index de la main droite.	—	50 %	Besançon, 14 août 1900 et 14 nov. 1900 (Rec. min. com. t. 4, p. 234. — Sir. 1901, 2, 200).
—	Amputation du pouce droit	—	20 %	Trib. civ. Lille, 15 nov. 1900 (Rec. min. com. t. 4, p. 486).
—	Perte du pouce et de l'index gauche	Ouvrier agricole	50 %	Bourges, 27 fév. 1900 (Journ. la Loi, 31 mars 1900. — Rec. min. com. t. 2, p. 144).
Œil	Perte d'un œil	Mécanicien	25 %	Trib. civ. Mont-de-Marsan, 14 janv. 1901 (Lesage, p. 204).
—	—	Chauffeur	50 %	Trib. civ. de Narbonne, 2 janv. 1901 (Journ. la Loi 15 janv. 1901. — Gaz. Trib. 7 fév. 1901).
—	—	Mécanicien	60.82 %	Trib. civ. d'Uzès, 19 juil. 1900 (Rec. min. com. t. 4, p. 99).
—	Perte de l'œil intact chez un ouvrier borgne	—	66.66 %	Paris, 16 fév. 1901 (Mon. jud. Lyon, 15 mai 1901. — Journ. le Droit, 25 mars 1901).
Oreille	Surdité avec affaiblissement du côté droit du corps	Chauffeur	42.50 %	Aix, 2 mars 1901 (Rec. min. com. t. 4, p. 412).
Pied	Amputation du gros orteil	—	40 %	Trib. Havre, 31 mai 1900 (Rec. min. com. t. 3, p. 298).

ANNEXE II

Loi du 30 juin 1899 concernant les accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.

ARTICLE UNIQUE. — Les accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines, sont à la charge de l'exploitant du dit moteur.

Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par des préposés.

Si la victime n'est pas salariée ou n'a pas un salaire fixe, l'indemnité due est calculée, selon les tarifs de la loi du 9 avril 1898, d'après le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.

En dehors du cas ci-dessus déterminé, la loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable à l'agriculture

Nous donnons ci-dessous : dans une première colonne, le texte de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 22 mars 1902, et en regard dans une seconde colonne le texte nouveau de plusieurs articles tel qu'il résulte de la loi du 31 mars 1905.

Loi du 9 Avril 1898

Modifications

Concernant les responsabilités
des accidents dont les ouvriers
sont victimes dans leur travail.

Introduites dans la loi du
9 avril 1898 par la loi du
31 mars 1905.

*Titre I. — Indemnités en cas
d'indemnités*

ART. 1^{er}. — Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

ART. 2. — (L. 22 mars 1902)

Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse deux mille quatre cents francs (2,400 fr.) ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concur-

rence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires élevant le chiffre de la quotité.

ART. 3. — Dans les cas prévus à l'article 1^{er}, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 % du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 % de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 % s'il y en a trois, et de

ART. 3. — Dans les cas prévus à l'art. 1^{er}, l'ouvrier ou employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel ;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ;

Pour l'incapacité temporaire, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours, à une indemnité journalière, sans distinction entre les jours ouvrables et les dimanches et jours fériés, égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, à moins que le salaire ne soit variable ; dans ce dernier cas, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois qui a précédé l'accident. L'indemnité est due à partir du cinquième jour après celui de l'accident ; toutefois, elle est due à partir du premier jour si l'incapacité de travail a duré plus de dix jours. L'indemnité journalière est payable aux époques et lieu de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès, dans les conditions suivantes :

a) Une rente viagère à 20 pour 100 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été

40 % s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants orphelins de père et de mère, la rente est portée, pour chacun d'eux, à 20 % du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 % du salaire ni 60 % dans le second.

C. Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 % du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 %.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre ; elles sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseront de résider sur le territoire français recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus ; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

b) Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de seize ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 pour 100 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 pour 100 s'il y en a deux, de 35 pour 100 s'il y en a trois et de 40 pour 100 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 pour cent du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 pour cent du salaire ni 60 pour 100 dans le second.

c) Si la victime n'a ni conjoint ni enfant dans les termes des paragraphes a et b, chacun des ascendants et descendants qui étaient à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 pour 100 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 pour 100.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe c est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables à la résidence du titulaire, ou au chef-lieu de canton de cette résidence, et, si elles sont servies par la Caisse nationale des retraites,

chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Elles sont payables par trimes-tre et à terme échu ; toutefois, le tribunal peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

Ces rentes sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Il en sera de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

Les dispositions des trois alinéas précédents pourront, toutefois, être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantiraient à nos nationaux des avantages équivalents.

ART. 4. — Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 fr.) au maximum.

Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux

ART. 4. — Le chef d'entreprise supporte, en outre, les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de 100 fr. au maximum.

La victime peut toujours faire choix elle-même de son médecin et de son pharmacien. Dans ce cas, le chef d'entreprise ne peut être tenu des frais médicaux et pharmaceutiques que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix

tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

du canton où est survenu l'accident, conformément à un tarif qui sera établi par arrêté du ministre du commerce, après avis d'une commission spéciale comprenant des représentants de syndicats de médecins et de pharmaciens, de syndicats professionnels ouvriers et patronaux, de sociétés d'assurances contre les accidents du travail et de syndicats de garantie, et qui ne pourra être modifié qu'à intervalles de deux ans.

Le chef d'entreprise est seul tenu dans tous les cas, en outre des obligations contenues en l'article 3, des frais d'hospitalisation qui, tout compris, ne pourront dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893 majoré de 50 pour 100, ni excéder jamais 4 fr. par jour pour Paris, ou 3 fr. 50 cent. partout ailleurs.

Les médecins et pharmaciens ou les établissements hospitaliers peuvent actionner directement le chef d'entreprise.

Au cours du traitement, le chef d'entreprise pourra désigner au juge de paix un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime. Cette désignation, dûment visée par le juge de paix, donnera audit médecin accès hebdomadaire auprès de la victime en présence du médecin traitant, prévenu deux jours à l'avance par lettre recommandée.

Faute par la victime de se prêter à cette visite, le paiement de l'indemnité journalière sera suspendu par décision du juge de paix, qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

Si le médecin certifie que la victime est en état de reprendre son travail et que celle-ci le conteste,

le chef d'entreprise peut, lorsqu'il s'agit d'une incapacité temporaire, requérir du juge de paix une expertise médicale qui devra avoir lieu dans les cinq jours.

ART. 5. — Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et ne se conformant aux statuts-type approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

2° Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

ART. 6 — Les exploitants de mines, minières et carrières peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894.

Le montant et les conditions de cette subvention devront être accep-

tées par la société et approuvées par le ministre des travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières de secours en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le ministre du commerce et de l'industrie.

ART. 7. — (*L. 22 mars 1902*)
Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent contre les auteurs de l'accident, autres que le patron et ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef de l'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage.

ART. 8. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de seize ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de seize

ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

ART. 9. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise.

Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

ART. 10. — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé, tant d'après la rémunération reçue pen-

ART. 10. — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération qu'ils auraient pu recevoir pendant la période de travail nécessaire pour compléter les douze mois, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie pendant ladite période.

Si le travail n'est pas continu, le

dant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

salaire annuel est calculé, tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

Si, pendant les périodes visées aux alinéas précédents, l'ouvrier a chômé exceptionnellement et pour des causes indépendantes de sa volonté, il est fait état du salaire moyen qui eût correspondu à ces chômages.

Titre II. — Déclaration des accidents et enquête

ART. 11. — (L. 22 mars 1902)
Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures non compris les dimanches et jours fériés, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer, dans la forme réglée par décret, les nom, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins.

Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise doit déposer à la mairie, qui lui en délivre immédiatement récépissé, un certificat du médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident, et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La déclaration d'accident pourra être faite dans les mêmes conditions par la victime ou ses repré-

sentants jusqu'à l'expiration de l'année qui suit l'accident.

Avis de l'accident dans les formes réglées par décret, est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

ART. 12. — (*L. 22 mars-1902*)

Dans les vingt-quatre heures qui suivent le dépôt du certificat, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent la déclaration de l'accident, le maire transmet au juge de paix du canton où l'accident s'est produit la déclaration et soit le certificat médical, soit l'attestation qu'il n'a pas été produit de certificat.

Lorsque, d'après le certificat médical produit en exécution du paragraphe précédent ou transmis ultérieurement par la victime à la justice de paix, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle de travail, ou lorsque la victime est décédée, le juge de paix, dans les vingt-quatre heures, procède à une enquête à l'effet de rechercher :

1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident ;

2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent, le lieu et la date de leur naissance ;

3° La nature des lésions ;

4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité, le lieu et la date de leur naissance ;

5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes ;

6° La société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise était assuré ou le syndicat de garantie auquel il était affilié.

Les allocations tarifées pour le juge de paix et son greffier en exécution de l'article 29 de la présente loi et de l'article 31 de la loi de finances du 13 avril 1900 seront avancées par le Trésor.

ART. 13. — L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37 et 38 du Code de procédure civile, en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni dans les établissements nationaux où s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises et, en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle dûment constatés dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les dix jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit, par lettre recommandée, les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition, affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement.

ART. 14. — Sont punis d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.) les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 2.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de seize à trois cents francs (16 à 300 fr.).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

Titre III. — Compétence, juridictions, procédure, révision

ART. 15. — Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprise, relative aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires, sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

ART. 15. — Sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever et dans les quinze jours de la demande, les contestations relatives tant aux frais funéraires qu'aux indemnités temporaires

Les indemnités temporaires sont dues jusqu'au jour du décès ou jusqu'à la consolidation de la blessure, c'est-à-dire jusqu'au jour où la victime se trouve, soit complètement guérie, soit définitivement

atteinte d'une incapacité permanente ; elles continuent, dans ce dernier cas, à être servies jusqu'à la décision définitive prévue à l'article suivant, sous réserve des dispositions du quatrième alinéa dudit article.

Si l'une des parties soutient, avec un certificat médical à l'appui, que l'incapacité est permanente, le juge de paix doit se déclarer incompétent par une décision dont il transmet, dans les trois jours, expédition au président du tribunal civil. Il fixe en même temps, s'il ne l'a fait antérieurement, l'indemnité journalière.

Le juge de paix connaît des demandes relatives au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques jusqu'à 300 fr. en dernier ressort et à quelque chiffres que ces demandes s'élèvent, à charge d'appel dans la quinzaine de la décision.

Les décisions du juge de paix relatives à l'indemnité journalière sont exécutoires nonobstant opposition. Ces décisions sont susceptibles de recours en cassation pour violation de la loi.

Lorsque l'accident s'est produit en territoire étranger, le juge de paix compétent, dans les termes de l'art. 12 et du présent article, est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

Lorsque l'accident s'est produit en territoire français, hors du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime, le juge de paix de ce dernier canton devient exceptionnellement compétent, à la requête de la victime ou de ses ayants droit adressée, sous forme de lettre recommandée, au juge de paix du canton où l'accident s'est produit, avant

qu'il n'ait été saisi dans les termes du présent article ou bien qu'il n'ait clos l'enquête prévue à l'art. 13. Un récépissé est immédiatement envoyé au requérant par le greffe, qui avise, en même temps que le chef d'entreprise, le juge de paix devenu compétent et, s'il y a lieu, transmet à ce dernier le dossier de l'enquête, dès sa clôture, en avertissant les parties, conformément à l'art. 13.

Si, après transmission du dossier de l'enquête au président du tribunal du lieu de l'accident et avant convocation des parties, la victime ou ses ayants droit justifient qu'ils n'ont pu, avant la clôture de l'enquête, user de la faculté prévue à l'alinéa précédent, le président peut, les parties entendues, se dessaisir du dossier et le transmettre au président du tribunal de l'arrondissement où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime.

ART. 16. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement convoque, dans les cinq jours à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal sursoit à statuer, et l'in-

ART. 16. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement, dans les cinq jours de la transmission du dossier, si la victime est décédée avant la clôture de l'enquête, ou, dans le cas contraire, dans les cinq jours de la production par la partie la plus diligente, soit de l'acte de décès, soit d'un accord écrit des parties reconnaissant le caractère permanent de l'incapacité, ou bien de la réception de la décision du juge de paix visée au troisième alinéa de l'article précédent, ou enfin, s'il n'a été saisi d'aucune de ces pièces, dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription prévu à l'art. 18, lorsque la date de cette expiration lui est connue, convoque la victime ou

demnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive.

Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision, sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel.

ses ayants droit, le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter et, s'il y a assurance, l'assureur. Il peut, du consentement des parties, commettre un expert dont le rapport doit être déposé dans le délai de huitaine.

En cas d'accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président qui en donne acte en indiquant, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

En cas de désaccord, les parties sont renvoyées à se pourvoir devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente et statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile. Son jugement est exécutoire par provision.

En ce cas, le président, par son ordonnance de renvoi et sans appel, peut substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire ou, dans la même limite, allouer une provision aux ayants droit. Ces provisions peuvent être allouées ou modifiées en cours d'instance par voie de référé sans appel. Elles sont incessibles et insaisissables et payables dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière.

Les arrérages des rentes courent à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure, sans se cumuler avec l'indemnité journalière ou la provision.

Dans les cas où le montant de l'indemnité ou de la provision excède les arrérages dus jusqu'à la date de la fixation de la rente, le tribunal peut ordonner que le surplus sera précompté sur les arré-

rages ultérieurs dans la proportion qu'il détermine.

S'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise.

ART. 17. — (*L. 22 mars 1902*)

Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois l'appel, sous réserve des dispositions de l'article 449 du Code de procédure civile, devra être interjeté dans les trente jours de la date du jugement s'il est contradictoire, et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable en cas de jugement par défaut contre partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

Toutes les fois qu'une expertise médicale sera ordonnée, soit par le juge de paix, soit par le tribunal ou par la cour d'appel, l'expert ne pourra être le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurance à laquelle le chef d'entreprise est affilié.

ART. 18. — (*L. 22 mars 1902*)

L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident, ou de la clôture de l'enquête du juge

de paix, ou de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire.

L'article 55 de la loi du 10 août 1871 et l'article 124 de la loi du 5 avril 1885 ne sont pas applicables aux instances suivies contre les départements ou les communes, en exécution de la présente loi.

ART. 19. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.

ART. 19. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à compter, soit de la date à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière, s'il n'y a point eu attribution de rente, soit de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision judiciaire passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'art. 21.

Dans tous les cas, sont applicables à la revision les conditions de compétence et de procédure fixées par les art. 16, 17 et 22. Le président du tribunal est saisi par voie de simple déclaration au greffe.

S'il y a accord entre les parties, conforme aux prescriptions de la présente loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du président, qui donne acte de cet accord en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité.

En cas de désaccord, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui est saisi par la partie la plus diligente et qui statue comme en matière sommaire et ainsi qu'il est dit à l'art. 16.

Au cours des trois années pendant lesquelles peut s'exercer l'action en revision, le chef d'entreprise pourra désigner au président

du tribunal un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime.

Cette désignation dûment visée par le président, donnera audit médecin accès trimestriel auprès de la victime. Faute par la victime de se prêter à cette visite, tout paiement d'arrérages sera suspendu par décision du président qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

Les demandes prévues à l'art. 9 doivent être portées devant le tribunal au plus tard dans le mois qui suit l'expiration du délai imparti pour l'action en revision.

ART. 20. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre 1^{er}.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction, soit le montant du salaire annuel.

(*L. 22 mars 1902.*) En cas de poursuites criminelles, les pièces de procédure seront communiquées à la victime ou à ses ayants droit.

ART. 21 — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

ART. 21. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

Sauf dans le cas prévu à l'article 3, paragraphe A, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs.

En dehors des cas prévus à l'article 3, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 fr. et si le titulaire est majeur. Ce rachat ne pourra être effectué que d'après le tarif spécifié à l'art. 28.

ART. 22. — (*L. 22 mars 1902*)

Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit devant le président du tribunal civil et devant le tribunal.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (paragraphe 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1851, modifiée par la loi du 18 juillet 1901.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'applique de plein droit à l'acte d'appel. Le premier président de la cour, sur la demande qui lui sera adressée à cet effet, désignera l'avoué près la cour dont la constitution figurera dans l'acte d'appel, et commettra un huissier pour le signifier.

Si la victime de l'accident se pourvoit devant le bureau d'assistance judiciaire pour en obtenir le bénéfice en vue de toute la procédure d'appel, elle sera dispensée de fournir les pièces justificatives de son indigence.

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

L'assisté devra faire déterminer par le bureau d'assistance judiciaire de son domicile la nature des actes et procédure d'exécution auxquels l'assistance s'appliquera.

Titre IV — *Assurances*

Art. 23 — La somme de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le n° 6.

Le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

Art. 24 — A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie tant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite caisse.

Art. 25 — Pour la constitution du fonds spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la contribution des patentes des industries visées par l'article 1^{er} quatre centimes et de fr. 049 additionnels. Il sera perçu sur les mmes une taxe de cinq centimes 05 fr. 05 par hectare concédé.

Les taxes précitées, suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances.

ART. 26. — La caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elles, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes à la caisse nationale des retraites et, notamment, les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assurances.

ART. 27. — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'Etat et astreintes à constituer des réserves ou cautionnement dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

ART. 27. — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'Etat et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves mathématiques et des cautionnements sera affecté par privilège au paye-

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance, et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du ministre du commerce.

ment des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

A toute époque, un arrêté du ministre du commerce peut mettre fin aux opérations de l'assureur qui ne remplit pas les conditions prévues par la présente loi ou dont la situation financière ne donne pas des garanties suffisantes pour lui permettre de remplir ses engagements. Cet arrêté est pris après avis conforme du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, l'assureur ayant été mis en demeure de fournir ses observations par écrit dans un délai de quinzaine. Le comité doit émettre son avis dans la quinzaine suivante.

Le dixième jour, à midi, à compter de la publication de l'arrêté au *Journal Officiel*, tous les contrats contre les risques régis par la présente loi cessent de plein droit d'avoir effet, les primes restant à payer ou les primes payées d'avance n'étant acquises à l'assureur qu'en proportion de la période d'assurance réalisée, sauf stipulation contraire dans les polices.

Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est composé de vingt-quatre membres, savoir : deux sénateurs et trois députés élus par leurs collègues ; le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ; le directeur du travail ; le directeur général de la caisse des dépôts et consignations ; trois membres agrégés de l'institut des actuaires français ; le président du tribunal de commerce de la Seine ou un

président de section délégué par lui ; le président de la chambre de commerce de Paris ou un membre délégué par lui ; deux ouvriers membres du conseil supérieur du travail ; un professeur de la faculté de droit de Paris ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances contre les accidents du travail ou syndicats de garantie ; deux directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurances contre les accidents du travail ; quatre personnes spécialement compétentes en matière d'assurances contre les accidents du travail. Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements et fixés annuellement pour chaque compagnie ou association par arrêté du ministre du commerce.

ART. 28. — Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession

d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique.

Titre V. — Dispositions générales

ART. 29. — Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu et pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déterminera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

ART. 30. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

ART. 30. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit. Cette nullité, comme la nullité prévue au deuxième alinéa de l'art. 16 et au troisième alinéa de l'art. 19, peut être poursuivie par tout intéressé devant le tribunal visé auxdits articles.

Toutefois, dans ce cas, l'assistance judiciaire n'est accordée que dans les conditions du droit commun.

La décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau, du jour où elle devient définitive, les délais impartis soit pour la prescription, soit pour la revision.

Sont nulles de plein droit et de nul effet les obligations contractées, pour rémunération de leurs services, envers les intermédiaires qui se chargent moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit le bénéfice des instances ou des accords prévus aux art. 15, 16, 17 et 19.

Est passible d'une amende de 16 fr. à 300 fr et, en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 fr. à 2,000 fr., sous réserve de l'application de l'art. 463 c. pén. : 1° tout intermédiaire convaincu d'avoir offert des services spécifiés à l'alinéa précédent ; 2° tout chef d'entreprise ayant opéré, sur le salaire de ses ouvriers ou employés, des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi ; 3° toute personne qui, soit par menace de renvoi, soit par refus ou menace de refus des indemnités dues en vertu de la présente loi, aura porté atteinte ou tenté de porter atteinte au droit de la victime de choisir son médecin ; 4° tout médecin ayant, dans des certificats délivrés pour l'application de la présente loi, sciemment dénaturé les conséquences des accidents.

ART. 31. — Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de un à quinze francs (1 à 15 fr.) de faire afficher dans chaque

atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de seize à cent francs (16 à 100 fr.).

Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

ART. 32. — Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la marine et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du ministère de la guerre.

ART. 33. — La présente loi sera applicable que trois mois après la promulgation officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution.

ART. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

Vu :

Le Professeur, Président de la thèse,

GUILLOUARD.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZÉVORT.

ADDENDUM

I

(Note de la page 187)

La loi du 31 mars 1905 met fin à cette controverse. Elle décide en effet que « s'il y a assurance, l'ordonnance du président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV de façon à supprimer tout recours de la victime contre le dit chef d'entreprise ».

En édictant cette disposition, dit la circulaire du ministre du commerce du 3 mai 1905 (1), la loi nouvelle n'a pas pour effet de décharger les chefs d'entreprise assurés, en cas de résistance ou d'insolvabilité de leurs assureurs, des conséquences pécuniaires dont la loi du 9 avril 1898 suffisait à les garantir, mais elle met obstacle à l'exercice même de l'action que l'ouvrier non payé à échéance pouvait à la rigueur diriger contre le patron resté son débiteur direct, par préférence à la procédure rapide et sans frais mise par ailleurs à sa disposition pour obtenir le paiement de sa créance sur le fonds de garantie visé à l'article 24 de la loi.

1) *Journ. Offi.* du 4 mai 1905, p. 2952.

TABLE DES MATIÈRES

N ^{os}	Pages
1. — Avertissement	5
INTRODUCTION	
2. — Lacunes du Code civil en matière de législation du travail	7
3. — Comment la jurisprudence chercha à y remédier.....	9
4. — Admission de la théorie du risque professionnel. — Comment il fut introduit dans notre législation ?... ..	13
5. — Historique de la loi du 30 juin 1899.....	15
6	DIVISION GÉNÉRALE 21
CHAPITRE I	
DES EXPLOITATIONS ASSUJETTIES	
Section I. — De l'exploitation agricole en général	
7. — Ce que l'on doit entendre en général par exploitation agricole	23
Section II. — Des différentes exploitations assujetties	
§ 1. — <i>Ensemencement et récolte</i>	
a) CULTURE CHAMPÊTRE	
8. — Dans quel cas l'opération du labour tombe sous le coup de la loi du 30 juin 1899	25
9. — Le marchand d'engrais ne fait pas un travail agricole. Il n'est pas assujetti à la loi du 30 juin 1899.....	25
10. — Faut-il donner la même solution pour l'agriculteur qui fabrique lui-même ses engrais ? — Controverse et adoption de l'affirmative	25
11. — Hypothèse de la confection du fumier de ferme. — C'est une opération qui tombe sous le coup de la loi du 30 juin 1899.....	26

N°	Pages
12. — Le propriétaire qui utilise pour la fumure de ses terres un gisement de phosphate est assujetti à la loi du 9 avril 1898.	27
13. — Hypothèse de la vidange de fosse d'aisance. — A quel risque professionnel est assujetti l'agriculteur qui s'y livre.	27
14. — Hypothèse de l'agriculteur qui doit faire disparaître des obstacles naturels qui s'opposent à la culture. — A quel risque professionnel il est assujetti	29
15. — A quel risque professionnel est assujetti l'agriculteur qui fait des travaux de baignage ou d'irrigation	31
16. — Nature du travail de l'ensemencement ou de la plantation	33
17. — Préservation des récoltes. — C'est un travail agricole	33
18. — Emploi du canon contre les nuages grêlifères. — Nature de cette opération.	34
19. — Quid de la production des nuages artificiels.	35
20. — Récolte des fruits. — Nature de ce travail	35

b) HORTICULTURE

21. — Définition de l'horticulture.	37
22. — Elagage, — Sa nature	37
23. — Emploi de serres.	38
24. — Travail d'arrosage	38
25. — Le propriétaire qui cultive des plantes pour son agrément est assujetti au risque professionnel agricole	38

c) SYLVICULTURE

26. — La sylviculture est-elle une branche de l'agriculture? — Controverse et adoption de l'affirmative.	39
27. — L'acheteur de coupes est-il assujetti à la loi du 30 juin 1899? — Controverse et adoption de l'affirmative	42
28. — La Cour de Cassation est en ce sens	47
29. — Travaux accessoires de la coupe.	48
30. — A quel risque professionnel est assujetti l'entrepôt de bois	48

N ^{os}	Pages
§ II. — <i>Elevage et exploitation des animaux</i>	
31. — L'élevage et l'exploitation des animaux tombent sous le coup de la loi du 30 juin 1899. — Manganeries. — Ostréiculture.....	49
§ III. — <i>Transformation des produits agricoles</i>	
32. — La transformation des produits est en principe un travail industriel.....	51
33. — Dans quels cas elle devient œuvre agricole....	53
34. — Cas du propriétaire qui transforme non-seulement les produits de son fonds, mais encore les produits de tiers.....	56
35. — Jurisprudence suivie à cet égard en matière de patente ou d'impôts.....	57
36. — Cette jurisprudence conduit-elle à décider que le propriétaire qui ne transforme que ses produits ne fait jamais œuvre industrielle? — Adoption de la négative.....	58
§ IV. — <i>Conservation des produits — Vente</i>	
37. — La conservation des produits est en principe régie par la loi du 30 juin 1899.....	60
38. — Cas du propriétaire qui emmagasine les produits de tiers avec les siens propres. — Sa situation juridique.....	61

CHAPITRE II

DES BÉNÉFICIAIRES DE L'INDEMNITÉ ET DES ACCIDENTS GARANTIS

39	<i>Division du chapitre</i>	67
Section I. — <i>Personnes occupées à la conduite ou au service des moteurs inanimés ou des machines agricoles mues par un moteur inanimé</i>		
40. — Portée générale de la loi du 30 juin 1899 au point de vue des bénéficiaires de l'indemnité. — Parallèle avec la loi du 9 avril 1898.....		68
41. — Ce que l'on doit entendre par « conduite » et « service » d'une machine.....		69
42. — Applications de ces termes dans la jurisprudence.....		71
43. — La personnalité de la victime n'entre pas en ligne de compte.....		73

N°	Pages
44. — De même on n'a pas à examiner si la victime est au service du cultivateur ou bien de l'exploitant du moteur.....	75
45. — Le métayer blessé qui exploite un moteur peut-il obtenir une indemnité ? — Controverse et adoption de la négative.....	75
46. — La loi du 30 juin 1899 reçoit son application quel que soit le gain de la victime.....	77
47. — La loi du 30 juin 1899 s'applique-t-elle aux ouvriers d'entrepreneurs de travaux agricoles ? — Controverse et adoption de l'affirmative.....	78
48. — Pour bénéficier de la loi du 30 juin 1899, il faut être employé du consentement au moins tacite de l'exploitant du moteur.....	82
49. — Les établissements hospitaliers sont-ils assujettis à la loi du 30 juin 1899 ? — Controverse et adoption de l'affirmative.....	82

Section II. — Etre victime de l'accident par suite de l'emploi des moteurs ou des machines

50. — Ce que l'on doit entendre par « emploi » d'un moteur ou d'une machine.....	87
51. — Effet des forces de la nature sur le jeu du risque professionnel agricole.....	89

Section III. — Accident produit par le fait du travail ou à l'occasion du travail

a) PAR LE FAIT DU TRAVAIL

52. — Ce que l'on doit entendre par « Le fait du travail ».....	91
---	----

b) A L'OCCASION DU TRAVAIL

53. — Ce que l'on doit entendre par « A l'occasion du travail. » — Jurisprudence.....	91
---	----

CHAPITRE III

DÉS PERSONNES RESPONSABLES

54. — Comment lors des travaux préparatoires fut écarté le système de la responsabilité partagée entre le chef d'entreprise et l'employé...	94
55. — Ce que l'on doit entendre par le « chef d'entreprise » dans le sens de la loi du 30 juin 1899	95

N ^{os}		Pages
56	<i>Division du chapitre</i>	98

Section I. — Exploitation du moteur par l'agriculteur

57.	L'agriculteur, exploitant du moteur, est responsable des accidents	98
-----	--	----

Section II. — Exploitation du moteur par une collectivité

58.	La collectivité qui exploite le moteur est responsable des accidents.....	99
59.	Hypothèse d'une association où il n'y a, à proprement parler, ni patron ni ouvrier. — Y a-t-il dans ce cas une personne responsable ? — Adoption de la négative.....	100

Section III. — Exploitation du moteur par un entrepreneur

60.	L'entrepreneur qui exploite le moteur est responsable des accidents	101
61.	L'entrepreneur est-il responsable des accidents causés aux préposés de l'agriculteur mis par lui à sa disposition ? — Adoption de l'affirmative	102
62.	Jurisprudence à cet égard	102
63.	L'ouvrier n'a pas un recours subsidiaire contre l'agriculteur	105
64.	Dans tous les cas, l'ouvrier ne peut avoir de recours contre l'agriculteur et contre l'exploitant du moteur, en vertu de la loi du 30 juin 1899	107
65.	Mais il conserve son action contre les tiers fondée sur le droit commun et l'agriculteur sera un tiers quand le moteur sera dirigé par un exploitant	109
66.	L'agriculteur salarié de l'exploitant ne peut être l'objet d'une action même fondée sur le droit commun	109
67.	L'ouvrier qui ne peut se prévaloir de la loi du 30 juin 1899 demeure libre de se pourvoir comme il l'entend en vertu du droit commun	110

CHAPITRE IV

MONTANT DE L'INDEMNITÉ — SALAIRE DE BASE

68.	Ce qu'il faut entendre par « salaire ».	111
69.	Quantité de l'indemnité allouée.....	114

N°	Pages
Section I. — Indemnités allouées à la victime	
70. — Détermination du quantum de salaire. — Division de la section.....	114
§ I. — <i>Ouvriers agricoles adultes</i>	
71. — Division du paragraphe	115
a) OUVRIERS AYANT UN SALAIRE FIXE	
72. — Détermination du salaire de base pour les ouvriers ayant un salaire fixe	115
73. — Qui doit-on considérer comme ayant un salaire fixe.....	116
b) OUVRIERS NE RECEVANT PAS UN SALAIRE FIXE ET NON SALARIÉS	
74. — Salaire de base pour les ouvriers ne recevant pas un salaire fixe et pour les non salariés...	117
75. — Exemples d'employés ne recevant pas un salaire fixe	118
76. — Salaire de base pour le calcul de l'indemnité journalière à allouer à un employé ne recevant pas un salaire fixe ou à un non salarié. — Ce sera le salaire moyen des ouvriers agricoles de la commune.....	119
77. — Preuve du salaire de base	120
§ II. — <i>Ouvriers mineurs de seize ans et apprentis</i>	
78. — Détermination du salaire de base quand le mineur de 16 ans et l'apprenti reçoivent un salaire fixe	121
79. — Détermination du salaire de base quand ils ne reçoivent pas de salaire fixe.....	121
Section II. — Droits des représentants de la victime. Indemnités qui leur sont accordées	
80. — Pour savoir, en cas de décès de la victime, quels sont ses représentants et quelle indemnité leur est accordée, il faut se référer à la loi du 9 avril 1898.	122
Section III. — Des ouvriers étrangers	
81. — Indemnités dues à l'ouvrier étranger.....	124
82. — Les indemnités ne sont réduites ou augmentées qu'en cas de faute lourde du préposé ou de l'employeur. — Définition de la faute lourde	125

CHAPITRE V

COMBINAISON DES LOIS DU 30 JUIN 1899
ET DU 9 AVRIL 1898

83. — Dans quels cas la loi du 30 juin 1899 se combine avec la loi du 9 avril 1898	127
84. — Modes d'indemnités	128
85. — Déclarations des accidents et enquête	129
86. — Compétence. — Juridictions. — Procédure....	133
87. — Prescription	136
88. — Revision.....	136
89. — Assistance judiciaire	138
90. — Caractère d'ordre public de la loi du 30 juin 1899	140
91. — Affichage de la loi.....	142
92. — Dispositions générales	143

CHAPITRE VI

GARANTIES DES INDEMNITÉS

93. — Division	144
Section I. — Garanties de l'indemnité journalière, des frais médicaux et pharmaceutiques et des frais funéraires	
94. — Le privilège de l'article 2101 du Code civil garantit le paiement de l'indemnité journalière due en cas d'incapacité temporaire et le paiement des frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires.....	144
95. — Moyens mis par la loi à la disposition de la personne responsable pour se dégager du paiement de ces frais....	146
Section II. — Garanties du service des rentes	
96. — Division de la section	147
§ I. Assurances	
97. — Utilité de l'assurance contre les accidents	148
98. — Division du paragraphe. ..	150
a) SYNDICATS DE GARANTIE	
99. — Conditions d'existence et fonctionnement des syndicats de garantie	151
b) CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES	
100. — But de la caisse nationale d'assurances; quelles indemnités elle garantit.....	153

N°	Pages
101. — Primes	155
102. — A qui il faut s'adresser pour s'assurer à la Caisse nationale	157
103. — Avenir de la Caisse	157

c) ASSURANCES DIVERSES

104. — Développement de l'assurance agricole en général	158
105. — Son fonctionnement	160

1. — *Assurances mutuelles contre les accidents agricoles*

106. — Responsabilité des membres des assurances mutuelles	161
107. — Organisation	163
108. — Tarifs	165

2. — *Assurances à primes fixes*

109. — Définition des assurances à primes fixes	169
110. — Tarifs	169
111. — <i>La Thémis</i>	169
112. — <i>La Compagnie Générale contre les Accidents</i>	170
113. — <i>La Foncière</i>	171
114. — <i>La Préservatrice</i>	172
115. — <i>La Zurich</i>	174
116. — 3. <i>Surveillance et contrôle des sociétés d'assurances</i>	176
117. — 4. <i>Compétence</i>	178

d) CAISSE DES RETRAITES

118. — Fonctionnement de la Caisse Nationale des Retraites pour la garantie des accidents	179
119. — Recours de la victime contre la caisse	183
120. — Recours de la caisse pour le recouvrement de ses avances et le remboursement des capitaux exigibles	188
121. — Autres attributions de la caisse	191

CHAPITRE VII

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

122. — Division du chapitre	194
-----------------------------------	-----

Section I. — Groupe germanique

a) Allemagne

123. — Historique de la législation du travail	196
--	-----

N ^{os}	Pages
124. — Exploitations assujetties	200
125. — Bénéficiaires de l'indemnité et accidents garantis	201
126. — Recouvrement et taux des indemnités	203
127. — Quel est le chef d'entreprise	207
128. — Juridictions	207

b) Autriche

129. — Synonymie des législations autrichienne et allemande	208
130. — Etendue de l'assurance	209
131. — Indemnités	210
132. — Juridictions	211

Section II. — Groupe anglo-saxon

133. — Angleterre	212
-------------------------	-----

Section III. — Groupe français

134. — a) Italie	216
135. — b) Belgique	218
136. — c) Danemark	218
137. — d) Suède	219
138. — e) Norvège	220
139. — f) Espagne	220
140. — g) Grèce	221
141. — h) Pays-Bas	221
142. — i) Suisse	221
143. — Russie	222
Conclusion	224

Annexe I. — Tableau des quotités d'incapacité de travail admises par la jurisprudence dans quelques accidents	228
---	-----

Annexe II. — Loi du 30 juin 1899 et loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905	230
---	-----

Addendum	257
----------------	-----

